

La Paix Industrielle
et le
Mouvement Trade-Unioniste contemporain
en Grande-Bretagne

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le mercredi 2 décembre 1931, à 2 heures.

PAR

Dante ROSENTHAL

Licencié ès lettres.

Lauréat de la Faculté de Droit de Lyon.

JURY :

Président : M. OUALID, Professeur.

Suffragants : MM. RIST, Professeur.

ESCARRA, Professeur.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, (v°)

1931

**La Paix Industrielle
et le Mouvement Trade-Unioniste
contemporain en Grande-Bretagne**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

La Paix Industrielle
et le
Mouvement Trade-Unioniste contemporain
en Grande-Bretagne

Thèse pour le Doctorat en Droit
présentée et soutenue le mercredi 2 décembre 1931, à 2 heures

PAR

Dante ROSENTHAL

Licencié ès lettres.

Lauréat de la Faculté de Droit de Lyon.

JURY :

Président : M. OUALID, Professeur.

Suffragants : MM. RIST, Professeur.

ESCARRA, Professeur.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, (v°)

1931



A MES CHERS PARENTS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

En novembre 1927, un grand patron anglais, Sir Alfred Mond, et plusieurs de ses collègues offrirent au Conseil Général des Trade-Unions d'étudier en commun les problèmes relatifs à l'organisation de l'industrie et aux relations industrielles. A la suite de cette proposition, des pourparlers s'engagèrent entre les dirigeants du mouvement unioniste et Sir Alfred Mond et son groupe. Ces pourparlers soulevèrent de part et d'autre les plus vives controverses. Ils aboutirent cependant. Des conférences se tinrent sous l'égide de la Paix Industrielle entre les représentants qualifiés du mouvement syndical britannique et les employeurs qui avaient adhéré à la proposition de Sir Alfred Mond. Devant le succès de ces conférences dont l'avènement avait coïncidé avec l'arrivée du second ministère travailliste au pouvoir, les deux organisations centrales du patronat anglais, la Confédération Nationale des Employeurs et la Fédération des Industries Britanniques, décidèrent d'y participer.

Comment s'est établie cette collaboration des classes en Grande-Bretagne ? Quels sont les motifs qui incitèrent les Trade-Unions et les employeurs à y participer ? Quels étaient les buts du syndica-

lisme anglais, au moment où ses chefs furent saisis de l'offre de Sir Alfred Mond, et dans quelle mesure cette offre était-elle de nature à leur permettre d'atteindre les fins qu'ils se proposaient ? Quel accueil fut réservé par les ouvriers et les patrons à la Paix Industrielle ? Quelle est l'œuvre des Conférences qui eurent lieu sous ses auspices ? Quelle est, enfin, d'une manière générale, le rôle du syndicalisme dans l'organisation économique du monde moderne ? Telles sont les questions que nous nous sommes posées au cours des deux séjours que nous fîmes à Londres, à la Maison de l'Institut de France, en août et septembre 1929 et en novembre et décembre 1930, et que nous nous sommes efforcés de résoudre.

Le plan de notre étude nous a été dicté par l'enchaînement logique même des problèmes que nous avons abordés. Dans une première partie, nous montrerons l'évolution qu'a suivie le mouvement unioniste depuis la guerre, la mesure dans laquelle le mécanisme des relations industrielles existant lui permettait de traduire ses aspirations, les raisons qui poussèrent la classe patronale à demander à ses dirigeants leur collaboration, et ceux-ci à ne pas la leur refuser. Nous consacrerons notre seconde partie à l'examen des négociations qui prirent place entre les Trade-Unions et les employeurs, à la suite de l'initiative de Sir Alfred Mond, et à l'étendue des réactions auxquelles ces négociations donnèrent naissance dans les milieux patronaux et ouvriers. Dans

une troisième partie, nous analyserons les rapports qu'adoptèrent les Conférences des Trade-Unions et du groupe représentatif des Employeurs sur la reconnaissance des Unions, la mise à l'index, le Conseil

National Industriel, la prévention des conflits, la rationalisation, la réserve d'or et ses rapports avec l'industrie, et le chômage, et celui qu'élaborèrent le Conseil Général des Trade-Unions et la Fédération des Industries Britanniques sur les relations économiques de l'Angleterre et de ses Dominions. Dans une conclusion extrêmement brève, enfin, nous essaierons d'indiquer, à la lumière de l'expérience que nous aurons décrite, la place qu'il convient, à notre avis, d'assigner au syndicalisme dans le monde contemporain.

Au seuil de cette étude, nous tenons particulièrement à exprimer à MM. les Professeurs Oualid (de Paris), Pic et Philip (de Lyon) notre profonde et respectueuse gratitude pour les conseils et les encouragements qu'ils ont bien voulu nous donner. Nous tenons également à remercier les secrétaires des Trade-Unions anglaises du cordial et sympathique accueil qu'ils nous ont réservé, lorsque nous avons été leur rendre visite.

PREMIERE PARTIE

L'ORGANISATION TRADE-UNIONISTE ET LES
PROBLEMES INDUSTRIELS CONTEMPORAINS

CHAPITRE PREMIER.

Le développement du trade-unionisme depuis la guerre.

Le mouvement trade-unioniste reçut de la guerre une vigoureuse impulsion. Le gouvernement anglais, dans la nécessité de s'assurer le concours de la classe ouvrière, en vue de pourvoir aux besoins croissants de l'armée, fut obligé (comme le furent les gouvernements des pays où le syndicalisme était fortement développé) de demander à ses organes représentatifs leur collaboration. Les Unions ne consentirent à le lui donner que sous la réserve expresse que les conditions et pratiques, dont elles avaient obtenu la reconnaissance après plus d'un siècle de luttes, et auxquelles elles consentaient à renoncer, seraient rétablies dès la cessation des hostilités.

Appelées à jouer un rôle important dans l'économie nationale, les Unions virent grossir leur effectif d'une manière considérable. Le nombre de leurs membres passa de 2 millions 200.000 en 1913 à 6 millions 500.000 en 1929. Leurs cadres craquèrent. Aussi durent-elles modifier leur structure et renforcer leur organisation centrale. Le changement qu'elles furent amenées ainsi à opérer ne fut pas

seulement l'effet de leur accroissement numérique, mais il fut également la conséquence des modifications que subirent les conceptions dominantes présidant au mouvement. Conscients des nouvelles responsabilités qui leur incombaient, les chefs trade-unionistes estimèrent que leur rôle ne pouvait plus se borner à attendre des législateurs le vote des réformes qu'ils réclamaient au Parlement, mais qu'ils avaient à prendre en mains la direction de l'industrie. Or, ce nouveau rôle, ils ne pouvaient l'accomplir si les Unions demeuraient, comme elles l'étaient, sans lien de coordination effective. Le passage du Socialisme Fabien au Socialisme de Guilde traduit l'évolution de ces idées.

SECTION I.

LA COLLABORATION DES UNIONS ET DU GOUVERNEMENT.

Les modifications que subirent l'organisation et la pensée unioniste pendant la guerre furent la conséquence directe des fonctions qui leur furent dévolues pendant sa durée. Nous avons vu comment l'attribution de ces fonctions s'expliquait par le caractère intégral des guerres modernes dont la conduite exige le concours de toutes les activités nationales. Il convient donc, tout d'abord, d'étudier la façon dont les unions furent appelées à collaborer avec le gouvernement. Cette collaboration consacra, en effet, les Trade-

Unions en tant que corps représentatif de la classe ouvrière dans la nation. Elle se traduisit par la reconnaissance officielle de leurs droits qui fut l'œuvre du Munition Act de 1915 et par la participation de leurs membres aux conseils de gouvernement et aux diverses institutions créées en vue de réorganiser les forces productives de la nation.

*A. Reconnaissance officielle des droits
des Trade-Unions.*

Le premier effet de la guerre fut de donner naissance à une crise très grave de chômage. Par suite de son entrée en guerre, l'Angleterre perdit un grand nombre de ses clients extérieurs et la hausse des prix, conséquence de l'affolement des premiers jours d'août 1914, amena une contraction des marchés extérieurs. La proportion des chômeurs assurés en vertu de la loi de 1911 passa de 2,6 % fin juillet à 6,2 % fin août. Afin de remédier à cette situation et exprimer au gouvernement les doléances de la classe ouvrière, une conférence des leaders socialistes et trade-unionistes, qui s'était réunie le 5 août 1914, dans l'intention d'organiser une propagande contre l'entrée de la Grande-Bretagne dans le conflit, créa un Comité, le « War Emergency Workers' National Committee » qui présenta au gouvernement un plan de lutte contre le chômage. Ce plan ne fut pas adopté, mais sur les instances du Comité, le Board of Trade décida l'octroi aux chômeurs d'un « emer-

gency grant », qui devait s'ajouter aux allocations de chômage prévues par la loi d'Assurance de 1911.

En quelques mois, la situation se modifia complètement. La hausse des prix s'arrêta, pour faire place de septembre à décembre 1914 à une certaine baisse. Le chômage diminua, en raison du départ d'un grand nombre d'ouvriers sur le front et des demandes croissantes de l'armée en munitions. La main-d'œuvre industrielle devint insuffisante et les prix recommencèrent à monter. Les Unions, qui avaient volontairement proclamé la trêve industrielle, dans les premiers jours d'août 1914, furent bientôt obligées de demander pour leurs membres des augmentations de salaires. La rareté de la main-d'œuvre sur le marché du travail les rendirent très puissantes, mais elles répugnaient à user de leur force. Aussi des grèves éclatèrent-elles, mais sans caractère officiel. La plus grave d'entre elles fut celle de la Clyde, qui émut toute l'Angleterre. La Clyde était, en effet, une des régions les plus importantes de fabrication d'armements. Le gouvernement, secondé par les Trade-Unions, demanda aux grévistes de reprendre leur travail. Mais le « Central Withdrawal of labour central comittee » (Comité central pour diriger le retrait des travailleurs) qu'avait formé le comité des délégués d'ateliers n'enjoignit que quelques jours, après l'ultimatum gouvernemental, aux ouvriers de retourner dans leurs usines. Le conflit fut porté devant le Comité de Production que le gouvernement venait d'instituer dans les industries méca-

riques et de constructions navales, et les ouvriers obtinrent une augmentation de Id. par heure.

Après la grève, le Comité de Production prit une nouvelle importance. Il n'agit plus seulement en tant qu'arbitre des conflits industriels, mais il présenta un plan complet d'organisation des industries de guerre.

Le problème de la main-d'œuvre était devenu aigu. Les employeurs, afin de pouvoir réorganiser leurs usines pour les besoins du moment, demandaient l'abrogation des « Trade-Unions conditions ». Les « Trade-Unions conditions » constituent l'ensemble des règles d'ateliers que les Unions ont au prix d'un siècle de luttes acharnées, héroïques même, réussi à faire admettre aux employeurs, comme condition d'emploi de leurs membres. Ces règles sont essentiellement restrictives : elles visent à limiter l'emploi des femmes et des ouvriers qualifiés, l'utilisation des nouvelles machines; elles règlent le travail aux pièces et les heures supplémentaires; elles garantissent, enfin, aux travailleurs, l'usage du droit de grève.

Le Comité de Production proposa, en mars 1915, que les Unions acceptassent l'arbitrage obligatoire et la suspension des « Trade-Unions Conditions » à la condition que le gouvernement s'engageât à restaurer le statu quo, à l'expiration des hostilités.

A la suite de cette proposition, le gouvernement réunit, à la fin de mars, une conférence comprenant les représentants du Congrès des Trade-Unions dont les membres travaillaient pour les besoins de la dé-

fense nationale. Un accord, connu sous le nom de « Treasury Agreement », fut conclu, qui ratifiait les propositions du Comité de Production. Les mineurs refusèrent cependant de se considérer comme liés par lui et l'Amalgamated Society of Engineers (l'Union amalgamée des Mécaniciens) obtint du gouvernement qu'il limiterait le profit des firmes auxquelles il passerait des commandes.

Le « Treasury Agreement » n'avait pas de force légale. Mais, en juillet 1915, Lloyd George, en sa qualité de Ministre des Munitions fit voter le « Munition War Act » qui rendait obligatoires l'arbitrage des conflits industriels, la suspension des Trade-Unions Conditions et la limitation des profits des établissements industriels travaillant pour la Défense Nationale. La loi s'appliquait aux industries mécaniques et de constructions navales, mais le gouvernement avait la faculté d'étendre la clause instituant l'arbitrage obligatoire à toutes les industries dont l'objet était vital à la conduite de la guerre.

Le « Munition War Act » fut bientôt mis à l'épreuve. L'industrie minière traversait une crise. En janvier 1915, un grave conflit dans le Yorkshire n'avait pu se terminer que par la concession aux mineurs de leurs revendications. En mars, la Fédération avait demandé, sans l'obtenir, une augmentation nationale de salaire en raison du coût croissant de la vie. Des augmentations locales furent accordées, mais la crise n'en persista pas moins. En juillet, les accords de salaires de la Galle du Sud venaient

à expiration, des pourparlers s'engagèrent entre ouvriers et patrons; ils ne tardèrent pas à rompre. Le gouvernement offrit sa médiation; les mineurs l'ayant rejetée, il proclama l'application du Munition Act au bassin de la Galle du Sud. Son action n'eut aucun effet. Lloyd George dut céder. Des difficultés d'interprétation s'étant produites sur l'accord intervenu, le gouvernement rendit une sentence défavorable aux mineurs. Il dut, d'ailleurs, revenir sur sa décision, une nouvelle grève ayant éclaté.

En dehors de ce conflit et de quelques grèves sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir, à propos de l'étude du socialisme de Guilde, et qui n'eurent aucun caractère officiel, il n'y eut pendant la guerre que des grèves d'importance minime. Les Trade-Unions étaient liées par le Munition Act et la trêve industrielle qu'elles avaient conclus. Sans doute leur liberté fut-elle souvent paralysée par cette trêve, mais celle-ci n'en impliquait pas moins la consécration de leurs droits et la reconnaissance officielle des « Trade-Unions Conditions » pour l'avenir.

B. Participation des Unions au gouvernement et à l'administration.

Non seulement le gouvernement dut reconnaître, pendant la guerre, les droits fondamentaux des Trade-Unions, mais il fut amené à demander à leurs dirigeants de prendre place au conseil des ministres et dans les divers organes qu'il institua.

La participation des Trade-Unionistes au gouvernement n'est pas surprenante. Le Labour Party est, en effet, composé de Sociétés (Trade-Unions, Sociétés Socialistes, Coopératives, Trade Concils) dont les Trade-Unions sont les plus importantes; avant 1918 il n'admettait pas, dans son sein, de membres individuels. De même que le Parti Socialiste en France, le Labour Party, en Angleterre, fut appelé pendant la durée des hostilités à faire partie du Cabinet. En juin 1915, lorsque le ministère libéral fit place au Cabinet de Coalition, Arthur Henderson et deux autres membres du Labour Party y entrèrent. Lloyd George ayant renversé Asquith en décembre 1916, le Labour Party consentit à collaborer avec lui et Henderson fit partie de son ministère. Il siégea même dans le Comité des Cinq que Lloyd George institua, sous sa présidence, pour la conduite de la guerre, aux côtés de Lord Curzon, de Bonar Law et de Lord Milner. Lorsqu'il démissionna en juin 1917, au retour de son voyage de Russie, à la suite de la décision de son parti d'assister à la Conférence Internationale de Stockholm, G. N. Barnes lui succéda, en qualité de représentant du Labour Party, au sein du Cabinet. A la fin de la guerre, les rapports du Parti Travailliste et du gouvernement devinrent assez tendus. Trois séries de faits y contribuèrent. La première fut constituée par le rejet de l'offre de paix de l'Allemagne en 1916, la tenue du Congrès de Stockholm et la Révolution Russe qui ranimèrent l'esprit pacifiste qui s'était manifesté dans les rangs unionistes

aux premiers jours d'août 1914. La seconde le fut par le mouvement contre la guerre, et l'essai auquel participèrent l'Indépendant Labour Party, les mineurs de la Galle du Sud, et les ouvriers des ateliers de la Clyde, de définir les buts de la guerre comme les buts de la lutte de classe. La conscription industrielle et l'établissement du service militaire qui mirent entre les mains du gouvernement le sort des travailleurs furent, enfin, le dernier sujet d'irritation de la classe ouvrière. Le Labour Party ne se retira cependant du Cabinet de coalition qu'après la signature de l'armistice.

Les Unions et le gouvernement ne collaborèrent pas seulement dans le domaine politique, où le sentiment patriotique des masses joua un grand rôle pendant la guerre, leur collaboration se manifesta également dans le domaine industriel, et c'est là où elle eut un caractère tout à fait efficace. Les Unions furent appelées à faire partie de conseils, tels que le « Cotton Central Board » ou le « Wool Central Board », chargés de surveiller le commerce de la laine et du coton; et leurs représentants y siégeaient sur un pied d'égalité avec les représentants des organisations patronales. Mais la coopération qui s'établit entre l'Etat et les Unions trouva sa véritable expression dans le domaine des relations industrielles, grâce à la création des Comités Whitleys. Il convient donc, d'étudier ceux-ci, spécialement, étant donnée l'importance du rôle qu'ils jouèrent dans

l'histoire des relations entre patrons et ouvriers à la fin et au lendemain de la guerre.

En 1916, le gouvernement Asquith avait nommé un Comité de Reconstruction, sous la présidence de Lord Balfour de Burleigh. Ce comité, qui devait donner plus tard naissance à un ministère, avait pour rôle d'étudier les principaux problèmes qui se poseraient à la cessation des hostilités. Il chargea un de ses sous-comités d'examiner la question des relations industrielles. Ce sous-comité, présidé par M. Whitley, avait pour objet :

1° de faire et d'étudier toute suggestion utile tendant à assurer une amélioration permanente des relations entre patrons et ouvriers;

2° de recommander des moyens propres à assurer une révision systématique par les intéressés des relations industrielles en vue de les améliorer.

Il publia quatre rapports que le gouvernement adopta. Le premier avait trait aux industries les mieux organisées, le second aux industries les moins bien organisées, le troisième aux conseils d'usine, le quatrième, enfin, aux questions d'arbitrage et de conciliation.

Le sous-comité estimait qu'il était vital, dans l'intérêt de la communauté, qu'après la guerre la coopération des classes établies pendant sa durée, et plus spécialement celle du patronat et de la classe ouvrière continuât. A cette fin, il préconisait l'établissement, dans chaque industrie, d'une organisation représentative des employeurs et des travailleurs, ayant

pour fonction d'examiner, du point de vue de ceux qui y étaient engagés, les questions relatives au progrès de l'industrie. Il envisageait, à cet effet, les industries les mieux organisées, celles où les organisations syndicales étaient insuffisantes pour être regardées comme représentatives des personnes en dépendant, celles enfin, où l'organisation syndicale ouvrière ou patronale était si imparfaite qu'aucune association ne pouvait revendiquer le droit de représenter les intérêts de ceux qui y étaient engagés.

Dans les premières, les seules que nous étudions ici, en raison de ce qu'elles étaient les seules où, le trade-unionisme étant assez développé, celui-ci pouvait être appelé à jouer un rôle important, le sous-comité prévoyait la constitution d'un Conseil National, de conseils de districts et de conseils d'usines mixtes, comprenant les premiers des représentants des Trade-Unions et des Associations patronales, le second des délégués des ouvriers et des employeurs.

Ces différents conseils avaient pour fonctions :

1° de rechercher la meilleure utilisation des connaissances pratiques et expérimentales des travailleurs;

2° de rechercher les moyens de procurer à la classe ouvrière une plus grande part de responsabilité dans la détermination des conditions de travail;

3° de fixer les principes généraux relatifs aux conditions d'emploi, y compris le mode de fixation, de paiement et de réajustement des salaires, compte

tenu de la nécessité d'intéresser les ouvriers à la prospérité de l'entreprise;

4° d'encourager l'établissement d'un mécanisme de négociations entre patrons et ouvriers, afin de prévenir les conflits ou de les résoudre, s'il en naissait;

5° d'assurer la sécurité de l'emploi, sous restriction dûe au changement d'occupation ou à l'employeur;

6° de fixer les méthodes de rémunération du travail aux pièces et de résoudre les difficultés susceptibles de s'élever à cette occasion (à l'exclusion de celles naissant de la fixation du salaire standard visées par le 3° §);

7° de pourvoir à l'éducation et à l'enseignement professionnels;

8° de favoriser les recherches industrielles et l'utilisation de leurs résultats;

9° de faciliter l'examen et l'utilisation des inventions et améliorations apportées par les travailleurs et protéger les droits de leurs auteurs.

10° d'améliorer les procédés employés de machinisme et l'organisation industrielle et d'étudier les problèmes relatifs à la direction en s'attachant spécialement aux travailleurs;

11° de proposer au Parlement des mesures législatives relatives à l'industrie.

Nous discuterons, lorsque nous étudierons le socialisme de Guilde, la valeur du plan Whitley et nous rechercherons dans quelle mesure il était capable de satisfaire les aspirations de la classe ouvrière,

au lendemain de la guerre. Nous nous bornerons à remarquer, ici, que ce plan impliquait la reconnaissance absolue du Trade-Unionisme, dans la sphère des relations industrielles. Les conseils mixtes qu'il prévoit ne comprennent que des représentants des syndicats d'employeurs et des Trade-Unions; aucune organisation ouvrière n'a le droit d'y envoyer des délégués, sans l'autorisation des membres trade-unionistes qui en font partie. Aussi non seulement les Trade-Unions firent-elles reconnaître leurs droits, mais encore obtinrent-elles d'être considérées comme les seuls organes représentatifs du monde ouvrier.

SECTION II.

L'EXTENSION ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'ORGANISATION TRADE-UNIONISTE.

La guerre amena de profonds changements dans l'organisation syndicale anglaise. L'effectif des Trade-Unions s'accrut considérablement; leurs cadres qui menaçaient de s'effriter durent être renforcés : et il devint nécessaire pour assurer l'unité du mouvement de coordonner ses efforts. Nous assistons donc à une inflation des effectifs des Unions, et à des tentatives en vue d'assurer leur concentration et leur coordination.

A. Augmentation des effectifs trade-unionistes.

Les effectifs trade-unionistes s'accrurent considérablement pendant la guerre. Tandis que le nombre des divers membres des Unions, affiliés ou non au Congrès Général des Trade-Unions (T. U. C.), était de 4.183.000 en 1913, il était en 1920 de 8.493.000 dont plus de 6 millions et demi adhérant au T. U. C.

Voici, d'ailleurs, un tableau montrant la progression du nombre de ces derniers, de 1913 à 1920.

1913	.....	2.232.446	1918	.....	4.532.183
1915	.....	2.682.357	1919	.....	5.283.676
1916	.....	2.850.547	1920	.....	6.505.487
1917	.....	3.082.357			

Cette augmentation des effectifs unionistes peut être attribuée à plusieurs causes.

La plus importante nous semble être celle que nous avons déjà mentionnée, à savoir la collaboration des Unions et du Gouvernement et leur reconnaissance, en tant que corps représentatif de la classe ouvrière. Il est indéniable, en effet, que le rôle officiel que jouèrent les Unions pendant la guerre amena dans leurs rangs de nombreux travailleurs, qui y furent attirés par la certitude qu'ils acquerraient, en y entrant, de voir leurs droits défendus auprès des corps gouvernementaux. Parmi les autres causes de l'accroissement des membres des Unions, il faut citer la dilution de la main-d'œuvre, conséquence directe de la renonciation des Trade-Unions

aux « Trade-Unions Conditions » qui favorisa l'entrée dans les usines de guerre d'un grand nombre d'ouvriers non qualifiés, inorganisés jusqu'alors, et spécialement des femmes; la loi de 1917 sur la production des blés, le Corn Production Act, qui ordonnait la formation de comités de districts composés de délégués des propriétaires et des paysans et chargé d'établir un minimum légal de salaire dans l'agriculture; la vogue, enfin, du trade-unionisme parmi les travailleurs intellectuels qui éprouvèrent la nécessité, en Angleterre comme à l'étranger, de s'organiser sur une base syndicale.

Le tableau suivant tracé par G. D. H. Cole dans son livre « Organised Labour » (1924) donne la répartition, par catégories de profession, des membres des Trade-Unions affiliés ou non au T. U. C. en 1913 et 1920.

	1913	1921
Agriculture	22	211
Mines et carrières	320	1551
Poteries et verreries	—	55
Métallurgie et constructions mécaniques et navales	574	1148
Coton	372	457
Autres textiles	152	365
Cuir	—	25
Vêtement	107	238
Alimentation	—	40
Ebénisterie et ameublement	61	192

	1913	1921
Papeterie et imprimerie	85	321
Bâtiment	250	572
Chemins de fer	327	618
Autres transports	369	645
Employés de commerce et de banques	98	472
Administrations publiques	239	457
Enseignement	122	201
Spectacles	1	52
Travailleurs généraux	375	1354
Divers	—	79
	4189.000	8493.000

On remarquera l'accroissement considérable du nombre des personnes affiliées aux unions dans l'agriculture, et dans les branches de l'industrie qui travaillèrent pour le gouvernement pendant la guerre (mines, métallurgie, etc...) ainsi que dans les métiers non qualifiés et les professions libérales.

Il convient de rapprocher de ces chiffres les suivants qui montrent l'extension prise par le trade-unionisme féminin de 1913 à 1919.

Nombre de membres affiliés aux Trade-Unions :

	Hommes	Femmes	Total
1913	3.630.157	356.963	3.987.115
1919	6.695.000	1.329.000	8.024.000

La courbe des effectifs des Trade-Unions atteignit son maximum en 1920. Depuis lors elle a considérablement baissé (1); sa chute, qui présente quelques oscillations, est imputable à la diminution de la main-d'œuvre féminine dans l'industrie, au taux relativement élevé des cotisations syndicales qu'un grand nombre d'ouvriers s'estimèrent dans l'incapacité de payer, en raison de la réduction de leurs salaires, à des circonstances politiques, enfin, notamment à l'interdiction faite par la loi de 1927 sur les Trade-Unions, aux fonctionnaires d'adhérer à une union affiliée au Congrès Général des Trade-Unions.

B. Concentration des Unions.

Les Unions peuvent revêtir la forme soit de l'Union de métier, soit de l'Union d'industrie. L'Union de métier est celle qui groupe des travailleurs appartenant à un même métier, quelle que soit l'industrie à laquelle ils appartiennent. Elle ne comprend généralement que des ouvriers qualifiés, en raison de ce qu'elle est fondée sur l'aptitude d'un certain nombre de personnes à exercer une profession exigeant une certaine spécialisation professionnelle. L'avantage de l'unionisme de métier est qu'il groupe

(1) Voici, depuis 1920, le nombre des membres des Unions affiliés au T. U. C.

1921	.....	6.417.910	1926	.....	4.365.619
1922	.....	5.128.638	1927	.....	4.163.994
1923	.....	4.369.268	1928	.....	3.874.842
1924	.....	4.328.235	1929	.....	3.673.144
1925	.....	4.150.982	1930	.....	3.794.320

exclusivement des ouvriers ayant un intérêt commun. Son inconvénient est qu'il entraîne un sectionnalisme extrême, non seulement au point de vue local, mais entre les divers métiers; d'où des jalousies et des rivalités très graves entre leurs membres, qui causent des scissions regrettables dans le mouvement ouvrier.

L'unionisme d'industrie repose sur une conception de la division verticale des travailleurs par branche d'industrie. Les Unions d'industrie sont formées des ouvriers appartenant à une même industrie, qu'ils soient qualifiés ou non et quel que soit le métier qu'ils exercent à l'intérieur de cette industrie. Cette forme d'Union permet aux ouvriers d'un même établissement de se grouper en vue de défendre leurs droits; elle favorise l'éclosion des conseils d'usine et l'exercice du contrôle ouvrier. C'est pour cette raison que le socialisme de Guilde — qui fut la forme que revêtit la pensée syndicale anglaise après les hostilités — lui donna toutes ses faveurs.

La guerre accentua la poussée vers le trade-unionisme d'industrie grâce au mouvement des shop stewarts dans les usines de munitions. Elle fit sentir aux travailleurs les liens qui les unissaient et leur fit renoncer à leurs privilèges étroits, sources de jalousies mesquines et de conflits fréquents. En donnant ainsi conscience à la classe ouvrière de la solidarité de ses membres, elle favorisa la fusion des Unions et leur fédération.

Jusqu'en 1916, des Unions se heurtait à une dis-

position légale qui exigeait, pour que deux Unions fussent autorisées à fusionner, que le principe de la fusion ait été adopté par les deux tiers des membres des Unions en question. A la demande des députés travaillistes, cette disposition fut amendée. La majorité exigée en cas de fusion fut ramenée des deux tiers à la moitié, à condition que 20 % au moins des membres prissent part au vote. Cette condition rend encore impossible un certain nombre de fusions (celle des Unions de marins par exemple). Cependant un très grand nombre d'amalgamations purent s'opérer. C'est ainsi qu'en 1918 l'« Amalgamated Society of Carpenters and Joiners » (Société amalgamée des charpentiers et des menuisiers) et l'« Amalgamated Union Cabinet Makers » (Union amalgamée des ébénistes) formèrent l'« Amalgamated Union of Carpenters, Cabinet Makers and Joiners » (Union amalgamée des charpentiers, des ébénistes et des menuisiers); en 1916, l'« Amalgamated Union of Machiners and General Labourers » (Union amalgamée des travailleurs généraux de la machinerie) s'était unie à la « National Union of General Workes » (Union nationale des travailleurs généraux), à laquelle se joignit également la « British Labour Federation » (Fédération du travail britannique) et en 1918 la « Postmen Federation » (Fédération des postiers) s'amalgama à la « Postal Clerk Association » (Association des employés de postes). En 1920, enfin, année où l'on signale 13 amalgamations intéressant plus de 1.750.000 travailleurs

et aboutissant à l'élimination de trente et une Unions, l'« Amalgamated Society of Engineers » (Société amalgamée des mécaniciens) ou A. S. E., se fondit avec neuf autres unions pour donner naissance à l'« Amalgamated Engineering Union » (A. E. U.).

En 1927, le Conseil Général des Trade-Unions présenta au Congrès d'Edimbourg qui l'adopta un rapport mettant en relief les bienfaits de la fusion des Unions, malgré les difficultés que sa réalisation présentait du fait de l'existence de règles particulières à chaque Union.

La fusion des Unions implique la création d'un nouveau corps et la disparition totale des Unions en présence. Des inconvénients peuvent résulter de cette disparition pour ceux qui en font partie. Aussi, dans certains cas, a-t-on estimé qu'il était préférable d'utiliser le processus de la fédération au lieu de celui de la fusion. Le groupement fédératif laisse en effet subsister les Unions existantes; il n'établit qu'un lien de coordination entre elles. Le prototype en est la « Miner's Federation of Great Britain » (Fédération des mineurs de Grande-Bretagne) qui, fondée en 1883 avec 36.000 membres en a actuellement plus de 630.000. Les plus importantes fédérations qui naquirent pendant la guerre furent la Iron and Steel Confederation (Confédération du Fer et de l'Acier) qui groupe quatre Unions importantes et la National Federation of General Workers (Fédération Nationale des Travailleurs Généraux).

Nous devons, enfin, signaler en raison du rôle

qu'elle joua dans le conflit minier, et des espoirs qu'elle fit naître, la confédération que formèrent, en 1915, la Fédération des Mineurs, l'Union Nationale des Cheminots et la Fédération des Travailleurs, connue sous le nom de Triple Alliance. Cette confédération dont les mineurs avaient réclamé la constitution dès 1913, en raison de l'échec partiel des grèves des cheminots et des dockers, qui avait coûté fort cher à leur Union, devait examiner les problèmes ayant un caractère national et exigeant une action commune. Avant de lui être soumise toute proposition devait auparavant avoir été approuvée par l'Union qui y était spécialement intéressée. Aucune grève susceptible d'entraîner la participation des autres Unions ne pouvait être décidée par l'une d'entre elles sans le consentement du Comité central, et l'article 8 des statuts stipulait « qu'une action commune ne pouvait être entreprise que lorsque la question en jeu aurait été discutée par les membres des trois organisations selon des méthodes qu'elles avaient prévues ». Ainsi la liberté de chacune de ces organisations était respectée; elle l'était à tel point que la liberté d'action de l'organisme central en était paralysée. Ce fut la raison de la chute de la Triple Alliance, chute qui fut, comme le sait le Black friday (15 avril 1921), provoquée par l'annulation de l'ordre de grève générale donné en vue de venir au secours des mineurs, qui s'étaient mis en grève devant le refus du gouvernement de mettre en application les

recommandations du rapport de la Commission Sankey.

C. Coordination des Unions.

Jusqu'en 1920, trois corps prétendaient diriger le mouvement unioniste. C'étaient le Congrès Général des Trade-Unions, le Comité Parlementaire et la Fédération Générale des Trade-Unions et du Labour Party. Aucun de ces trois corps n'avait, en réalité, un pouvoir de coordination et de direction analogue à celui de la Commission Centrale des Syndicats allemands ou même à celui de notre Confédération Générale du Travail. Leur rivalité engendrait une anarchie du mouvement ouvrier, dont le manque de cohésion paralysait l'action.

Le Congrès Général des Trade-Unions, bien que groupant les trois quarts des ouvriers syndiqués, est un corps académique. Il est composé des représentants des unions qui présentent certaines garanties syndicales, dont le Conseil Général des Trade-Unions est le garant (*Trade-Unions bona fide*). Il a été fondé en 1868 par les Unions de Manchester et de Sheffield, afin d'unifier et de protéger les unions contre les attaques dont elles étaient l'objet, à la suite de la nomination d'une commission royale chargée d'enquêter sur l'organisation et les méthodes unionistes. Cette commission avait été instituée pour instruire les plaintes portées contre des Unions de Manchester et de Sheffield, accusées d'actes d'intimi-

dation, et l'on craignait que sa création eût pour effet de restreindre le peu de liberté dont jouissaient alors les Unions. Le Congrès Général ne se réunit qu'une fois par an et ses réunions ne durèrent qu'une semaine. Elles ont lieu généralement en septembre.

Le Comité Parlementaire, ainsi que son nom l'indique, était chargé de la préparation de la législation intéressant les questions ouvrières. Il était une survivance du passé. Il se réunissait une fois par mois. Il aurait dû diriger le mouvement unioniste, mais il était sans pouvoir et ne pouvait prendre de décisions obligatoires pour les Unions ni trancher les conflits qui s'élevaient entre elles. C'était un organe superflu.

La Fédération Générale des Trade-Unions et du Labour Party qui avait été instituée pour unifier le mouvement ouvrier ne groupait guère qu'un million de membres. Elle gérait un fonds commun de grève. Ce fonds déjà pauvre avant la guerre fut ruiné par elle. Les grandes Unions, celles des Mineurs et celles des Cheminots, par exemple, préférant gérer elles-mêmes leurs fonds de grève, avaient refusé d'y contribuer. Sans son secrétaire, Mr. W. A. Appleton, la Fédération aurait périclité assez vite. Elle n'était pas assez puissante pour prétendre diriger le trade-unionisme.

L'organe de coordination nécessaire fut créé, au lendemain de la guerre, en 1920. C'est le Conseil Général des Trade-Unions. Ses pouvoirs sont beaucoup plus grands que ceux du Comité Parlemen-

taire qu'il a remplacé et dont il a hérité des fonctions. Aux termes de ses statuts (1928), il doit gérer les intérêts unionistes dans l'intervalle des Congrès, s'occuper de la législation du travail, trancher les conflits des Unions, prendre l'initiative de l'action syndicale dans les affaires mettant en cause des patrons et le gouvernement et assister les unions attaquées sur une question vitale; il doit aider les unions dans leur travail d'organisation, et soutenir leur propagande, entrer en relations avec les syndicats étrangers; il peut en cas de procès intéressant spécialement le droit ouvrier devant la Chambre des Lords, lever un impôt spécial sur ses membres, afin d'en couvrir les frais; il a enfin pour obligation de convoquer, dans des circonstances extraordinaires, en cas de guerre par exemple, le Congrès. Les pouvoirs qu'il possède pour mettre fin aux conflits des Unions sont particulièrement importants en raison de l'autorité qu'ils lui confèrent.

Le Conseil Général des Trade-Unions qui fait chaque année au Congrès un rapport sur son activité, est composé de 32 membres élus par lui sur la proposition des Unions, chaque Union désignant son ou ses candidats. Ses membres sont répartis en 18 groupes, chaque groupe correspondant à une branche d'industrie, selon la proportion suivante :

Mines et carrières	3
Chemins de fer	3
Autres moyens de transport	2
Constructions navales	1

Industries mécaniques et de construction	
de voitures	3
Industries du fer, de l'acier et des autres	
métaux	2
Bâtiment, travail du bois, ameublement.	2
Imprimerie et papier	1
Coton	2
Autres textiles	1
Vêtement	1
Peaux et chaussures	1
Verrerie, poterie, industries chimiques..	
Teinture, tabac, brasserie et distillation.	1
Agriculture	1
Employés publics	1
Travailleurs intellectuels	1
Travailleurs généraux	4
Femmes	2

Le Conseil, à la première de ses réunions qui suit la tenue de chaque Congrès, nomme 6 comités de groupes d'industries, chargé chacun de recueillir tous les éléments d'informations intéressant les Unions faisant partie du groupe auquel elles appartiennent.

Depuis 1920, le Conseil Général a pris une importance croissante. Il a joué un rôle considérable dans le conflit minier de 1926 et son influence pondératrice a été, à bien des égards, très heureuse. C'est grâce à sa constitution que des relations ont pu s'établir, d'une façon normale, entre les Trade-Unions et les syndicats d'employeurs. Sans lui, en

effet, la classe ouvrière n'aurait pas possédé d'organe représentatif susceptible de parler en son nom et capable d'entretenir des relations suivies avec le monde patronal.

SECTION III.

L'ÉVOLUTION DE LA PENSÉE TRADE-UNIONISTE.

Sous-jacente aux transformations que subit, pendant la guerre, l'organisation trade-unioniste, la pensée de ses dirigeants fut amenée peu à peu à se modifier. Avant 1914, ce que réclamait la classe ouvrière, c'était essentiellement une amélioration de ses conditions de travail et la garantie d'un salaire standard, lui assurant un minimum de bien-être. L'intervention de l'Etat, le recours au besoin à la grève, lui apparaissaient comme les moyens les plus propices de faire triompher ses revendications. Le Socialisme Fabien traduit exactement cet état d'âme de la classe ouvrière. Avec la guerre, cet état d'âme changea. L'accroissement des forces unionistes et des pouvoirs des unions explique cette évolution, ainsi que les modifications que ne manquèrent pas d'apporter dans la mentalité populaire les bouleversements provoqués par les hostilités. D'une part, en effet, les Trade-Unions avaient vu leur effectif et

leur puissance augmenter, et elles avaient, moyennant une renonciation temporaire à leurs droits, fait consacrer ceux-ci; plusieurs de leurs membres en outre avaient été appelés à participer au gouvernement et à l'administration. La grande majorité des travailleurs avait, d'autre part, été aux armées, et elle désirait ne pas perdre dans le civil l'exercice des qualités d'initiative et de décision dont elle avait fait si magnifiquement preuve. Elle entendait prendre la direction elle-même des usines et ne pas se laisser brimer par une contrainte patronale ou étatique. Le Socialisme de Guilde, qui, déjà avant la guerre, avait fait son apparition, était tout désigné pour traduire ses aspirations. C'est une doctrine d'essence spirituelle, ayant un caractère révolutionnaire très marqué et qui laisse peu de place, sinon aucune, à l'Etat dans le domaine industriel. De là son succès. Aussi allons-nous l'étudier sous le triple aspect sous lequel elle vient de nous apparaître.

A. Philosophie du Socialisme de Guilde.

La philosophie du socialisme de Guilde est une philosophie essentiellement spirituelle. Elle s'oppose par là nettement à celle des théories fabiennes, qui est teintée, il faut bien le dire, de matérialisme. Selon la Société Fabienne, le nœud des questions sociales se trouve dans la mauvaise répartition des richesses. Cette mauvaise répartition provient de ce que certains individus se sont appropriés la plus-

value résultant de la différence des terrains, de la situation différente des villes, des marchés et des matières premières. L'inégalité de la distribution a donc pour cause, selon la Société Fabienne, non l'exploitation des travailleurs, comme le croyait Marx et le soutenait la Social Democratic Federation qui avait introduit les principes marxistes en Angleterre, mais l'appropriation de la plus-value sociale par des particuliers. On reconnaîtra ici l'influence certaine des théories de Henry George. L'objet de toute réforme sociale doit donc être de restituer à la collectivité la plus-value. « La Société Fabienne, dit ses statuts, est composée de socialistes. Elle doit donc travailler à la réorganisation de la Société par l'émancipation de la Terre et du Capital industriel de la propriété privée et à leur transfert à la communauté pour le bien général ». « L'objet de la Société, dit encore le rapport sur la politique Fabienne, est de déterminer le peuple anglais à démocratiser entièrement sa constitution politique et à socialiser ses industries de façon à rendre la subsistance du peuple complètement indépendante du capital individuel ». C'est autour du Standard Rate que se groupait, ainsi, pour M. et Mme Sydney et Béatrice Webb (*History of Trade-Unionism*, p. 1) qui définissent les Trade-Unions comme « une organisation permanente de salariés qui se propose de défendre ou d'améliorer les conditions de leur travail », toutes les règles que nous avons désignées sous le nom de « Trade-Unions Conditions ».

Le socialisme de Guilde se place à un tout autre point de vue. Ce dont souffre la classe ouvrière, selon lui, ce n'est pas tant de l'inégalité des richesses que de la scission du capital et du travail, qui remonte au Moyen-Age, que du processus d'infériorité, pour user de la langue dont se sert Henri de Man. Sous le régime économique actuel, l'ouvrier reçoit pour prix de son travail un salaire souvent insuffisant; il est obligé de louer sa puissance de travail et ne reçoit en contre-partie qu'une somme d'argent; il n'a aucune part à la gestion et à la direction des entreprises. Le système industriel en fait un esclave et il demande d'avoir le statut d'un homme libre. Le socialisme de Guilde élève contre cet état de fait une très belle protestation. Il demande à ce que l'ouvrier soit traité comme un être humain et non comme un simple mercenaire. La seule façon dont il puisse le devenir, c'est, selon la doctrine Guilde, par la suppression du capitalisme et par l'instauration d'un nouveau régime où les travailleurs dirigeront et contrôleront eux-mêmes la production. L'idée maîtresse des Guilde Nationales est le self government industriel, écrit G. D. H. Cole dans son livre « Self Government in Industry » (1920). Et c'est là l'idée qui s'imposait à la classe ouvrière au lendemain de la guerre. Le « Memorandum sur les causes et les remèdes des troubles des travailleurs » présenté par les Représentants des Trade-Unions à la Conférence Industrielle qui se tint à Londres le 15 février 1919 s'exprime ainsi : « Avec une véhémence croissante,

les travailleurs lancent un défi à la structure du régime capitaliste tel qu'il existe; ils ne veulent pas se soumettre plus longtemps à un régime sous lequel l'industrie est dirigée pour le bénéfice d'un petit nombre. Ils demandent l'établissement d'un système de contrôle industriel dont le caractère soit véritablement démocratique. Cela résulte pour une part de la demande du public tendant à l'étatisation des industries et services vitaux dont la monopolisation, par des particuliers peut constituer un danger public. Cela résulte également de la demande croissante de tous les travailleurs en vue d'obtenir une plus grande part de contrôle dans toutes les industries, demande que le plan Whitley a peu, ou plutôt n'a pas essayé de satisfaire. Cette demande est mieux formulée dans certaines industries que dans d'autres. Elle est exprimée clairement dans le programme des cheminots et des mineurs, et elle l'est moins bien dans beaucoup d'autres industries. Les travailleurs ne veulent pas se soumettre plus longtemps à un système économique qui fait du travail une marchandise. Ils commencent à affirmer qu'ils ont droit à une participation démocratique et égalitaire dans la conduite de l'industrie, qu'à l'avenir ils ne devront plus être traités comme des « outils » ou une partie de l'outillage industriel, mais comme des êtres humains ayant le droit d'employer leurs capacités manuelles et intellectuelles au service, non d'un petit nombre, mais de la communauté toute entière ».

B. Tactique du Socialisme de Guilde.

Le Socialisme de Guilde a un caractère nettement révolutionnaire. Par ce caractère il ne s'oppose pas seulement au socialisme fabien, mais il semble être en contradiction avec le caractère de l'ouvrier anglais qui est conservateur et traditionaliste. La vogue du Guilde-Socialisme après la guerre en Angleterre ne peut, à notre avis, s'expliquer que par la psychologie collective des peuples, dont les passions, au sortir des hostilités, étaient exaspérées par l'épreuve qu'ils venaient de traverser.

Le socialisme de Guilde répudie tout compromis avec le régime économique actuel; ce qu'il réclame, c'est l'établissement dans les usines d'un contrôle ouvrier, qu'exerceraient seuls des travailleurs sans le concours des patrons. « L'idéal Guilde, tel que le définit M. G. D. H. Cole, dans l'ouvrage que nous avons déjà cité (*Self-Government in Industry*, p. 327), est celui d'un contrôle mixte de l'industrie par les Guildes et l'Etat, ou plutôt, pour mieux le définir, d'un contrôle des Guildes agissant en corrélation avec l'Etat ». Ce n'est pas celui d'un contrôle mixte à proprement parler, un tel contrôle ne pouvant même pas être une étape vers la Cité Guilde. Un contrôle mixte ne peut, en effet, subsister au sens d'une coopération harmonieuse, lorsque l'une des deux parties s'efforce de détruire l'autre et l'objet du socialisme de Guilde n'est autre que la destruc-

tion du régime capitaliste. On voit combien l'idéal Guilde est éloigné de l'idéal fabien. Le rapport sur la Politique Fabienne ayant constaté par expérience que les socialistes ne peuvent pas plus que les autres citoyens faire tout à leur guise, reconnaît que, « dans une collectivité démocratique, le compromis est une condition nécessaire du progrès politique ».

Cette différence de conceptions du mode d'action entraîne fatalement une différence de tactique dans la sphère des relations industrielles. Tandis que le socialiste fabien essaye d'entrer en contact avec son employeur et s'efforce d'obtenir de lui une amélioration des conditions de son contrat de travail, le socialiste guilde refuse de traiter avec lui, et tente d'implanter, dans l'usine où il travaille, ses propres méthodes, avec le concours de ses camarades d'atelier. Le mouvement des Shop Stewarts pendant la guerre nous offre un exemple de la tactique à laquelle il est amené à recourir, en vertu de ses idées.

Le Shop Stewart était un délégué des Trade-Unions nommé dans les usines pour accomplir certaines fonctions, telle que l'inspection des cartes des Trade-Unions. Quelquefois il avait des attributions plus importantes, mais c'était avant tout un agent de recrutement des Unions. Le Shop Stewart n'existait pas dans toutes les industries, et, même dans les industries où il en existait, il n'y en avait pas dans toutes les usines. Avec la guerre, le Shop Stewart prit une importance de plus en plus grande, les dirigeants des Trade-Unions étant absorbés par l'étude

des problèmes généraux. Leur nombre augmenta. Il en apparut dans les usines de guerre. Tandis qu'avant 1914 le shop steward était un agent des Trade-Unions, il était devenu, avec les hostilités, un délégué d'usine sans relations avec les Trade-Unions. Celles-ci étaient liées, on s'en souvient, par la Paix Industrielle qu'elles avaient conclu avec le gouvernement. Les shop stewards, dont la liberté d'action n'était entravée par aucune loi, se mirent à la tête des conflits qui éclatèrent un peu partout, en raison des mesures que le gouvernement avait été obligé de prendre en vue d'assurer la dilution de la main-d'œuvre et d'empêcher sa mobilité (établissement de la circonscription industrielle — emploi des leaving certificates). La plus importante de ces grèves fut celle des travailleurs de la Clyde eût lieu en février 1915. Les ouvriers des usines de la Clyde formèrent un Comité de Grève permanent (Clyde Workers' Committee) et un Comité National (National Committee) que le gouvernement refusa de reconnaître. Un mouvement analogue se produisit en 1916 dans le sud de la Galle, et de nombreuses grèves partielles que désavouèrent les chefs du mouvement unioniste éclatèrent.

*C. Des rapports des Syndicats et de l'Etat
dans les conceptions du Socialisme de Guilde.*

Toute doctrine syndicaliste doit nécessairement envisager les rapports des syndicats et de l'Etat et

leur place dans l'organisation politique. Les conceptions syndicalistes sont, à cet égard, très diverses.

Le Syndicalisme Révolutionnaire issu des doctrines de Marx et dont deux intellectuels, Belloc et C. Chers-terton, et un prolétaire, Tom Man, ont introduit en Angleterre les principes, que diffusa la Social Democratic Federation, nie à l'Etat le droit d'intervenir en matière économique et réclame même son abolition : l'organisation politique doit disparaître pour laisser place aux syndicats qui régleront les intérêts de l'Etat conformément à ceux du prolétariat. C'est la doctrine de Marx et de Lenine; celle de Sorel également. L'Etat y apparaît comme un instrument d'oppression aux mains de la classe capitaliste; il doit donc disparaître.

Pour le fascisme, au contraire, le syndicalisme est un instrument au service de l'Etat. Il ne trouve pas sa fin en lui-même, mais dans le développement de la puissance de la nation. « La nation italienne, dit l'article 1 de la loi du 3 avril 1926, qui constitue la charte du Travail en Italie, sous le régime fasciste, est un organisme ayant des moyens d'action et des buts de vie supérieurs en puissance et en durée à ceux des individus divisés ou réunis qui la composent ». La nation ne se réalise que dans l'Etat, et l'Etat fasciste doit coordonner toutes ses forces productives. « L'Etat coopératif considère l'initiative privée, dans le domaine de la production, comme l'instrument le plus efficace et le plus utile de la Nation » (art. 7 de la loi du 3 avril 1926). Le syndica-

lisme étant un instrument au service de l'Etat, il n'y aura désormais en Italie qu'un seul syndicat, autorisé et désigné par lui, pour représenter chaque branche de la production. En dehors de ce syndicat, d'autres groupes d'employeurs et de travailleurs subsisteront bien, mais purement et simplement à titre d'association de fait. « Dans le système de la loi, le syndicat autorisé est une institution de droit public, un organe officiel de l'Etat. Seul il a pleine existence légale, les autres groupements n'étant que des associations de pur fait sans personnalité morale » (Perroux, Contribution à l'Etude de l'Economie et des Finances Publiques de l'Italie depuis la guerre, p. 181).

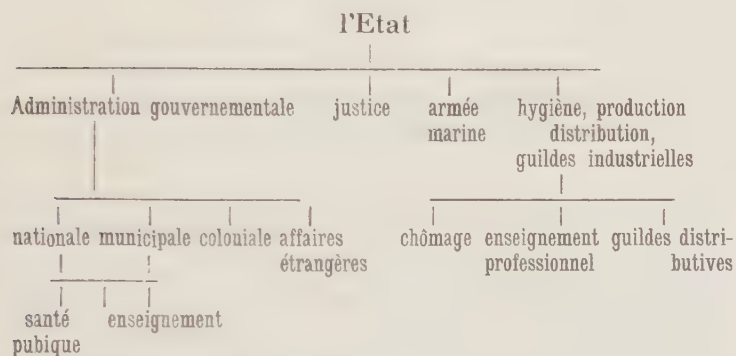
Le Fabianisme répudie, lui, à la fois les théories syndicalistes révolutionnaires et fascistes. Pour lui, l'Etat ne doit ni disparaître ni être la fin de l'activité syndicale. Il doit concourir à la réalisation de cette activité qui doit s'exercer sous sa protection. « Le Socialisme, suivant la Société Fabienne, signifie que la nation toute entière, par l'agence coordonnée des autorités publiques les plus convenables (paroissiales, municipales, provinciales et centrales) organisera et dirigera les industries nécessaires au pays et s'appropriera la rente économique de la terre et du capital sous toutes ses formes. Le socialisme que défend la Société Fabienne est, exclusivement, le Socialisme d'Etat ». (Rapport sur la politique fabienne VIII).

Les théories guildes des relations des syndicats et de l'Etat se séparent des théories précédentes en ce

que, tout en ne réclamant pas l'abolition de l'Etat, elles n'envisagent les syndicats ni comme un de ses instruments, ni comme un de ses objets. Les auteurs guildes sont divisés sur le problème de la souveraineté de l'Etat. Tandis que Hobson et Orage considèrent cette souveraineté comme un point essentiel de leur doctrine, G. D. H. Cole le nie. « Qu'est-ce que l'Etat ? » demande-t-il; ce à quoi il répond : « Un Etat n'est pas autre chose que le mécanisme politique d'une communauté » (*Self-government in Industry*, p. 119). L'état n'est pour lui qu'une association territoriale ou géographique qui sert d'instrument en vue d'exécuter les objets que les hommes ont en commun en raison de leur voisinage. Sa doctrine se rapproche singulièrement de celle de Duguit. Selon elle l'Etat est une association au même titre que le sont des syndicats. Il ne diffère d'eux que par son objet. C'est une association civique, qui n'est pas supérieure aux associations religieuses, ou aux associations de consommateurs ou de producteurs. Pour Hobson et Orage, au contraire, l'Etat est souverain; il est le représentant de l'intérêt civique, c'est-à-dire l'élément qui relie la vie économique à la vie nationale. Il doit s'ériger en arbitre des conflits susceptibles de s'élever entre les différents groupes qui le composent, et que la théorie de G. D. H. Cole laisse sans juge; il n'intervient qu'au cas de conflits et laisse l'activité syndicale s'exercer librement. Le tableau suivant, emprunté à la G. S.

Hobson (National guilds and the State, 1926, p. 127)
résume cette doctrine.

Souveraineté de la Nation.



CHAPITRE II.

Le mécanisme des relations industrielles en Grande-Bretagne.

Le mécanisme des relations industrielles existant en Grande-Bretagne est très perfectionné. Les contrats collectifs y ont pris, grâce au développement du Trade-unionisme, une extension considérable.

En vue de résoudre les conflits nés du travail, des tribunaux ont été créés soit par le législateur, soit d'un commun accord par les patrons et les ouvriers.

Un grand nombre d'industriels soucieux, enfin, d'attacher leur personnel à la prospérité de leurs entreprises ont établi des plans de participation aux bénéfices et de copartnership offrant une certaine variété.

Quel que soit, cependant, le degré de perfectionnement qu'ait atteint en Grande-Bretagne le mécanisme des relations industrielles, ce mécanisme était insuffisant pour permettre aux dirigeants des Trade-Unions de jouer le rôle auquel ils aspiraient dans l'organisation générale de l'industrie. Il n'établissait, en effet, entre eux et les employeurs que des rapports ayant un caractère temporaire et restreint. De là l'originalité et le succès de la proposition de Sir

Alfred Mond, à laquelle notre étude est consacrée, et qui ouvrit dans le domaine des relations entre patrons et ouvriers en Angleterre une ère nouvelle.

SECTION I.

LES CONTRATS COLLECTIFS DE TRAVAIL.

On appelle « contrat collectif de travail » un accord conclu entre un ou plusieurs employeurs ou un syndicat patronal et les délégués de leurs ouvriers ou des syndicats dont ils font partie, et ayant pour objet de régler les conditions générales du travail, par opposition aux contrats ayant le même objet, mais qui ne sont l'œuvre que d'un patron et que d'un ouvrier.

Le contrat collectif a pour mérite essentiel de permettre aux travailleurs de traiter sur un pied d'égalité avec leurs employeurs. Cet avantage est tel que la classe ouvrière anglaise a recouru à la pratique du contrat collectif avant même d'être organisée syndicalement. MM. Sydney et Beatrice Webb, qui rangent le contrat collectif au nombre des méthodes utilisées par les unions pour arriver à leurs fins, reconnaissent qu'il est antérieur à leur développement. C'est tout d'abord sous la forme de « shop club » c'est-à-dire grâce à des réunions d'atelier qu'il est apparu. « Dans les métiers non organisés, écrivent les savants auteurs des ouvrages sur le trade-unio-

nisme, le travailleur individuel cherchant du travail accepte ou refuse les conditions qui lui sont offertes par son employeur, sans communiquer avec ses camarades et sans autre considération que son propre état. Pour vendre son travail, il fait avec son employeur un contrat strictement individuel. Mais si un groupe de travailleurs se concerta pour envoyer des représentants chargés de conclure un contrat pour le groupe entier, la situation est cette fois changée. L'employeur ne fait plus une série de contrats individuels, il se trouve en présence d'une volonté collective, et établit, dans un seul contrat, les règles gouvernant l'emploi de tous les travailleurs faisant partie d'un même groupe, d'une même classe ou d'un même grade » (1).

La seconde forme qu'ont revêtue les contrats collectifs et qu'ils devaient conserver, est celle qui confère aux ouvriers le droit de discuter avec les employeurs au nom de leurs membres les règles relatives aux conditions de travail. C'est parmi les ouvriers qualifiés, les premiers qui furent, ainsi que l'on sait, syndiqués, que cette forme fit son apparition. Elle s'étendit par la suite à tous les ouvriers, le trade-unionisme de métier faisant place au trade-unionisme d'industrie. « Les ouvriers qualifiés, écrivent encore MM. Sydney et Beatrice Webb (1), offrent un exemple typique de cette seconde étape. Nous trouvons les unions... obtenant des « règles de travail » formelles, liant tous les employeurs et les

(1) *Industrial Democracy*, 1920. p. 113.

(1) *Ibidem*, p. 177.

travailleurs d'une ville ou d'un district. Ce contrat collectif... fixe, en termes spécifiques, les heures de travail, le salaire, le payement des heures supplémentaires, l'âge et le nombre des apprentis, les conventions pour le travail aux pièces, les vacances, les préavis de congé, les arrangements pour les repas, la surveillance des outils, et les nombreuses indemnités de voyage, de logement, de déplacement. Ces codes élaborés, inaltérables sauf notification formelle des organisations en présence, uniformisent les conditions d'emploi ».

Le contrat collectif n'est ni coextensif ni limité à l'organisation trade-unioniste. Nous avons vu, d'une part, qu'il lui était quelquefois antérieur ou qu'il pouvait exister sans elle (shop club) — l'industrie du bâtiment en pourrait fournir des exemples —. Les Unions d'autre part, lui préfèrent souvent d'autres méthodes : l'assurance mutuelle ou la contrainte légale. Mais, bien que le domaine du contrat collectif soit plus vaste en un sens que celui du Trade-Unionisme, seules les Unions peuvent lui permettre d'acquérir toute sa valeur. Dans une industrie inorganisée, il serait presque impossible, sans elles, d'établir des règles s'appliquant à l'ensemble d'un district et il y aurait peu d'espoir d'arriver jamais à un accord national. Si donc les conventions collectives tendent à évincer du travail les exigences particulières à chaque firme, l'organisation unioniste est indispensable. En outre, seules les Unions peuvent fournir le mécanisme nécessaire à une interprétation

automatique et à une révision pacifique d'un contrat ayant un caractère de généralité.

Il importe de distinguer avec grande précision, ainsi que l'ont montré les auteurs de la Démocratie Industrielle, le processus d'établissement et le processus d'interprétation des conventions collectives de travail. Ce dernier exige que l'on fasse appel à de bons calculateurs et d'excellents techniciens connaissant dans les moindres détails les procédés de fabrication, les moyens mis en œuvre, les efforts exigés, le taux de rendement du travail humain et des machines; le premier que l'on s'adresse à des diplomates avisés, ayant des connaissances générales et capables de les utiliser dans des cas concrets. Cette distinction s'impose dans toutes les industries où le taux des salaires est fonction d'une série de facteurs dont seuls les experts qualifiés peuvent mesurer l'importance. Elle est nécessaire, notamment, dans l'industrie textile où ce taux dépend non seulement du travail, mais de la qualité des matières premières utilisées (gros-seur, longueur, degré de perméabilité et de résistance des fils ou des fibres), du prix de vente et de l'état du machinisme. Elle l'est également dans l'industrie charbonnière; c'est ainsi que, dans le Durham et le Northumberland, les salaires sont soumis à des oscillations dont l'ampleur, par tonne produite, varie entre un maximum et un minimum selon la nature du charbon extrait et les difficultés d'exploitation. Pendant longtemps les travailleurs ont souffert de n'avoir pas su faire cette distinction et de ne pas

s'être entourés d'experts. Aujourd'hui un certain nombre d'unions (celle des filateurs, des tisserands, des ouvriers des aciéries, de l'industrie de la chaussure, etc...) possèdent un corps de techniciens spécialisés chargés de connaître les éléments rentrant dans l'établissement du taux des salaires et d'en suivre les fluctuations.

Bien que le développement du Trade-Unionisme n'ait pas coïncidé exactement avec celui du contrat collectif, il l'a du moins facilité, comme nous l'avons vu. L'extension qu'ont pris les contrats collectifs a, à son tour, contribué à accroître l'influence des Unions. Ces contrats ont, en effet, eu pour conséquence d'uniformiser les conditions de travail et d'imposer celles qu'elles exigeaient pour leurs propres membres aux salariés qui n'en faisaient pas partie. On a voulu voir là une manifestation de la tyrannie des Unions, mais comment parler de tyrannie d'une organisation, à laquelle les membres sont libres d'adhérer et qui leur laisse la faculté de s'en retirer quand bon leur semble ?

Le département du Travail du Board of Trade et le Ministère du Travail britannique ont procédé en 1910 et 1925 à des enquêtes sur le contrat collectif en Grande-Bretagne. Malheureusement, les résultats de celle à laquelle il a été procédé en 1925 n'ont pas encore été publiés, si bien que nous ne possédons que des statistiques sujettes à révision, en la matière.

En 1910, le nombre total des contrats collectifs s'élevait à 1696; 30 de ces contrats prévoyaient l'éta-

blissement d'échelles mobiles de salaires, 506 l'institution de tarifs aux pièces; enfin les 1.103 autres contrats étaient des conventions de travail diverses. L'ensemble de ces divers contrats intéressait 2.400.000 ouvriers.

Voici un tableau indiquant le nombre de contrats existants dans chaque industrie et le total des personnes englobées par eux.

Mines et carrières	56	900.000
Transports	92	500.000
Industries textiles	113	460.000
Métallurgie, industries mécaniques		
constructions navales	163	230.000
Bâtiment	803	200.000
Vêtement	303	50.000
Imprimerie	79	40.000
Autres industries	87	20.000
Total	1.696	2.400.000

Il est très vraisemblable que les résultats de l'enquête qui a été faite en 1925 montreront que le champ des contrats collectifs s'est considérablement étendu depuis la guerre, que le nombre des personnes qu'ils régissent a augmenté, dans de très vastes proportions et que les branches de production auxquelles ils s'appliquent sont beaucoup plus variées qu'elles ne l'étaient. Les statistiques qui nous seront données établiront, il y a tout lieu de le penser, que le nombre des contrats collectifs s'est accru, mais relativement moins qu'on ne pourrait le penser, de

prime abord, que par conséquent le domaine d'application de chacun d'entre eux s'est sensiblement élargi. Ce qui le laisse supposer, c'est que dans certaines branches de l'industrie (le bâtiment, les fonderies, l'industrie mécanique, la teinturerie, l'industrie houillère entre 1921 et 1925) des accords nationaux sont intervenus entre les syndicats d'employeurs et les Trade-Unions.

L'examen des clauses des contrats collectifs est particulièrement important pour notre étude. Il doit, en effet, nous permettre de saisir la nature de la collaboration que ces contrats établissent entre les organisations syndicales ouvrières et patronales, et par là même, de voir s'ils permettent aux premiers de faire triompher leurs revendications.

Si nous l'entreprenons, nous constatons que l'objet essentiel du contrat collectif en Angleterre est de fixer les heures de travail et de déterminer le mode de rémunération du travail. Nous avons déjà signalé les complications qui naissent de l'intervention de plusieurs facteurs dans cette détermination (1). D'autres difficultés surgissent, en raison soit de la nature des travaux effectués, soit du degré de qualification des ouvriers, selon qu'il s'agit de salaire au temps ou de salaire aux pièces.

(1) C'est ainsi que le contrat collectif qui a été conclu le 1^{er} juillet 1921 après la fin du conflit houiller prévoyait l'établissement d'un salaire standard, dont le montant devait être égal à celui du salaire moyen existant dans chaque district le 31 mars 1921 (plus pour les travailleurs aux pièces, un pourcentage additionnel en raison de la réduction des heures de travail de 8 à 7) et auquel devait s'ajouter une somme égale à 83 % du prix de vente, déduction faite des salaires, des autres coûts de production, des profits (dont le total ne devait pas s'élever à plus de 17 % de celui des salaires standard).

La convention nationale collective conclue en 1926 par l'Association des Patrons Fondateurs et la Société Nationale des artisans du cuivre et autres métaux prévoit, ainsi, que les ouvriers recevront, chacun selon leur capacité, une carte ayant une couleur distincte (marron, bleue, grise, rouge ou mauve) et que leur salaire variera selon qu'ils auront été dignes d'entrer en possession de l'une ou de l'autre de ces cartes. La même convention établit toute une liste de prix pour les travaux rémunérés aux pièces, tels que ceux de la plomberie, de la robinetterie et de la fonderie. Le contrat collectif qui régit, depuis 1926, les rapports des entrepreneurs et des ouvriers du bâtiment fixe la durée du travail hebdomadaire à 44 heures (à 46 h. $\frac{1}{2}$ en été et à 41 h. $\frac{1}{2}$ pendant les mois de décembre et de janvier lorsqu'il est impossible d'éclairer à la lumière artificielle). Il institue pour chaque catégorie d'emploi un salaire standard susceptible de varier avec les fluctuations du coût de la vie (mesuré par l'index du Ministère du Travail), et une rémunération supplémentaire pour certaines catégories d'ouvriers (charpentiers, menuisiers...) ou de travaux (fabrication ou réparation de briques réfractaires, travail sous l'eau ou à une température élevée). La plupart des conventions prévoient enfin un tarif spécial pour les heures supplémentaires et le travail de nuit.

Les autres clauses des contrats collectifs ont un caractère accessoire : elles sont relatives à la durée de l'engagement, à celle du délai-congé (fixée généralement à une semaine, sauf en cas de faute grave) et des

vacances, à l'hygiène des ateliers et à la sécurité des travailleurs (un accord collectif intervenu dans les premiers jours de juillet 1914 entre l'Association des Teinturiers de Bradfords et des syndicats des ouvriers de la Teinturerie de Grande-Bretagne et d'Irlande donne le droit aux membres des syndicats de refuser de faire ce qu'ils estiment devoir dépasser leurs forces ou impossible à exécuter proprement); aux malfaçons (contre lesquelles des sanctions — le plus souvent des amendes qui sont affectées à un fond spécial — sont prévues), à la réglementation de l'apprentissage et à la proportion d'ouvriers non qualifiés susceptibles d'entrer dans l'industrie (Cf. Trade-Unions conditions) à l'interdiction, enfin, de nouvelles machines (dans les textiles, notamment).

Les auteurs des contrats collectifs, soucieux de ne pas faire œuvre éphémère, y insèrent très souvent des clauses destinées à instituer une procédure d'arbitrage et de conciliation, en vue de résoudre les difficultés susceptibles de s'élever quant à leur interprétation. Les premières en date de ces clauses figurent dans un mémorandum, connu sous le nom de Mémorandum d'York, adopté par une Conférence tenue, le 17 avril 1914, par les représentants de la Fédération des Employeurs Constructeurs Mécaniciens et ceux de la Société amalgamée des Mécaniciens. Elles prévoient que les conflits entre patrons et ouvriers devront être soumis à une Conférence inter-syndicale de district, puis, en cas d'échec, à une Conférence locale, et au cas où celle-ci n'aurait pas

trouvé de solution satisfaisante, à une Conférence Centrale mensuelle. C'est par des clauses de ce genre qu'ont été institués, dans les industries où ils fonctionnent, les Comités Whitleys. Parmi les plus remarquables existant aujourd'hui, nous citerons ceux de la Minoterie (créés en 1923) et du Bâtiment (1926).

M. Barthelemy Raynaud (1) a montré, en se servant des tableaux statistiques publiés par le Labour Ministry Gazette que le contrat collectif était, de tous les modes de solutions des conflits industriels, le plus fréquent (93,7 % des conflits ont été résolus en 1927 grâce à une convention de cette nature) et que cette proportion variable selon les années avait tendance à s'accroître. Il a pu, enfin, prouver que l'augmentation du nombre des conflits réglés par voie de convention collective allait de pair avec une diminution absolue du nombre même des conflits.

Le contrat collectif apparaît ainsi comme un instrument de paix sociale. L'étude de ses diverses clauses nous permet de constater qu'il contient les germes d'une collaboration de la classe patronale et de la classe ouvrière, mais que les liens qu'il établit entre elles sont limités à un certain nombre d'objets (établissement du taux des salaires, fixation des heures de travail, etc.). Elle nous permet, par là même, de comprendre que le contrat collectif n'est pas de nature à satisfaire les revendications des dirigeants des Trade-Unions et qu'il leur faut trouver une autre voie pour les faire aboutir. C'est ce qu'ex-

(1) Le contrat collectif à l'étranger (1929).

primait, dans son adresse, le Président du Congrès des Trade-Unions tenu à Edimbourg en 1927 : « Nos Trade-Unions ont, maintenant, atteint la limite de leur développement. Je devrais dire plutôt que nous sommes juste au commencement de la période constructive du trade-unionisme. Les travailleurs visent de plus en plus à obtenir une part dans la direction, l'administration de l'industrie par l'intermédiaire de leurs unions ... Ici j'aimerais vous dire : Nous savons tous, patrons et trade-unionistes, que la période fâcheuse, ennuyeuse et difficile par laquelle nous passons est une période transitoire. Dans ces conditions, une utilisation plus grande doit être faite du mécanisme de consultation et de négociations existant entre les patrons et les employés. Nous n'avons pas atteint les limites du développement possible dans cette direction. Il est plus que douteux que nous ayons vu le développement maximum que peut avoir le mécanisme de consultation mixte dans l'industrie. Et pratiquement, rien n'a été fait pour établir un mécanisme effectif de conférences mixtes entre les organisations représentatives capables de parler au nom de toute l'industrie. Il y a beaucoup de problèmes pour lesquels des discussions mixtes auraient de la valeur aujourd'hui ».

Le caractère restreint de l'objet des contrats collectifs permet d'expliquer les désirs que cachaient ces paroles et le succès du mondisme dont elles préparaient l'avènement.

SECTION II.

L'ARBITRAGE ET LA CONCILIATION.

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle le soin de régler les conflits industriels était laissé aux parties en présence. L'Etat n'intervenait que rarement pour leur donner des solutions. Les patrons et les ouvriers avaient créé quelques comités mixtes et bureaux de conciliation et d'arbitrage dont le succès dépendait de la bonne volonté des parties. La compétence de ces bureaux était purement locale; un petit nombre d'entre eux avait une compétence territoriale s'étendant à l'ensemble d'un district. Leur constitution et leur objet variaient considérablement. Ils se composaient généralement d'un nombre égal de représentants des syndicats patronaux et des délégués des Trade-Unions. La compétence réelle de quelques-uns de ces bureaux était limitée aux questions de salaires. Les statuts de certains d'entre eux prévoyaient qu'en cas d'échec de leur procédure il serait fait appel au Ministre du Travail pour nommer des arbitres. Ce mode de règlement des conflits industriels s'avéra généralement satisfaisant, en raison des lentes fluctuations du coût de vie nécessitant des réadaptations de salaires et de la faiblesse organique des Unions.

Cependant, à la suite de grèves importantes, une Commission Royale fut nommée en 1891 « pour examiner les questions intéressant les relations des em-

ployeurs et des salariés, les groupements de salariés et les conditions du travail ». Cette commission exprima le souhait de voir se développer les bureaux de conciliation et suggéra qu'un département ministériel, ayant un personnel spécialisé et des moyens d'information propres, favorisât leur développement. Elle ne voyait pas d'obstacle à ce que ce département fit procéder à des enquêtes sur les causes des conflits et proposât des solutions susceptibles de les résoudre ou qu'il nommât même, à la demande des parties, des arbitres (dont les décisions ne devaient pas avoir force obligatoire).

Conformément au rapport de la Commission Royale, fut voté le Conciliation Act de 1896, qui conférait au Ministère du Travail d'intervenir dans les conflits industriels. Cette loi donnait le droit au Ministre : (a) d'enquêter sur les causes et les circonstances des différends; (b) de prendre les mesures qui lui paraissaient utiles pour favoriser une solution pacifique de ces différends; (c) de nommer un arbitre ou un bureau de conciliation à la demande des employeurs et travailleurs intéressés, et, après avoir pris en considération les moyens susceptibles de résoudre le conflit; (d) de nommer un arbitre à la requête des parties.

Bien qu'il soit toujours en vigueur, le Conciliation Act n'est plus guère utilisé depuis le vote de la loi sur les Cours Industrielles en 1919.

Le public s'étant ému du sort des ouvriers chaîne-tiers et de ceux de l'habillement; une commission fut nommée pour procéder à une enquête sur leur situa-

tion. A la suite de son rapport, fut voté le Trade Boards Act de 1909 qui instituait dans les industries « sweated », chez lesquelles l'organisation unioniste était embryonnaire, des tribunaux de salaires dont nous étudierons le fonctionnement.

Malgré le développement du mécanisme d'arbitrage et de conciliation, des grèves nationales particulièrement graves éclatèrent en 1911 et en 1912. La Fédération des Mineurs de Grande-Bretagne, l'Union Nationale des Cheminots et la Fédération des Transports conclurent l'accord fameux, célèbre sous le nom de Triple Alliance auquel nous avons déjà fait illusion. Cet accord établissait entre elles une coopération étroite et posait le principe d'une action commune, dans les conflits que le bureau exécutif de chacune des Unions jugerait avoir un caractère national ou intéresser un principe estimé par elles, vital. Afin d'empêcher le retour d'événements analogues à ceux qui se produisirent, un Conseil National Industriel fut institué. Ce Conseil devait procéder à des enquêtes sur les conflits qui lui seraient soumis et prendre les mesures nécessaires pour les résoudre, en cas d'incapacité des parties de le faire, avant ou après que le conflit ait éclaté. Sir Georges Askwith, qui fut par la suite élevé à la pairie, présida ce conseil dont l'activité se ralentit fortement après la guerre. En le fondant, le Gouvernement avait pris soin de préciser qu'il ne désirait pas s'immiscer dans les méthodes de conciliation et d'arbitrage volontaire, mais qu'il désirait au contraire les encourager.

Afin de justifier son œuvre, il faisait valoir que la compétence du Conseil National Industriel n'avait aucun caractère obligatoire et se défendait de toute pensée interventionniste.

L'étude du Treasury Agreement et celle des Munition War Acts nous ont permis de voir comment il fut obligé de renoncer, en cette matière comme en tant d'autres, à son libéralisme pendant la période des hostilités. Nous avons vu également comment furent constitués à la fin de la guerre les Conseils Whitley. L'on se souvient à ce propos que le Comité Whitley avait adopté quatre rapports; le quatrième de ces rapports préconisait l'institution d'un Conseil permanent d'arbitrage, auquel les parties pourraient s'adresser lorsqu'elles le jugeraient désirable. La loi de 1919 sur les Cours Industrielles sanctionna législativement cette proposition.

Nous allons examiner successivement la juridiction des Tribunaux des Salaires, celle des divers tribunaux ou organes de conciliation créés par voie d'accord collectif, celle enfin des Cours Industrielles créées en 1919.

A. Les Tribunaux de Salaires.

Les Tribunaux de Salaires ont été, nous l'avons dit, créés à la suite d'une enquête qu'avait ordonnée le gouvernement en raison de l'émotion qui s'était emparée du public, devant certains faits dont la ligue contre le Sweating System avaient révélé l'existence dans l'industrie des chaînetiers, celle de la fabrication

des boîtes et celle de l'habillement. Ces tribunaux, nommés par le Ministère du Travail (autrefois le Board of Trade), ont pour rôle de fixer dans les industries « sweated » un salaire minimum.

Ils sont composés d'un nombre égal de représentants des employeurs et des ouvriers, tantôt nommés par le ministre, tantôt élus par les industries. Les femmes peuvent en faire partie au même titre que les hommes. Leurs présidents et leurs secrétaires sont nommés par le ministre. Pour délibérer valablement, un tiers de leurs membres élus et l'un au moins de ceux qui sont désignés par le gouvernement doivent être présents. Chaque tribunal peut établir des comités de district dont il fixe la compétence territoriale, et composés de personnes appartenant ou non à son sein.

Les Tribunaux de salaires ont pris depuis la guerre une grande extension. Le comité Whitley recommanda qu'on en instituât dans toutes les industries où l'organisation syndicale était peu avancée. Le Trade Boards Act de 1918 consacra cette évolution. Alors qu'en 1909, le Ministre du Commerce ne pouvait créer de tribunaux de salaires que « dans les industries dont les salaires étaient exceptionnellement bas », le Ministre reçut en 1918 le droit d'en instituer dans toutes les industries qui ne possédaient pas, à son avis, de mécanisme adéquat pour régler d'une manière effective les salaires.

La même loi accrut la compétence des tribunaux de salaires. Une de ses clauses leur donna le pouvoir de

faire des recommandations au Gouvernement au sujet des conditions industrielles. D'autres précisèrent qu'ils pouvaient non seulement fixer un salaire minimum en temps général, mais (a) un salaire minimum général aux pièces, (b) un salaire minimum au temps pour les ouvriers travaillant aux pièces afin de leur assurer un minimum de salaire convenable, (c) un minimum de salaire (au temps ou aux pièces) pour les heures supplémentaires.

Le fonctionnement des tribunaux de salaire ayant donné lieu à quelques critiques, une commission d'enquête, dont le président fut le Rt. Vicomte Cave, rechercha les mesures qu'il convenait de prendre afin de l'améliorer. Cette commission constata que la méthode de fixation des salaires adoptée par certains tribunaux était défectueuse; elle en trouvait trois raisons :

1° L'oubli par quelques tribunaux que leur principale fonction était de protéger les travailleurs contre le sweating system.

3° la tendance de certains autres à ignorer les nécessités et les conditions locales, et à fixer le taux des salaires sur une base nationale.

3° le manque d'élasticité de l'institution qui ne lui permettait pas de s'adapter avec assez de rapidité aux fluctuations des conditions industrielles.

Afin de remédier à ces défauts, la commission suggérerait que les tribunaux établissent des démarcations nettes entre les salaires des jeunes gens, des femmes et des travailleurs les moins payés, que leur compé-

tence devint purement locale et que leur procédure fût plus rapide.

Le gouvernement décida d'adopter ces recommandations et déposa même un projet en ce sens, mais ce projet resta lettre morte. Il se contenta, en 1924, de faire voter une loi étendant à l'agriculture l'institution des tribunaux de salaires.

Quelle que soit l'extension qu'ait reçue en 1918 la compétence de ces tribunaux, cette compétence est étroitement limitée par le caractère même de leur juridiction. Ces tribunaux, dont le fonctionnement laisse, comme nous venons de le voir, encore à désirer, n'existent, en outre, que dans les industries dont l'organisation syndicale est embryonnaire. Leur influence est donc limitée à tous les points de vue.

B. Les tribunaux industriels institués par voie de contrat collectif.

De nombreux contrats collectifs prévoient, nous l'avons vu, l'institution d'une procédure d'arbitrage et de conciliation en vue de résoudre les difficultés susceptibles de naître de l'application ou de l'interprétation de leurs clauses. Cette procédure est d'autant plus intéressante qu'elle implique l'établissement de contacts permanents entre les organisations syndicales patronales et ouvrières.

La création de tribunaux industriels ou d'organes d'arbitrage par voie de contrats collectifs est très ancienne. Cette pratique, qui commençait à prendre,

avant la guerre, ainsi que nous l'avons signalé, à propos du Memorandum d'York, une extension nouvelle, a reçu des hostilités une véritable impulsion. C'est, en effet, par voie de convention collective, qu'ont été institués les Comités Whitley, et un nombre de conseils industriels mixtes. Les plus importants de ces conseils sont ceux qui existent dans l'industrie de la minoterie, de la poterie et du bâtiment. Nous allons étudier, à titre d'exemple, ceux qui fonctionnent dans la première de ces industries et qui figurent certainement parmi ceux qui sont les mieux organisés.

La Fédération des Patrons de la Minoterie et les diverses unions auxquelles appartiennent les ouvriers qui travaillent dans ladite industrie, l'Union des Travailleurs des Transports et des Travailleurs Généraux, l'Union des Travailleurs, l'Union Nationale des Travailleurs Municipaux et Généraux et l'Union des Travailleurs des Industries de Distribution et autres industries annexes) ont formé, en 1919, un Conseil National chargé d'étudier les différentes questions présentant pour elles un intérêt commun. Ce conseil, qui comprend quarante-deux membres nommés, la moitié par les associations patronales et les organisations ouvrières, a, entre autres, pour rôle de juger en qualité d'arbitre les conflits présentant un caractère national et qui pourraient s'élever entre patrons et ouvriers et d'instituer des comités mixtes de district. Ces comités (dont la composition est analogue à celle du Conseil National Industriel, à cette différence près qu'ils ne comprennent que quatorze mem-

bres) ont une compétence territoriale limitée par leurs statuts à une certaine aire; ils doivent examiner les différends qui n'ont pu être réglés par les parties intéressées et porter devant le Conseil National mixte ceux qu'ils sont dans l'incapacité de résoudre. Ils doivent, d'autre part, créer des comités d'atelier. Ces comités, dont les membres sont les représentants des patrons et des ouvriers ont pour rôle d'étudier dans chaque entreprise les règles relatives à la durée du travail, aux vacances, à l'hygiène, à la discipline, et de rechercher les solutions de nature à apaiser les différends. Grâce à cette organisation remarquable, l'industrie de la minoterie n'a pas connu de grèves importantes depuis plus d'une dizaine d'années. Il est vrai que les différents conseils qui y ont été créés ont une compétence exceptionnelle. C'est ainsi que figure parmi les attributions du Conseil National Industriel l'examen des questions relatives aux salaires, aux heures et aux conditions de travail, à l'établissement d'un mécanisme de conciliation et d'arbitrage, à l'enseignement professionnel, à l'hygiène, etc...

La grande majorité des tribunaux ou des organismes d'arbitrage institués par voie de contrats collectifs ne connaissent généralement que des questions relatives aux salaires et aux conditions du travail. Ils ne se réunissent qu'exceptionnellement et que lorsqu'il s'agit de mettre fin à un conflit; ils ne possèdent aucun moyen de les prévenir; leur compétence est, d'autre part, souvent limitée en raison de l'opposition des fédérations patronales à toute juri-

diction ayant un caractère national. C'est ce qui explique notamment que la grève des mineurs de 1925 n'ait pu être évitée. De là leur faiblesse organique; de là également la nécessité de créer un nouveau mode de règlement des conflits industriels.

C. La loi sur les Cours Industrielles de 1919.

L'Etat anglais a toujours répugné à intervenir dans le règlement des conflits industriels. Imbus des théories libérales, ses dirigeants se sont montrés généralement hostiles à tout interventionnisme en la matière. Cependant ils durent abandonner peu à peu leurs principes au début du XIX^e siècle, en raison de la gravité des conflits qui éclatèrent aux environs de 1895 et de 1910. La guerre les y contraignit, d'ailleurs. Dès 1896 le Conciliation act avait donné au gouvernement le droit d'enquêter sur les causes des conflits et de nommer des arbitres à la requête des parties, et en 1913 une Cour Industrielle avait été constituée en vue de leur permettre de trouver un juge départiteur. La guerre accentua, nous l'avons vu, ce mouvement et obligea le gouvernement à rompre avec les vieux principes du libéralisme (Munitions act, Comités Whitleys). Ses effets n'eurent pas un caractère temporaire. Le Railway act de 1921 constitua une juridiction, le Bureau Central des Salaires, dont les décisions pouvaient être l'objet d'un appel devant une juridiction supérieure, le Bureau National des Salaires, pour régler les conflits susceptibles de s'élever entre les cheminots et les compagnies. Ces juridictions

comprennent un nombre égal de représentants de celles-ci et des unions. Le Trade Board act de 1918 a, d'autre part, rappelons-le, étendu et renforcé la compétence des Tribunaux de salaires institués en 1919. La loi sur les Cours Industrielles a enfin donné de nouveaux pouvoirs au gouvernement pour prévenir les conflits et essayer d'y mettre fin. Cette loi étant celle en vertu de laquelle l'état intervient le plus souvent aujourd'hui pour régler les disputes industrielles, il convient de préciser ses dispositions.

Celles-ci visent à instituer d'une part des cours industrielles et d'autre part des commissions d'enquête. Les cours dont elle prévoit l'institution sont composées de personnes nommées par le ministre, et qui y figurent soit à titre de membres indépendants, soit à celui de représentants des ouvriers ou des employeurs (l'une ou plusieurs d'entre elles doivent être des femmes). Leur président est choisi parmi les premières. En cas de conflit ou de menace de conflit, le ministre peut, si les parties y consentent ou s'il le juge à propos, soumettre à l'une de ces cours, à un arbitre ou à un corps arbitral les objets du litige. Il peut également, sans y être autorisé par les parties en cause, déférer à une cour les questions susceptibles d'engendrer ou de provoquer un conflit, à condition toutefois que les organismes de conciliation existant se soient avérés incapables de les résoudre. Il peut de même soumettre ces questions, sans le consentement des intéressés, à une commission d'enquête nommée par lui; ces commissions sont chargées de

lui adresser un rapport qu'il peut, s'il le juge bon, déposer au Parlement ou publier.

Les cours industrielles créées en 1919 ont rendu des arrêts importants. L'on doit notamment en citer un, en date du 8 juillet 1922 et qui a réglé une question très importante et très complexe, celle de la fixation des salaires des employés de gare. Les compagnies prétendaient que ces salaires devaient être fixés par district, et les Unions soutenaient qu'ils devaient l'être par catégories d'emploi et sur une base nationale. La Cour Industrielle, appelée à trancher cette affaire, adopta ce dernier point de vue, en raison des conditions particulières de l'industrie ferroviaire dont la prospérité est indépendante de celles des industries locales.

Les décisions des cours industrielles n'ont pas force légale; il est pourtant rare que les parties essayent de s'y soustraire, en raison de la publicité qui leur est donnée.

Cependant les employeurs et les unions n'aiment guère porter devant les cours instituées en 1919 leurs différends, en raison des frais qu'entraîne cette procédure et de sa longueur. Elles préfèrent régler par elles-mêmes, si elles en sont capables, les questions qui les séparent.

SECTION III.

LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES ET LA COPARTNERSHIP.

L'idée d'associer le personnel à la prospérité et à la direction des entreprises a reçu un accueil favorable auprès de quelques employeurs, qui l'ont mise en pratique, en instituant dans leurs établissements des plans de participation aux bénéfices et de copartnership. Ces plans ont fait l'objet d'une monographie officielle du Ministère du Travail en 1920, et plus récemment d'une étude parue, en juillet 1930, dans le Labour Ministry Gazette. Ils offrent pour nous un intérêt spécial du fait qu'ils constituent la première forme, sous laquelle est apparue une collaboration permanente des classes patronale et ouvrière. Cette forme de collaboration n'ayant pas donné les résultats qu'en espéraient ses partisans, ainsi que nous le verrons, il conviendra de nous demander les raisons de son échec.

Selon la définition qu'en a donnée la Conférence Internationale qui s'est tenue à Paris en 1889, la participation aux bénéfices consiste en ce qu'un patron convient avec les membres de son personnel de leur donner une rémunération partielle pour leur travail et, en sus de ce salaire, une part des bénéfices de son entreprise, dont le montant doit être fixé d'avance et calculé d'après celui des bénéfices réalisés. La participation des ouvriers aux bénéfices peut re-

vêtir plusieurs formes; tantôt ceux en faveur de qui elle est réalisée recevront une action de capital (action ordinaire ou action émise à un cours spécial et rapportant un dividende propre), tantôt ils auront droit à un dépôt ou à un bonus, qui sera crédité à leur compte, affecté à un fonds de prévoyance ou investi dans l'entreprise.

Le système de la copartnership est celui suivant lequel le travailleur reçoit, en plus de son salaire, une part des bénéfices de l'entreprise qui l'emploie, part qu'il investit dans cette entreprise, en acquérant les droits et la responsabilité d'un actionnaire. Ce système implique généralement la formation d'un comité de copartnership composé d'ouvriers et ayant une voix dans l'administration (1).

La participation aux bénéfices et la copartnership se sont développées surtout dans l'industrie du gaz. Ce développement s'explique par les conditions spéciales de cette industrie, qui possède un monopole local et dont les débouchés, et par suite les dividendes, sont assurés. Elle s'explique également par l'influence personnelle de Sir George Livesy. Sir George, était directeur de la South Metropolitan Gaz Company, l'une des premières entreprises qui avaient mis sur pied un plan de participation aux bénéfices. Il convient d'examiner comment elle l'a introduite chez elle, son exemple ayant incité beaucoup d'autres industries à l'imiter. Au début de novembre 1889, la South Metropolitan Gaz Company,

(1) Cette définition est celle qui a été donnée en 1911 et révisée en 1919 par l'Association de la Copartnership.

qui depuis 1886 déjà octroyait à ses employés supérieurs un bonus, adopta sur la proposition de Sir George, un plan de participation générale, à la suite de demande d'augmentation de salaires présentée par l'Union des Travailleurs du Gaz. Ce plan fut mis en application après avoir subi quelques modifications. Il assurait aux employés prenant l'engagement de rester un an dans l'entreprise (au début l'on exigeait d'eux qu'ils ne fassent pas partie de l'Union des Travailleurs du Gaz, mais cette condition a disparu depuis longtemps), un dividende de 10 %, lorsque le prix du gaz était supérieur à 3 sh 6 d par 1.000 mètres cubes environ et un dividende supplémentaire pour toute réduction d'un penny; le plan prévoyait, en outre, que tout employé aurait un compte qui serait crédité, après trois ans, d'une somme équivalente à celle des boni qu'il aurait touchés. Le plan ainsi mis en vigueur fut modifié à plusieurs reprises; le taux du bonus fut élevé; l'investissement d'une partie de ces boni dans le capital de l'entreprise fut rendu obligatoire; il devint possible, sous certaines conditions de retirer, après un préavis de sept jours, les dépôts ainsi faits; enfin, en 1903, le système se transforma en copartnership et ses bénéficiaires formèrent un Comité avec les délégués de l'administration pour examiner la comptabilité de l'entreprise et régler les différends entre la direction et le personnel.

Les plus connus des plans de participation aux bénéfices et de copartnership, en dehors de celui de la

South Metropolitan Gaz Cie sont ceux de la manufacture de laine Fox Brothers (simple participation aux bénéfices) de la fabrique de cacao et chocolat Rown-tree (participation aux bénéfices et comité ouvrier, l'auteur en a exposé les principes dans l'un de ses ouvrages) des usines de la Compagnie de nickel Mond (participation aux bénéfices et actionnnariat ouvrier) de l'Imperial Chemical Industry Ltd, des magasins de nouveautés Selfridge (actionnnariat ouvrier).

Nous n'analyserons en détail, et à titre d'exemple, que le plan de participation aux bénéfices fonctionnant dans les usines de la Compagnie de Michel Mond. Ce plan présente un intérêt spécial en raison de ce qu'il a pour auteur Sir Alfred Mond, l'initiateur de la Paix Industrielle. La Compagnie de Michel Mond travaille on le sait, le nickel, fabrique du sulfate, de l'ammoniaque, du cuivre sulfaté. Le plan existant dans ses établissements, et qui est entré en vigueur le 1^{er} mars 1925, prévoit une participation des ouvriers aux économies réalisées dans la production et aux bénéfices. A cette fin il détermine un coût de production standard, qui est celui du coût de production moyen de 1924 (ce coût est susceptible d'être modifié au cas d'amélioration sensible des procédés de fabrication ou du matériel de production). Si le coût de production du mois écoulé est inférieur au coût de production standard, la différence est portée au compte créditeur de la manière suivante :

a) jusques et y compris £ 2 par tonne, l'économie réalisée sera portée tout entière au compte créditeur général.

b) de £ 2 à £ 3 par tonne, l'économie réalisée sera pour la tranche inférieure et égale à £ 2 toute entière portée au compte créditeur général et pour la tranche supérieure à £ 2 elle n'y sera portée que pour moitié seulement;

c) au-dessus de £ 3 par tonne seulement, 25 % du montant de cette troisième tranche sera porté au compte créditeur général.

Si le coût de production du mois écoulé dépasse le coût de production standard, la différence est inscrite au compte débiteur général de la même manière que l'est la différence existante, lorsque le coût de production lui est inférieur.

75 % du montant total des débits ou crédits portés dans le mois au compte général, sont alloués aux ouvriers et 25 % aux autres employés; ces sommes sont inscrites à des comptes spéciaux (débiteurs et créditeurs) et partagées entre leurs titulaires, proportionnellement aux heures de travail et au salaire mensuel moyen de chacun (compte non tenu des salaires supplémentaires payés pour des travaux exceptionnels ou exécutés pendant les jours fériés).

La compagnie se charge, à la fin de l'année financière, d'établir le solde créditeur du compte de chaque employé. En cas de solde débiteur, le compte est simplement annulé, sans être reporté à l'année suivante; tout solde créditeur est considéré comme un capital-crédit intransmissible par nature. Le capital-crédit inscrit au compte de chaque employé porte un intérêt simple de 5 % (à compter du 1^{er} mai de l'année

suivant l'année financière pendant laquelle il a été constitué); il est payable au plus tard le 1^{er} août de ladite année (déduction faite de l'impôt sur le revenu). Au cas où la compagnie attribuerait des dividendes supérieurs à 5 %, une prime viendrait majorer ce capital, à condition qu'il ne s'agisse pas du compte d'un ouvrier mort ou n'appartenant plus à la compagnie à dater du 1^{er} mai de l'année financière en cours.

Il est à remarquer que ce plan ne donne non seulement aucune voix dans l'administration de l'entreprise au personnel, mais qu'il laisse encore à la direction le soin de fixer la marge des profits au delà de laquelle il pourra commencer à fonctionner. Aussi s'explique-t-on que, quelque'ait été l'enthousiasme de son auteur, un peu trop porté à voir, à notre avis, dans la participation aux bénéfices, une panacée universelle, la classe ouvrière n'ait point estimé trouver là le nœud de la question sociale.

Les plans de participation aux bénéfices et de co-partnership, qui ont été créés, l'ont été dans les branches de la production les plus variées; les industries chimiques, métallurgiques, celles du gaz, du papier et de l'alimentation, etc... 635 plans ont été établis jusqu'à la fin de 1929; mais 330 seulement étaient encore en vigueur à cette date. L'échec des autres (qui représentent plus de la moitié de ceux qui ont été créés) s'explique par des circonstances étrangères à leur nature ou à leur fonctionnement (mort de l'employeur, effets de la guerre...), par des raisons

financières, l'absence de satisfaction de leurs auteurs et de leurs bénéficiaires. L'enquête du ministère du Travail qui a été faite en 1920 a montré que sur 177 cas d'échecs, 91 étaient imputables à cette dernière cause. La participation aux bénéfices et le copartnership sont donc bien loin de constituer une solution idéale du problème des relations industrielles.

Il convient d'ailleurs d'observer qu'alors qu'il y a environ 12 millions de travailleurs couverts par l'assurance chômage, à peine 230.000 d'entre eux bénéficiaient de l'une ou l'autre de ces institutions.

Le tableau suivant indique, par branches d'industries, le nombre de plans de participations aux bénéfices et de copartnership qui ont été institués et le nombre de ceux qui étaient encore en vigueur à la fin de 1929. Ce tableau montre également combien ces plans avaient de bénéficiaires à cette époque.

Branches d'industries	Nombre de plans établis	Nombre de plans en vigueur	Nombre de bénéficiaires
Agriculture	32	6	300
Verrerie, industries chimiques, savon, huile, peinture ..	32	16	31.600
Métallurgie et constructions navales.	88	47	23.700
Textiles	42	30	22.300
Alimentation	61	32	28.800
Papier, impression, reliure, librairie .	68	31	8.300

Gaz, eau, électricité.	81	65	46.100
Assurances, ban- ques, etc.	11	11	34.600
Marchands de gros, de détail, maga- siniers	107	44	12.600
Autres industries ..	113	48	20.900
Total	635	330	229.200

Les dirigeants du mouvement trade-unioniste n'ont jamais vu d'un œil favorable la participation aux bénéfices et la copartnership; ils ont toujours considéré que ces institutions d'essence patronale visaient à détourner les ouvriers de leur devoir de classe et à semer la discorde dans leurs rangs. C'est ainsi que le Congrès des Trade-Unions de 1923 adopta une mention invitant son conseil général à procéder à une enquête en la matière, dans les termes suivants : « Estimant que les tentatives capitalistes en vue d'introduire dans les usines des plans de copartnership ont pour objet d'égarer les travailleurs et de briser la solidarité trade-unioniste... ». L'enquête ainsi ordonnée n'a jamais d'ailleurs été faite. En 1925, le Congrès des Trade-Unions aborda à nouveau le problème et vota une résolution qui contenait entre autres la phrase suivante : « Le Congrès met en garde les travailleurs contre toute tentative tendant à introduire des plans capitalistes de copartnership; ces plans n'ont non seulement dans le passé donné aux travailleurs aucun droit positif, mais ont encore servi gé-

néralement à entraver le progrès social ». Il est juste, il est vrai, d'observer que l'opposition des trade-unions à la participation aux bénéfices et à la copartnership n'est pas foncière; ces institutions ne leur semblent mauvaises qu'autant qu'elles leur paraissent de nature à rompre l'unité de la classe ouvrière. Dans un cadre syndicaliste, elles reprendraient toute leur valeur. C'est ce qu'exprimait ainsi M. Walter Citrine dans un article du Manchester Guardian en date du 30 novembre 1927 (1). « La participation aux bénéfices et la copartnership, qui font des employés les actionnaires des entreprises qui les occupent, peuvent être considérées comme un champ d'activité auquel les fonctions des trade-unions peuvent s'étendre. Contre la participation aux bénéfices et le copartnership, dans le cadre individualiste il existe des objections valables du point de vue trade-unioniste, mais il est possible de concevoir ces institutions fonctionnant sur une base collectiviste, les unions agissant en qualité d'administrateur ».

Quel que soit le mérite que pourraient acquérir ainsi la participation aux bénéfices et la copartnership, on ne peut que se borner à constater, ici, qu'elles n'ont pas rempli, dans le régime économique existant, le rôle que leur assignaient leurs promoteurs. Non seulement elles n'ont reçu qu'un faible développement, mais elles se sont heurtées à la méfiance instinctive de la classe ouvrière contre toute institution capitaliste, méfiance qu'elles visaient précisément à dissiper.

(1) The Next Step in Industrial Relations. Manchester Guardian. Supp. 30 Nov. 1927, p. 8.

CHAPITRE III.

L'Organisation de la production et le problème des relations industrielles.

L'étude du mouvement unioniste au lendemain de la guerre nous a montré que l'objet poursuivi par ses dirigeants était de prendre en main la direction de l'industrie et de la réorganiser, sur des bases syndicales. L'examen du mécanisme des relations industrielles nous a permis de constater que la classe ouvrière anglaise ne pouvait espérer faire triompher, grâce à lui, ses revendications. Celles-ci semblaient, cependant, justifiées par la crise économique traversée par la Grande-Bretagne depuis 1920, et dont on est bien obligé d'attribuer la responsabilité, pour une partie importante, à l'inertie de la classe patronale et à la routine de ses méthodes. L'histoire des tentatives faites par les Trade-Unions en vue d'imposer leurs conceptions n'est que celle de leurs échecs. Incapacité, donc, d'une part des employeurs d'organiser rationnellement l'industrie, impuissance, d'autre part, des travailleurs à faire admettre leurs solutions; c'est autour de l'organisation de la production que gravite depuis la guerre

le problème des relations industrielles en Angleterre.

Nous ne ferons pas l'histoire de la Guilde du Bâtiment. M. André Philip a, en effet, dans son ouvrage « Guilde Socialisme et Trade-Unionisme » (1923) décrit son organisation et ses principes. Au moment où il écrivait, la Guilde du Bâtiment était encore en pleine prospérité; cette prospérité devait, on le sait, être de courte durée. Peu de temps après, en effet, elle périclitait, entraînant dans sa chute, celle du mouvement guilde tout entier. Son échec doit être imputé à plusieurs causes : l'inexpérience de ses promoteurs, les difficultés financières auxquelles ils se sont heurtés, l'abandon par le gouvernement du plan de construction de maisons, le plan Addison, qu'il avait adopté après la guerre et dont la mise en application avait favorisé le développement de la guilde. Nous prendrons, à titre d'exemple, de l'incapacité patronale et de l'impuissance unioniste que nous avons signalées, la crise économique de l'industrie houillère et l'échec de la grève générale et de la grève des mineurs de 1926, qui furent suivies par la promulgation du « Trade Dispute and Trade-Union Act » de 1927. Ces exemples nous feront sentir la nécessité qui s'est imposée aux classes patronale et ouvrière, au lendemain de l'échec de ces grèves, de recourir à de nouvelles méthodes, et d'essayer de collaborer en vue de réorganiser la production. Ils nous feront, par là-même, également

comprendre les raisons de l'avènement et du succès de la Paix Industrielle.

SECTION I.

LA CRISE ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE HOUILLÈRE.

L'industrie houillère est l'industrie fondamentale de la Grande-Bretagne. Le charbon est l'une des principales sources de sa richesse économique; aussi a-t-on pu le qualifier, à juste titre, de « diamant noir » de sa couronne impériale. Non seulement, en effet, les mines occupent près d'un million de travailleurs (en 1930, 178.000 ouvriers travaillaient à la surface, 735.000 dans le sous-sol), mais de leur prospérité dépend celle d'un grand nombre d'industries, celle de la métallurgie, des constructions navales, etc...

Or l'industrie houillère traverse depuis la guerre une crise extrêmement grave. La production a diminué, dans des proportions considérables, et cette baisse a été accompagnée d'une baisse encore plus importante de la consommation intérieure et des exportations. Le tableau suivant permet de se rendre compte de l'envergure de la crise (1).

(1) Ces chiffres sont empruntés à une réponse faite par le Secrétaire des Mines aux Communes le 24 juillet 1930, lors de la discussion du Coal Mines Act de 1930.

Année	Production	Consommation intérieure (en millions de tonnes)	Exportation
1913	287,35	183,8	73,4
1920	229,42	180,72	24,932
1922	249,61	157,76	64,198
1923	276,12	168,76	77,974
1924	267,18	180,36	59,179
1925	243,12	163,57	48,574
1927	251,23	179,54	47,741
1928	237,47	163,86	47,628
1929	257,31	173,5	57,810

Cette décadence de l'industrie houillère britannique est imputable à de multiples causes d'ordre économique et social. Le charbon anglais a dû subir sur le continent la concurrence des charbons allemands et polonais, dont le prix de revient est moins élevé que le sien et qui lui sont pour cette raison souvent préférés. Mais, ainsi que l'a fait observer M. Demangeon (2), ce n'est pas sans doute cette concurrence qui est la plus redoutable pour l'Angleterre, c'est celle que rencontrent ses exportations houillères, en dehors de l'Europe, en raison des pertes de frets qu'elle entraîne pour sa marine. Voici les termes dans lesquels le savant géographe définit ce phénomène économique et ses dangers. « En réalité, depuis le XIX^e siècle, les exportations tendent à diminuer, leur périmètre à se rétrécir. De tous côtés, elles se heurtent à des rivales qui gagnent du ter-

(2) DEMANGEON. Les Iles Britanniques, page 2006.

rain. Le charbon britannique rencontre le charbon américain de l'Amérique centrale et de l'Amérique latine, dans la Méditerranée et même dans l'Europe occidentale; les charbons indien, australien et japonais l'éliminent des ports de l'Océan Indien, au-delà de Suez; les charbons sud-africains arrivent jusqu'à Bombay. Sur plusieurs marchés européens, les charbons allemands prennent sa place. De cette contraction générale du domaine de la houille britannique, c'est la perte des débouchés les plus éloignés qui constitue la perte la plus grave, parce que les transports de charbon cessant, l'armement britannique perd un fret précieux de retour pour des cargaisons de matières premières et de denrées alimentaires qu'il amène en Grande-Bretagne. Le ralentissement du commerce d'exportation de la houille correspond à un affaiblissement de la Grande-Bretagne dans la lutte économique internationale ».

La politique monétaire suivie par l'Angleterre après la guerre a contribué, pour une grande part, à ce ralentissement du commerce d'exportation de la houille. En élevant, sur les marchés extérieurs, la valeur de la devise nationale anglaise, elle a rétréci ses débouchés. Le retour de la livre sterling au gold standard a non seulement, ainsi que nous le verrons, été, de cette manière, néfaste à l'industrie houillère, mais il a nui à un grand nombre d'industries qui lui assuraient, à l'intérieur, une clientèle importante. Alors qu'en 1913, les constructions navales de la Grande-Bretagne représentaient 57 % des construc-

tions navales mondiales, elles n'en représentaient plus en 1929 que 47,8 %. En 1925, 93 % seulement des fourneaux en activité en 1920 fonctionnaient. Les exportations de l'industrie textile baissaient, pendant la même période, dans de semblables proportions.

Cependant le charbon anglais n'a pas seulement à lutter contre la concurrence directe ou indirecte que lui font les charbons étrangers, il a à faire face à de nouveaux rivaux. De nouvelles sources motrices tendent, en effet, à se substituer à lui, le pétrole et ses dérivés, l'électricité et les forces hydrauliques. Le rail et la route ont engagé une lutte sévère entre eux en Angleterre, et l'on peut, sans trop s'avancer, prédire le triomphe de la route (1), les transports par automobiles étant déjà à l'heure actuelle plus avantageux que ceux par voie ferrée. Tandis qu'en 1913, 88 % des bateaux étaient actionnés par le charbon, 2,65 % par le mazout et 0,45 % par l'essence, en 1930, 57,60 % l'étaient par le charbon, 28,50 % par le mazout et 11,60 % par l'essence. L'électricité et les forces hydrauliques ont de même conquis au détriment des charbons, des territoires importants, particulièrement en Ecosse, en Irlande, dans les Pays Scandinaves et en Italie, pays où l'on tend de plus en plus à faire appel à elles plutôt qu'à la houille, en raison de la modicité de leur prix de vente et de leur commodité.

(1) A moins toutefois d'une électrification des chemins de fer; il faut, il est vrai, remarquer que cette électrification recommandée par le rapport du comité institué sous la présidence de Lord Weir (Juin 1931) porterait encore atteinte à l'ancienne hégémonie du charbon.

Les effets de la concurrence des charbons étrangers et de l'utilisation des nouvelles sources d'énergie de combustion, d'éclairage et de chauffage, sur l'industrie houillère britannique ont été singulièrement aggravés par la mauvaise organisation de cette industrie et l'incapacité de ses dirigeants. L'organisation des mines anglaises est une survivance du passé. Les rapports de la Commission Sankey (1921) et de la Commission Samuel (1925) ont mis en relief ses défauts. Ceux-ci peuvent être groupés sous trois chefs : le régime défectueux de la propriété, le caractère archaïque des procédés d'exploitation, l'absence de concentration de la distribution.

a) En France, la propriété du sous-sol est absolument distincte de la propriété de la surface. Le gisement minier y est une « *res nullius* » sur laquelle l'Etat exerce, en vertu de la loi du 21 avril 1810, dont la loi du 9 septembre 1919 a renforcé les dispositions, des droits réguliers. L'Etat se réserve, en effet, pour tous gisements nouveaux, le droit de les exploiter lui-même en régie ou d'en confier l'exploitation à des tiers, sous formes de concessions, qui sont essentiellement temporaires et révocables et dont l'octroi est subordonné à des conditions stipulées à son profit et spécifiées aux cahiers des charges.

Il en est autrement en Angleterre où la propriété du sol emporte la propriété du sous-sol, et où, à chaque division de l'une, correspond une division de l'autre. C'est ici avec le propriétaire de la surface qu'il convient de traiter en vue de l'exploitation du

tréfonds. La Société qui obtient de lui le droit d'exploiter la mine doit lui payer une redevance spéciale. Cette redevance porte le nom de royalty; autrefois, en effet, le droit de concéder l'exploitation du sous-sol appartenait au Roi; ce droit est tombé peu à peu entre les mains des vassaux de la Couronne. Le propriétaire étant maître absolu de la mine peut se refuser à louer ou à vendre son bien. Il peut encore profiter de sa situation pour exiger de sa location un prix très élevé. La compagnie avec laquelle il traite se heurte encore à d'autres difficultés; afin de pouvoir exploiter le terrain minier qu'elle a loué, elle doit obtenir d'autres emplacements, à l'entour de la mine, ainsi que des passages afin d'installer les lignes de chemins de fer nécessaires à l'écoulement de son charbon; elle doit, à cet effet, traiter séparément avec plusieurs propriétaires dans des conditions très désavantageuses; la seule mauvaise volonté de l'un d'eux peut rendre l'exploitation impossible ou extrêmement onéreuse. Les limites de la propriété de la surface, qui délimitent, celles de la propriété du sous-sol, n'ont, en outre, aucun rapport avec les conditions du gisement. L'extraction est par suite soumise à une multitude de servitudes, telles que les droits de passage et de drainage, l'obligation de séparer par des barrières les parcelles appartenant à des propriétaires différents, et qui entravent l'exploitation. En 1925, dernière année pour laquelle on possède une statistique, le nombre des propriétaires de royalties ne s'élevait pas à moins

de 5000. Ces propriétaires, ou « coal owners » sont pour la plupart de riches gentlemen, qui se désintéressent de l'exploitation de leur domaine et sont jaloux de leur privilège. John Galsworthy a admirablement dépeint, dans ses romans, leur psychologie.

Les inconvénients résultant du régime de la propriété des mines, tel qu'il existe en Angleterre, ont frappé les membres de la Commission Sankey et de la Commission Samuel, au point qu'ils se sont trouvés presque unanimes pour préconiser le rachat des mines par l'Etat. Le rapport du juge Sankey, publié le 20 juin 1929, s'exprime ainsi : « Je recommande que le Parlement soit invité à légiférer immédiatement pour obtenir l'acquisition par l'Etat des redevances minières : une juste et raisonnable indemnité devra être versée aux propriétaires ». Le juge Sankey justifiait sa recommandation par le fait que le charbon constituant l'actif principal de l'Angleterre, cet actif devait être géré au mieux des intérêts de la communauté. Le rapport signé par Herbert Samuel, à la veille de la grève de 1926, ne faisait que reproduire les recommandations de la Commission Sankey : « L'erreur qui fut, selon lui, commise autrefois en attribuant la propriété du charbon au propriétaire de surface doit être corrigée. Le minerai doit être racheté par l'Etat lorsqu'il a une valeur, par une déclaration de propriété, lorsqu'il n'est pas exploité ou qu'il est situé à une trop grande profondeur et qu'il n'a par suite actuellement aucune valeur ».

Les partisans de la nationalisation des mines, dont Fr. Hodges a exposé les arguments, se sont naturellement emparés des rapports des commissions Samuel et Sankey pour demander à ce qu'il soit procédé à cette nationalisation dans le plus bref délai possible. Celle-ci aurait moins pour objet de transférer à la collectivité une source de richesses appropriées par quelques centaines d'individus, selon eux, que d'assurer une gestion de ces richesses conforme aux intérêts de la communauté. Ainsi le socialisme tient-il de plus en plus, comme nous l'avons vu en étudiant les théories de Guilde, à s'attacher au contrôle des entreprises et à subordonner, à ce point de vue, les questions de propriété qui lui paraissaient autrefois primordiales.

Cependant la nationalisation des mines se heurte à plusieurs obstacles. La situation des entreprises houillères est peu brillante et la perspective de les reprendre est peu attrayante pour l'Etat. La nationalisation soulève, d'autre part, plusieurs problèmes sur la solution desquels les opinions les plus divergentes se sont fait jour. Les uns estiment que la nationalisation des mines doit se borner à la nationalisation des tréfonds, tandis que les autres jugent qu'elle doit s'étendre à celle des compagnies exploitantes, que celles-ci soient ou non propriétaires du sous-sol; les « coal owners » expropriés auraient droit, selon un système, à une juste et préalable indemnité, tandis que, d'après un autre, ils n'en au-

raient droit à aucune, la richesse houillère de l'Angleterre ayant un caractère national.

Ces questions n'étant pas tranchées, le gouvernement travailliste actuellement au pouvoir a fait voter une loi, le Coal Mines Act du 1^{er} août 1930, qui tout en laissant intacte la propriété juridique des propriétaires de mines, n'en subordonne pas moins son exercice à l'observation de certaines règles destinées à faire coïncider son usage individuel avec l'intérêt collectif. Cette loi prévoit notamment l'établissement d'un plan central et de plans districts ayant pour objet de régler la production et la vente du charbon, jusqu'au 31 décembre 1932; la création d'un conseil central et de Bureaux exécutifs locaux chargés d'exécuter ces plans et la constitution de Comités d'Enquête, ayant pour fonction d'en surveiller l'application. Afin de lutter contre la surproduction houillère, dont nous avons vu les méfaits, elle institue le régime dit régime des quota. Ce régime consiste dans l'attribution à chaque district et à l'intérieur de chaque district à chaque mine d'un tonnage standard au-dessus duquel il est interdit de produire du charbon d'une catégorie donnée, sous peine d'amende pour les propriétaires. « Finalement la loi du 1^{er} août 1930, comme l'a dit M. André Siegfried, dans son livre sur la crise britannique au XX^e siècle (p. 46) oblige les intéressés à collaborer : il a fallu que l'intervention vint du dehors, quand on était à deux pas du gouffre ».

b) Le gaspillage résultant de la mauvaise exploi-

tation des mines est encore plus grand que celui qui découle du morcellement de la propriété. Les procédés d'extraction sont rudimentaires et primitifs. Au lieu de concentrer l'effort sur les meilleurs puits, chacun s'obstine à exploiter le sien, quelle que soit la médiocrité des revenus qu'il en puisse tirer. L'abatage mécanique est encore réduit. Le traitement des sous-produits, qui a pris une importance si considérable aujourd'hui, est loin d'avoir atteint le degré auquel il devrait être parvenu. Un grand nombre de mines sont mal desservies en raison soit de l'insuffisance du nombre des wagons, soit de leur trop faible contenance. La nécessité de rationaliser l'industrie s'est heurtée à l'incompréhension des coal owners et à l'esprit traditionaliste des compagnies.

c) L'anarchie, enfin, du régime de la propriété entraîne une anarchie du régime de la distribution. Chaque compagnie minière vend son charbon séparément; le marchand de gros auquel elle le cède le revend à un marchand de demi-gros et ainsi de suite; il n'est pas rare que le prix du charbon, payé, ainsi, par le consommateur, soit souvent le double de celui auquel il est vendu au puits. En 1927, on ne comptait pas moins de 27.000 marchands de détails. On est donc loin d'avoir atteint encore ici le degré de concentration désirable. Sans doute, la loi minière du 1^{er} août 1930 n'a-t-elle pas donné à la Commission de Réorganisation qu'elle a instituée, la mission de créer des bureaux de vente, en vue de remédier au trop grand nombre d'intermédiaires; néanmoins,

c'est là une réforme qui s'opérera d'elle-même le jour où le processus de fusion des mines, prévue par la loi, sera assez avancée.

Ainsi le patronat britannique s'est-il montré incapable d'organiser l'industrie houillère et est-il responsable en grande partie de la crise qu'elle traverse. Il n'est pas étonnant que les dirigeants des Trade-Unions aient songé dans ces conditions à se substituer à lui; nous allons voir qu'ils furent impuissants à le faire.

SECTION II.

L'ÉCHEC DE LA GRÈVE GÉNÉRALE ET DE LA GRÈVE DES MINEURS DE 1926.

LA LOI DE 1927 SUR LES TRADE-UNIONS.

Avant la guerre, la Fédération des mineurs qui est l'organisation trade-unioniste la plus puissante puisqu'elle ne groupe pas moins de 600.000 adhérents (1930), avait lutté, sous la direction de deux hommes de grande valeur, Frank Hodges et Robert Smilie, en vue d'obtenir l'établissement d'un salaire minimum national, la réduction de la journée de travail, la réorganisation de l'industrie houillère. A la suite de grèves importantes en 1911 et 1912 ses revendications avaient partiellement triomphé, puisque le gouvernement libéral, que présidait Asquith,

avait été obligé de faire voter une loi (le Coal Mines Minimum Act du 27 mars 1912) qui créait des commissions mixtes d'employeurs et de salariés, chargées d'établir un salaire minimum individuel, variant par district et qui devait s'inspirer « du taux moyen journalier des salaires ». Les cheminots et les dockers ayant fait grève vers la même époque, mais séparément, et leur mouvement ayant été brisé, faute d'unité d'action de leurs unions, la Fédération des Mineurs venait de conclure avec celles-ci l'accord connu sous le nom de Triple Alliance et dont nous avons déjà exposé l'économie, lorsque la guerre éclata.

Pendant la durée des hostilités, le gouvernement prit le contrôle des mines sous sa main et confia, à un service du Board of Trade, le soin de contrôler l'industrie : tous les bénéfices faits par les différentes compagnies étaient veésés à un fond commun, sur lequel chacune d'entre elles pouvait prendre une somme égale à ses bénéfices d'avant-guerre pendant les deux meilleures de ses trois années, ou les trois meilleures des quatre dernières années, 80 % du surplus revenait à l'Etat. Les mineurs obtinrent quelques augmentations de salaires, mais insuffisantes pour compenser l'augmentation du coût de la vie.

La guerre terminée, la Fédération ayant obtenu le consentement des mineurs, demanda au gouvernement de prendre à sa charge la subsistance des mineurs démobilisés sans emploi, de réduire la journée de travail de 8 heures à 7 heures, d'augmenter les

salaires de 30 % et de nationaliser les mines. Le gouvernement s'étant mis d'accord avec la Fédération décida d'introduire devant les Chambres des Communes un projet de loi instituant une Commission Royale d'enquête, aux travaux de laquelle la Fédération décida de participer, après avoir obtenu la promesse que la moitié des membres seraient soit nommés par elle, soit choisis par le gouvernement d'accord avec elle.

Cette commission, composée de treize membres et présidée par Sir John Sankey, juge à la Cour Suprême, devait « faire une enquête sur la situation et les conditions prévalant dans l'industrie du charbon ». Ses attributions étaient très vastes, son autorité considérable; le gouvernement s'était engagé à adopter ses recommandations dans leur esprit aussi bien que dans leur lettre. On sait que son œuvre fut le procès de l'industrie houillère. Les trois délégués mineurs, les trois économistes, les trois patrons qui en faisaient partie et son président déposèrent chacun un rapport. Le gouvernement adopta celui du juge Sankey qui recommandait de réduire de 8 heures à 7 heures la durée journalière du travail, une augmentation de 2 shillings par jour et qui condamnait l'organisation du système de propriété existant, lequel, estimait-il, « devait être remplacé soit par la nationalisation, soit par une méthode d'unification par suite d'un rachat, ou par la direction mixte de l'Etat et des mineurs ».

Malgré ses promesses, le gouvernement se déroba et essaya de tergiverser. Il abandonna le contrôle des mines et rétablit malgré l'opposition de la Fédération le système d'avant-guerre des négociations locales et des fixations de salaires par district. Finalement, il rejeta complètement le rapport Sankey et se rallia à un projet analogue à celui qu'avait défendu devant la Commission Royale Sir L. Duckam et qui préconisait la fusion des mines.

Cependant la prospérité des années de guerre prenait fin. La crise de 1920 frappa durement l'industrie houillère britannique, obligée de faire face à une concurrence étrangère sérieuse. Les mineurs demandèrent que leurs salaires fussent augmentés et qu'ils fussent fixés sur une base nationale, tandis que leurs employeurs prétendaient les diminuer et les fixer sur une base locale. Exaspérée par l'attitude dilatoire du gouvernement, la Fédération déclara la grève. Elle demanda à la triple alliance de la soutenir. Mais celle-ci, intimidée par l'énergie avec laquelle le gouvernement avait agi pour prévenir les troubles (mise en vigueur de l'Emergency powers act de 1921 qui lui conféraient, en de semblables occasions, des pouvoirs exceptionnels), annula, après l'avoir proclamé, le 15 avril 1921 (Black Friday) l'ordre de grève générale. Après « cet ignominieux effondrement » les mineurs abandonnés à eux-mêmes furent obligés de conclure un accord consacrant presque toutes les prétentions patronales. Cependant un subside de 10 millions de livres fut ac-

cordé à la Fédération, afin de lui permettre de payer aux ouvriers les indemnités destinées à compenser la baisse des salaires, ceux-ci devant continuer, comme par le passé, à être établis par district. Cette somme permit de faire face aux besoins du moment; les accords de 1921 furent, peu de temps après, révisés, l'industrie charbonnière anglaise traversant une ère de prospérité, par suite de l'occupation de la Rhur.

Cette ère fut, on le sait, de courte durée. La situation de l'industrie houillère de la Rhur redevint normale et elle reprit ses exportations. La crise recommença. Le nombre des mineurs en chômage passa de 60.000 à la fin de 1924 à plus de 300.000 à la fin de 1925. Du 1^{er} novembre 1924 au 7 mai 1925, 256 mines fermèrent.

En 1925, les propriétaires de mines proposèrent une diminution de salaires et une augmentation des heures de travail en déclarant que, si leurs propositions étaient refusées, ils déclareraient un lock-out.

Le Conseil Général des Trade-Unions se déclara prêt à soutenir les mineurs. Il institua un comité spécial, l'« Industrial Committee », composé de neuf membres chargé de se tenir en contact étroit avec la Fédération des Mineurs. Il conclut un accord avec les dirigeants des Unions des ouvriers des transports en vue de mettre l'embargo sur tous les charbons, une fois la grève déclarée. Le 30 juillet les délégués de toutes les Unions affiliées au Congrès s'en-

gagèrent à prêter leur concours moral et financier aux mineurs, en cas d'arrêt dans les mines.

L'arrêt des transports devant commencer, le 31 juillet à minuit, un conseil des ministres extraordinaire décida, à la dernière minute, d'accorder une subvention de vingt millions de livres à l'industrie houillère pendant une période de neuf mois et de nommer une commission royale. Cette commission, instituée le 5 septembre 1923, ne se composait que de quatre membres : Sir Herbet Laurence, général en retraite, Sir William Beveridge, directeur de la London School of Economics et auteur d'ouvrages importants sur le chômage, Mr. Kenneth Lee, banquier et grand fabricant de tissus; Sir Herbert Samuel, enfin, qui fut son président, et qui était alors Haut Commissaire du gouvernement en Palestine. Elle se mit à l'œuvre immédiatement et put travailler pendant six mois. Tandis qu'elle délibérait, la crise houillère s'aggravait. Cependant l'on espérait pouvoir éviter un conflit social. Sans doute le Congrès des Trade-Unions tenu à Scarborough avait-il voté une série de motions extrémistes, mais, le Congrès du Labour Party qui avait eu lieu quinze jours plus tard (septembre 1925) à Liverpool avait décidé d'exclure de son sein les communistes, et le projet de la Fédération des Mineurs de former une quadruple « Alliance Industrielle » analogue à la Triple Alliance avait échoué, devant l'opposition de l'Union Nationale des Cheminots.

La Commission publia son rapport, le 11 mars 1926.

C'est une œuvre considérable. Elle se compose de trois volumes, dont le premier est le rapport proprement dit, les deux autres constituant un recueil de statistiques et de témoignages. Le rapport comporte une étude détaillée des causes de la crise de l'industrie houillère dont il déduit des recommandations générales. Ces recommandations visent à réorganiser l'industrie et à surmonter les difficultés présentes. Leurs auteurs préconisent le rachat des mines par l'Etat lorsqu'elles sont exploitées ou leur acquisition par voie de déclaration légale lorsqu'elles ne le sont pas, ou qu'elles ne peuvent l'être, en raison de leur situation (une commission devra être instituée pour procéder à leur acquisition et leur administration), la fusion des mines existantes (fusion qui pourra être déclarée obligatoire lorsque la majorité des propriétaires intéressés se sera déclarée en sa faveur), la constitution d'un Comité national de l'énergie, destiné à favoriser l'alliance de l'industrie houillère et des industries connexes, le développement des recherches scientifiques avec le concours de l'Etat, l'amélioration du régime de distribution par la création de vastes coopératives de vente, et tout un ensemble de mesures ayant pour objet de modifier les relations industrielles existantes (la création de comités mixtes de puits et de bains à la sortie de la mine, le maintien de la journée de travail de 7 heures et demi, l'introduction de systèmes de participation aux bénéfices et d'allocation

tions pour charges de famille, l'établissement enfin de congés annuels payés).

Le rapport de la Commission Sankey n'enterinait, certes pas, les propositions de la Fédération des Mineurs tendant à réorganiser l'industrie houillère sur des bases nouvelles en la nationalisant. Mais la Fédération des Mineurs avait compris que ces propositions étaient inacceptables aussi bien pour les propriétaires et le gouvernement que pour la Commission elle-même, et le Conseil Général des Trade-Unions responsable du mouvement unioniste, ne l'engageait pas à en exiger l'adoption et l'application immédiate. Le Comité Industriel qu'il avait institué se tenait en relations étroites avec la Fédération. Le 26 janvier, Mr Herbert Smith, président de cette Fédération, ayant développé, devant lui, les points essentiels de son programme, il avait envoyé à toutes les Unions affiliées au Congrès Général une circulaire où il affirmait le principe de solidarité ouvrière et prenait l'engagement de soutenir les mineurs dans la lutte qu'ils s'apprêtaient à soutenir.

« Le Comité Industriel (1), disait cette circulaire, a eu des échanges réguliers de vues avec la Fédération des Mineurs, et bien qu'il soit prématuré actuellement de formuler d'une manière détaillée les principes de la politique qui sera suivie, le Comité

(1) Ce Comité comprenait 9 membres : MM. J. Bromley, A. Hayday (Membres du Parlemen); G. Hicks (Union des Transports); B. Swales (Union Amalgamée des Mécaniciens); J. H. Thomas (Union des Cheminots); M. P. J. Ben Tillet (Conseil Général); A. Pagh (Confédération du Fer et de l'Acier); W. Citrine (Secrétaire général du congrès des T. U.).

confirme l'attitude du Mouvement Trade-Unioniste qui a été définie en juillet dernier : il s'opposera fermement et unanimement à toute tentative faite en vue d'abaisser encore le niveau de vie dans les régions houillères. Il ne doit y avoir aucune réduction de salaire, aucune augmentation des heures de travail, et aucune atteinte au principe de fixation des salaires sur une base nationale.

Après la publication du rapport, le Comité Industriel fut assez hésitant. Le 8 avril, il adopta une résolution qui, si elle confirmait ses résolutions antérieures, n'en exprimait pas moins l'espoir de voir se poursuivre sans délai les négociations engagées entre l'Association Minière et la Fédération des Mineurs, afin d'arriver à un accord raisonnable sur le rapport de la Commission Sankey et de réduire le plus possible les causes de friction. Le Comité fit surtout suivre cette résolution d'une lettre adressée à M. A. J. Cook, secrétaire de la Fédération des Mineurs par son secrétaire, M. Walter Citrine, et où il annonçait que « le moment n'était pas encore venu de faire une déclaration formelle sur l'attitude que devait prendre le Conseil Général ».

Cependant les mineurs faisaient preuve de plus de fermeté. Ils rompirent les pourparlers qu'ils avaient entrepris avec les propriétaires de mines, ceux-ci refusant d'admettre le principe d'un accord national. Le Comité industriel considérant ce principe comme essentiel envoya, le 14 avril, la protestation suivante au Premier Ministre : « Le Comité

proteste contre l'action des propriétaires de mines, qui abandonnent les négociations nationales et essayent d'entamer des négociations locales. Cette action est destinée à créer un malaise et à créer de la suspicion dans une période critique. Elle est contraire à l'esprit de conciliation et au point de vue exprimé par la Commission Royale, et est de nature à porter préjudice aux espoirs d'un règlement du conflit amical. Le comité confirme ses déclarations précédentes d'assister par tous les moyens les mineurs en vue d'éviter une diminution de leur standard of life, d'obtenir une solution équitable du conflit relativement aux salaires, aux heures de travail et au principe d'un accord national ».

Jusqu'au 1^{er} mai, le Comité Industriel s'efforça par tous les moyens de persuader le Premier Ministre de la nécessité de s'assurer de la volonté des propriétaires de négocier sur une base nationale. M. Baldwin se rendit à ses arguments : le 26 avril, il suggéra que les délégués du Comité prissent part aux négociations qui devaient avoir lieu entre les propriétaires et les mineurs. Mais ceux-ci refusèrent d'admettre l'immixtion de tiers dans ces discussions et affirmèrent à nouveau leur volonté de ne pas accepter le principe d'un minimum de salaire national. Ils déclarèrent qu'ils fermentaient leurs charbonnages, si le 1^{er} mai les mineurs n'abandonnaient pas leurs prétentions.

Cependant le Conseil Général des Trade-Unions réunissait une Conférence des délégués de toutes

les Unions et se mettait d'accord avec la Fédération des Mineurs pour arrêter le programme des réformes dont l'adoption immédiate lui paraissait nécessaire). Ce programme est extrêmement précieux pour nous. Il indique, en effet, les revendications que les mineurs et la classe ouvrière anglaise considéraient comme essentielles et que l'échec des grèves qu'ils allaient entreprendre allait les empêcher de faire triompher. Après avoir rappelé les recommandations de la Commission Sankey et la gravité de la crise houillère, crise que les patrons s'imaginaient pouvoir résoudre par l'abaissement des salaires et que masquait le régime des subsides, les membres du Conseil Général préconisaient, dans le document dont il s'agit, la division des charbonnages en trois catégories, selon qu'ils étaient susceptibles d'avoir un rendement permettant de payer des salaires au taux actuel, qu'ils ne l'étaient pas, ou qu'ils ne pouvaient l'être, à supposer même que les procédés d'exploitation employés fussent améliorés, la fusion obligatoire des mines, l'adoption de règles, en vue de limiter le nombre des personnes embrassant la carrière de mineur et d'éviter le chômage imputable à la rationalisation de l'industrie, le maintien du principe de l'établissement du taux des salaires sur une base nationale.

Conformément aux instructions qu'il avait reçues, le Comité Industriel essaya d'obtenir, d'accord avec la Fédération des Mineurs, l'acceptation par les propriétaires des mesures préconisées par le Conseil

Général et le retrait de leur menace de lock-out. Le gouvernement intervint alors en médiateur, en proposant que les mineurs consentissent à une réduction temporaire de salaires de nature à faciliter la mise en application des recommandations de la Commission Royale. Mais les mineurs refusèrent sa médiation, en rappelant que cette même Commission s'était mise d'accord, pour convenir qu'avant de demander aucun sacrifice à ceux qui étaient engagés dans l'industrie, l'on devait mettre en pratique tous les moyens possibles pour améliorer son organisation et accroître son rendement. Les efforts tentés par les membres du Comité, en vue d'obtenir du gouvernement qu'il donnât effet aux décisions de la Conférence tenue sous les auspices du Conseil Général, et exigeât le retrait de l'ordre de lock-out, échouèrent.

En conséquence, le 29 avril, la Conférence des délégués des Trade-Unions, qu'avait convoquée le Conseil Général, se réunissait sous la présidence d'Arthur Pugh pour décider la ligne de conduite que l'on devait suivre. Elle votait une résolution ordonnant au Comité Industriel de persévérer dans la voie de la conciliation et recommandant la continuation des pourparlers à condition que l'ordre de lock-out fût retiré. Le 30 avril, la Fédération décida d'accepter le rapport de la Commission Sankey en se ralliant au point de vue qu'avaient soutenu devant elle les représentants du Conseil Général. A la suite de cette décision, la Conférence déclara que le con-

flit houiller avait cessé d'être une question du ressort de la Fédération. Le Conseil Général fut donc chargé, au nom du mouvement ouvrier tout entier, d'en prendre la tête. Il entama des négociations avec le Premier Ministre. Mais celles-ci échouèrent. Le gouvernement refusa, en effet, de s'engager à mettre à exécution, par la force, s'il était nécessaire, les recommandations de la Commission Sankey. Le samedi 1^{er} mai, la Conférence des délégués des Trade-Unions siégea une dernière fois. M. Herbert Smith, président de la Fédération des Mineurs, rappela que les mineurs étaient prêts à accepter les termes du rapport. La Conférence se sépara en confiant au Conseil Général la mission de chercher une solution pacifique du conflit, et en décidant que la grève générale devrait être déclarée le lundi à midi au cas où il aurait été impossible d'aboutir à un record.

Les négociations reprirent avec le gouvernement. Un sous-comité composé de six personnes, trois représentants du Conseil Général (M. A. J. Cook protesta vivement contre l'exclusion des délégués de sa Fédération), essaya de trouver une formule d'entente. Il finit par en adopter une, aux termes de laquelle « le gouvernement devait prolonger la subvention encore pendant quinze jours pour permettre aux négociations de continuer et aux propriétaires de retirer leur ordre de lock-out ». Le Conseil Général accepta, le lendemain, cette formule. Les dirigeants de la Fédération des Mines qui avaient quitté Londres précipitamment, furent rappelés par télé-

phone; malgré l'opposition de M. A. J. Cook ils se montrèrent assez favorables à la solution provisoire qui était envisagée.

Cependant les typographes du Daily Mail refusaient d'imprimer l'article de tête que le directeur de ce journal avait écrit et qui accusait les Trade-Unionistes d'être des ennemis de la patrie, et se mirent en grève. Le gouvernement profita de cet incident pour rompre les négociations en cours. Le Premier Ministre remit une lettre aux membres du Conseil Général qui venaient discuter avec les représentants du gouvernement les termes de l'accord établi la veille; dans cette lettre, il déclarait que si les mineurs ou le Comité des Trade-Unions avaient affirmé nettement leur volonté d'accepter les conclusions du rapport Sankey, il aurait été prêt à reprendre les négociations et à continuer le régime des subsides pendant une quinzaine de jours. « Mais, ajoutait-il, depuis que des discussions ont pris place entre les Ministres et les membres du Comité des Trade-Unions, le gouvernement avait eu non seulement connaissance que la Conférence des Trade-Unions réunie, sous les auspices du Conseil Général, avait envoyé des instructions pour commencer la grève dans de nombreuses industries vitales pour le pays, le mardi suivant, mais en outre que des manifestations publiques avaient déjà eu lieu entraînant une violation de la liberté de la presse. Cette action est un défi aux droits constitutionnels et aux libertés de la nation. Aussi le gouvernement de sa

majesté, avant de continuer les négociations, doit demander au Comité des Trade-Unions et de répudier les actes qui ont déjà eu lieu, et de retirer immédiatement et sans conditions les ordres de grève générale ». Le Conseil Général fut surpris de l'attitude du gouvernement. Ses membres essayèrent d'avoir une nouvelle entrevue avec le Premier Ministre; ils retournèrent le voir, mais ne trouvèrent personne. Aussi décidèrent-ils de lui envoyer une lettre où ils exprimaient leur étonnement de voir prendre fin les négociations et où ils désavouaient la grève des typographes. « Le public jugera les intentions du gouvernement, disaient-ils, d'après sa décision précipitée et malencontreuse, et il déplorera, avec le Conseil Général, que l'œuvre sincère que celui-ci a entreprise pour obtenir une solution honorable du conflit ait été détruite par un ultimatum gouvernemental sans précédent ».

Avant de commencer la grève générale, les représentants de la Fédération des Mineurs et ceux du Conseil Général définirent une dernière fois le programme de réorganisation de l'industrie houillère, qui devait servir, selon eux, de base aux négociations futures. Ce programme comportait quatre articles : le maintien du principe de la discussion des conditions du travail et des salaires sur une base nationale, le maintien de la journée de travail de 7 heures dans les mines, l'adoption d'un salaire minimum national, la création d'un Bureau national de l'Industrie Houillère comprenant des représen-

tants des mineurs et permettant à ces derniers de suivre la réorganisation de l'industrie.

Le lundi suivant, la grève générale éclata; elle fut un magnifique exemple de la solidarité ouvrière. Toute la vie économique anglaise fut paralysée. Les journaux ne parurent pas; sauf la *British Gazette*, que dirigeait Winston Churchill, ministre du Trésor et le *British Worker*, qui furent édités avec le concours des typographes du *Daily Herald*. Tandis que le gouvernement déclarait que les lois constitutionnelles étaient menacées par la grève générale, que celle-ci était illégale (thèse que développa un juriste fameux, Sir John Simon, dans deux discours prononcés aux Communes, et que le Juge Asturby adopta dans les considérants d'un de ses jugements), le Conseil Général faisait preuve de plus de modération et essayait de trouver le moyen de renouer les négociations qu'il avait entreprises avec le gouvernement. Il se sentait débordé par les événements. L'Archevêque de Canterbury lança par T. S. F. un appel impartial de paix que reproduisit le *British Worker*, mais que ne publia pas la *British Gazette*. Le Conseil Général refusa, malgré les protestations des communistes et de M. A. J. Cook, un chèque que lui avaient envoyé les Trade-Unions de Russie, afin de montrer qu'aucun lien n'existait entre lui et l'organisation soviétique.

Comprenant que la grève ne pourrait se terminer que par la capitulation du gouvernement qui lui paraissait peu probable, ou son échec complet, s'il

ne trouvait pas une issue immédiate, le Conseil Général se mit en quête d'une solution honorable. Les proportions qu'avait prises la grève n'étaient pas sans l'effrayer. Sir Hebert Samuel, président de la Commission Royale, qui était alors en voyage en Italie, avait été rappelé à Londres par le Premier Ministre; le Conseil Général se mit en rapport avec lui et entama des négociations auxquelles les délégués de la Fédération des Mineurs ne participèrent pas. M. A. J. Cook protesta violemment mais en vain, contre cette manière de procéder qui rompait l'unité du front ouvrier. Sir Hebert Samuel proposa une première formule d'accord aux termes de laquelle l'ordre de grève générale devait être retiré par le Conseil Général et les négociations reprises sous les auspices du gouvernement entre les mineurs et les propriétaires sur les bases suivantes : le régime des subsides serait continué jusqu'au 1^{er} juin 1926, la réduction des salaires annoncée ne serait pas mise en application; au cas où le 1^{er} juin l'on ne serait pas arrivé à une entente, le régime des subsides serait maintenu jusqu'au 12 juin. Les mineurs n'acceptèrent pas cette première formule d'accord. Aussi Sir Hebert Samuel en suggérait-il une autre dont voici le texte :

« Le Congrès des Trade-Unions 1° est d'avis que les négociations sur les conditions du travail de l'industrie houillère, qui n'auraient dû jamais, selon son opinion, être rompues, doivent être reprises immédiatement.

« 2° Il est d'avis que la tenue de conférences ne comprenant que des propriétaires de mines et des mineurs n'est pas susceptible de permettre de résoudre le conflit industriel. Il est donc favorable à l'établissement d'un Bureau National des Mines dans la composition duquel entreront les représentants des uns et des autres, un élément neutre et un président indépendant.

« 3° Il est d'avis que le taux des salaires actuels ne doit pas être révisé, s'il n'existe de garanties suffisantes que les mesures de réorganisation ne seront immédiatement mises en application. L'une des fonctions du Bureau National des Mines sera de s'assurer que les réformes nécessaires seront effectivement opérées. Un comité comprenant des représentants des mineurs devra être nommé pour coopérer à la préparation des mesures législatives et administratives nécessaires.

« 4° Ces questions tranchées, le Bureau National des Mines devra procéder à la préparation d'un accord sur les salaires qui

- a) devra être plus simple que ceux en vigueur jusqu'ici;
- b) ne devra en rien affecter le salaire des hommes les moins payés;
- c) devra fixer des taux minimum au-dessous desquels il sera impossible de réduire jamais les salaires des mineurs.

« 5° En aucun cas les négociations ne pourront commencer avant le retrait de l'ordre de lock-out ».

Le Conseil Général considéra ces propositions comme satisfaisantes et s'engagea à retirer l'ordre de grève générale. Mais la Fédération des Mineurs déclara ne pouvoir accepter la formule de Sir Hebert Samuel, qui n'offrait pas, selon elle, aux mineurs de garanties satisfaisantes contre une réduction de salaires. Malgré les protestations du président de cette Fédération, Hebert Smith, et de son secrétaire général, A. J. Cook, le Conseil Général décida unanimement, le 12 mai, de donner l'ordre de cesser la grève aux unions qui lui étaient affiliées. Les mineurs poursuivirent seuls la lutte.

Ce qui avait décidé le Conseil Général à adopter une telle attitude, c'est uniquement, si nous devons croire le rapport qu'il fit, que la continuation de la grève aurait selon la Fédération des Mineurs, rendu son objet futile. En réalité, ce qui avait poussé les membres du Conseil Général à retirer l'ordre de grève, c'est qu'ils se sentaient débordés par les événements, et effrayés des conséquences de leurs actes. Ils n'étaient pas suffisamment organisés pour mener à bonne fin la lutte qu'ils avaient entreprise, un peu malgré eux, nous l'avons vu, contre le régime capitaliste, et ils avaient conscience de leur responsabilité et de leur impuissance.

La Fédération des Mineurs, abandonnée par le Conseil Général, qui avait trahi, selon l'expression de ses dirigeants, la cause ouvrière, continua seule, pendant cinq mois encore, la grève. Elle commença par refuser les propositions de paix que lui fit le

Premier Ministre, après l'échec de la grève générale. Le Premier Ministre fit voter alors deux lois, le « Mining Industry Act » qui prévoyait des mesures destinées à réorganiser l'industrie houillère, à favoriser les fusions et à permettre la création de plans de participation aux bénéfices, et le « Coal Mines Act » de 1926, qui suspendit l'application de la loi limitant à sept heures la journée de travail dans les mines. Cependant l'évêque de Lichfield et un certain nombre d'évêques essayèrent de s'interposer comme médiateurs. Ils présentèrent, au Premier Ministre, un memorandum dont le contenu était analogue à celui des conclusions de la Commission Samuel. La Fédération des Mineurs qui, après avoir refusé le concours financier que lui avait offert le Conseil Général, l'avait finalement accepté, soumit ce memorandum à l'approbation des districts; ceux-ci le repoussèrent. Mais peu de temps après, une Conférence nationale des délégués mineurs ne refusa de le prendre en considération qu'à une très faible majorité. La même conférence décida d'autoriser la Fédération à reprendre les pourparlers avec les propriétaires des mines. Le Conseil Général venait justement de nommer un comité de médiation (qui était composé de MM. A. Pugh, A. G. Swales, J. H. Thomas, Ben Turner et Walter Citrine) qui permit de les renouer. Ce comité se mit en rapport avec le Gouvernement et la Fédération des mineurs. Celle-ci fit connaître qu'elle était prête à reprendre les négociations en vue d'arriver à un accord natio-

nal comportant la réduction des salaires pour faire face aux besoins de l'industrie. Le gouvernement fit part de cette décision aux propriétaires de mines en les engageant à accepter de conclure un accord national; mais les propriétaires refusèrent d'accéder à ce désir. Le gouvernement dut reconnaître son incapacité de les convaincre. Il invita alors les mineurs à renoncer au principe d'un accord national, et d'accepter à titre de compensation la création d'un Tribunal arbitral. Les mineurs refusèrent. Ils demandèrent au Conseil Général de prononcer l'embargo sur les charbons et de les aider financièrement. Le Conseil Général consulta les Trade-Unions intéressées qui déclarèrent qu'ils ne pouvaient prendre la responsabilité d'ordonner l'embargo demandé. Il accepta, par contre, de demander aux membres des Trade-Unions, une contribution d'un penny par jour pour secourir les mineurs, mais refusa de prélever en leur faveur des sommes sur leurs fonds de réserve. La crise de chômage s'aggravant, il convenait de ne pas détourner ces fonds de leur destination.

Le 6 novembre, après divers entretiens avec le Comité de médiation, le gouvernement fit de nouvelles propositions à la Fédération des Mineurs. Ces propositions, révisées au cours des pourparlers qu'il eut avec ses représentants, comportaient l'adoption du principe de la fixation des salaires par district et l'institution d'un Tribunal National de l'Industrie Houillère, pour régler les différends relatifs aux salaires. Bien que ces propositions constituassent une

capitulation, la Fédération, dont les caisses étaient vides, décida de les soumettre, pour approbation, avec avis favorable, au vote des mineurs. Malgré ses recommandations elles furent repoussées par 460.000 voix contre 313.000. A la suite de ce vote, les délégués des mineurs rentrèrent dans leurs districts respectifs. Ils conclurent avec les propriétaires de mines des accords de salaires sur une base locale, sans avoir déclaré la fin de la grève. Ils avaient été obligés de céder, mais ils n'avaient pas été contraints d'abandonner officiellement le principe du salaire national pour lequel ils avait lutté.

Ainsi les mineurs livrés à eux-mêmes furent-ils vaincus. Ainsi la classe ouvrière anglaise avait-elle été incapable d'imposer les solutions qu'elle préconisait pour résoudre la crise économique.

*

* *

A la suite de l'échec de la grève générale et de celui de la grève des mineurs de 1926, le gouvernement conservateur de M. Baldwin fit voter malgré les vives protestations du Labour Party et des Unions une loi destinée à empêcher le retour d'événements analogues à ceux qui venaient de se produire. Cette loi qui porte le nom de loi sur les Trade-Unions et les conflits industriels, comporte quatre dispositions principales. En premier lieu, elle déclare illégaux les lock-out et les grèves de sympathie et prononce contre ceux qui les provoquent ou y participent une

amende de 10 livres sterling. En second lieu, elle condamne la pratique du picketing, c'est-à-dire tout acte d'intimidation ayant pour objet de provoquer dans l'esprit d'une personne une appréhension raisonnable d'un préjudice causé à elle-même, ou à un membre de sa famille, ou bien encore à l'une quelconque des personnes qu'elle a sous sa garde, ou d'une violence exercée sur quelque personne ou quelque bien ou d'un dommage à eux causé. La loi de 1927 déclare, en troisième lieu, illicite l'affectation à un fonds politique des cotisations perçues par les syndicats, à moins de déclaration expresse de volonté de ceux qui en opèrent le versement; cette disposition, qui annule celle qui avait été prise en 1913, à la suite de l'arrêt rendu dans l'affaire Osborne, a un caractère nettement politique. Les Trade-Unions alimentaient en effet, grâce aux cotisations de leurs membres, la caisse du Labour Party. La loi sur les Trade-Unions et les conflits industriels interdit, enfin, aux fonctionnaires de la Couronne d'être membres d'un syndicat auquel n'adhéreraient pas exclusivement les fonctionnaires de Sa Majesté le Roi d'Angleterre.

Cette loi votée en seconde lecture par la Chambre des Communes, malgré l'opposition très forte du Parti Travailleiste, consacra légalement la défaite des Trade-Unions et leur impuissance (1).

(1) Le gouvernement travailleiste présidé par Ramsay Mac Donald, conformément à la promesse contenue dans le programme du Labour Party aux élections de 1929 (*Labour and the Nation*) déposa sur le bureau des Communes un projet de loi tendant à abroger les dispositions de la loi de 1927; il fut obligé de le retirer, les libéraux ayant décidé de ne pas le soutenir (Mars 1931).

DEUXIEME PARTIE

L'ETABLISSEMENT DE LA PAIX INDUSTRIELLE

CHAPITRE PREMIER.

Historique des Négociations entre les Trade-Unions et les Employeurs.

Après l'échec de la grève générale et celui de la grève des mineurs de 1926, les chefs trade-unionistes comprirent qu'ils s'étaient abusés sur leurs forces et que le régime capitaliste qu'ils avaient voulu détruire était beaucoup plus solide qu'ils ne l'avaient pensé. Ils ne se découragèrent pas cependant. Avec leur esprit réaliste, ils comprirent qu'ils devaient revenir à leur ancienne tactique et essayer de faire triompher leurs nouvelles aspirations dans les cadres du régime économique existant. Un apaisement s'était d'ailleurs produit dans les esprits et de nombreux appels à la conciliation s'étaient fait entendre. Conscient de ses responsabilités, le Président du Congrès des Trade-Unions de 1927 qui se tint à Edimbourg, M. George Hicks, Secrétaire de l'Union amalgamée des mécaniciens, traça, dans son allocution présidentielle, un tableau du développement de la politique que devaient suivre les unions pour faire face aux besoins et aux nécessités du moment. « Les Trade-Unions, disait-il, notamment dans cette allocu-

tion, n'ont pas encore atteint les limites de leur développement. Je devrais même dire que nous sommes précisément au point de départ de la période constructive du trade-unionisme... Pratiquement rien n'a été fait, jusqu'à présent, en vue d'établir un mécanisme de conférences mixtes entre les représentants des organisations ayant le droit de parler au nom de l'industrie. De semblables échanges de vue entre les représentants des grands corps organisés, qui ont la responsabilité de la direction de l'industrie et qui sont instruits de ses problèmes de première main, auraient une signification beaucoup plus grande que la suggestion qui a été faite dans certains milieux de l'établissement d'une conférence nationale de spectateurs sous les auspices du gouvernement ou de toute autre autorité, en vue de discuter de vagues aspirations vers la « Paix Industrielle ». Des discussions de ce genre mettraient les deux parties en présence en face des difficultés réelles de la situation économique actuelle, et rendraient des services efficaces, en montrant à quel degré la coopération est utile pour améliorer la production industrielle et d'élever le niveau de vie des travailleurs. Il est important que notre mouvement trace les lignes d'une politique nette et cohérente en ce sens. Le reproche qui pourrait nous être adressé qu'en entrant dans de semblables discussions, nous abandonnerions les principes essentiels du Trade-Unionisme ne serait pas pour nous effrayer ».

Deux mois après le Congrès d'Edimbourg, le 23

novembre 1927, le Conseil général des Trade-Unions reçut une lettre de Sir Alfred Mond et d'une vingtaine d'autres industriels importants l'invitant à participer à une Conférence où seraient discutées toutes les questions intéressant la réorganisation de l'industrie et les relations industrielles. Nous allons étudier cette offre, la manière dont elle donna naissance, par la suite, à des relations suivies entre les Trade-Unions et le groupe de Sir Alfred Mond, la participation enfin des syndicats patronaux aux conversations ainsi engagées.

SECTION I.

L'OFFRE DE SIR ALFRED MOND ET DE SES COLLÈGUES.

La proposition de Sir Alfred Mond et de ses collègues devait permettre aux Trade-Unions de suivre la voie que leur avait tracée George Hicks au Congrès d'Edimbourg. Elle fut à l'origine de toute une nouvelle politique des Unions. Avant d'examiner la nature et les caractères de cette proposition, il convient de faire un portrait de son auteur, en raison de l'influence personnelle qu'il exerça sur les négociations qui devaient avoir lieu.

A) *La figure de Sir Alfred Mond, futur Lord Melchett.*

Sir Alfred Mond naquit en 1868, dans le comté de

Lancashire. Sa famille était d'origine germanique, et il hérita de ses ancêtres le goût de la méthode et de l'organisation. Son père, le Dr. Ludwig Mond, était un chimiste réputé, qui attacha son nom au traitement industriel des nickels, et l'un des fondateurs de la Société Brumer Mond et Co ltd. qui fait actuellement partie intégrante du « Consortium des Industries Chimiques de l'Empire » dont Sir Alfred fut président. C'était un amateur d'art éclairé qui légua à la « National Gallery » la majeure partie de ses collections.

Sir Alfred commença ses études au Collège Chettenham et au Collège St-John à Cambridge et les poursuivit à l'Université d'Edimbourg. Il fit son droit à Inner Temple et se fit recevoir avocat en 1894. Il exerça quelque temps sa profession dans la Galle du Sud et le Cheshire.

Sir Alfred, qui avait manifesté très jeune un goût assez vif pour la politique, se fit élire député, en 1906, dans la circonscription de Chester. Il s'y était présenté comme candidat libéral, contre le représentant du parti conservateur. Il représenta Chester à la Chambre des Communes de 1906 à 1911, époque à laquelle il fut fait baronnet. Il changea alors de circonscription et se fit élire à Swansea dont il fut le représentant jusqu'en 1923. Ayant adhéré au parti conservateur, il se présenta comme candidat de ce parti aux élections en 1924 à Carmarthen où il fut élu. En 1928 il fut élevé à la pairie et reçut le titre de Lord Melchett.

Ce titre lui avait été donné pour récompenser les services qu'il avait rendus à sa patrie tant au point de vue politique qu'en qualité de grand industriel.

Après avoir été appelé à faire partie de la Commission de Lord Balfour de Burleigh, sur les travaux de laquelle nous aurons l'occasion de revenir, il avait été nommé 1^{er} commissaire des Travaux Publics dans le gouvernement de coalition dirigé par Lloyd George, et il avait réorganisé les services de son département d'une façon remarquable. En 1921 il avait accepté le portefeuille de l'hygiène et avait fait preuve dans ses fonctions « de l'instinct le plus large des grands problèmes posés devant le pays ainsi que d'une parfaite compréhension des questions de détail ».

Président de la Société Brumer Mond et C^o qu'avait fondé son père, Sir Alfred donna aux entreprises qui étaient sous sa direction un développement considérable. Il s'attacha à rationaliser la production des industries chimiques dont son père avait perfectionné les procédés. Il créa plusieurs sociétés nouvelles : la Société des Houillères réunies, la Société de l'Ammoniaque et des Nitrates Synthétiques, la Société de placement et de crédits industriels. En 1926, enfin, il fonda la Compagnie des Industries Chimiques Impériales, « Imperial chemical Industries limited », qui truste presque toutes les compagnies anglaises intéressées au développement de l'industrie chimique.

Esprit très large et profondément organisateur,

Lord Melchett exposa ses idées politiques dans son ouvrage « Politics and Industry » (1926) (1) et notamment les conceptions qu'il avait en matière de relations industrielles. Il se fit, à la fin de sa vie, un apôtre du libre-échange à travers l'Empire, et publia un livre, « Imperial Economic Unity », qui devait être sa dernière œuvre.

Il s'éteignit, à l'âge de soixante-deux ans, le janvier 1931, après une courte maladie.

*B) Les caractères de l'offre de Sir Alfred Mond
et de ses collègues.*

L'invitation que Sir Alfred Mond et ses collègues adressèrent au Conseil Général était conçue dans les termes suivants :

« Comme il nous apparaît, après examen, qu'il n'existe pas d'organisation patronale ayant la possibilité de prendre l'initiative d'une discussion couvrant en entier le champ de la réorganisation de l'industrie et des relations industrielles, nous désirons, en tant que groupe représentatif des employeurs, inviter le Conseil Général du T. U. C. à examiner avec nous les questions relatives à ce sujet.

« Le mouvement vers la coopération industrielle s'est grandement renforcé ces derniers temps, et il semble qu'on soit généralement d'accord sur l'uti-

(1) Ce livre a été traduit en partie par Mme Flory Henry Turot et H. Paul Turot sous le titre de « Politique de l'industrie » (chez Grasset 1929).

lité qu'il y aurait à considérer certains facteurs fondamentaux de la réorganisation de l'industrie et des relations industrielles en vue de formuler quelques propositions définies et concrètes applicables aux diverses industries qui en régleront elles-mêmes les détails d'application.

« Nous nous rendons compte que la reconstruction industrielle ne peut s'opérer que d'accord avec les représentants qualifiés des travailleurs organisés et qu'avec leur coopération. La nécessité de ne rien négliger pour prendre les mesures les plus rapides et les plus complètes en vue de la reconstruction industrielle nous oblige, donc, à rechercher la coopération immédiate de ceux qui y ont intérêt aussi vital que nous-mêmes. Nous croyons que les intérêts communs qui nous lient sont plus puissants que les intérêts divergents qui semblent nous séparer.

« On ne peut, à notre avis, complètement restaurer la prospérité industrielle qu'en tenant compte de tous les facteurs en jeu, et qu'en prenant la résolution d'augmenter la puissance de l'industrie dans la lutte pour des marchés mondiaux, après une libre discussion des principes grâce auxquels cette puissance peut être fortifiée. Des négociations directes au sujet de la prospérité industrielle et de l'amélioration correspondante du niveau de vie de la population seraient, à cet effet, d'une grande utilité.

« Si l'on tombe d'accord sur ces principes, nous examinerons les sujets qui peuvent servir de base aux discussions. Nous espérons que vous serez d'ac-

cord sur l'utilité de désigner des représentants de votre conseil afin de discuter l'ordre du jour de cette conférence ».

Cette invitation émanait de Sir Alfred Mond et des industriels dont les noms suivent; au regard de ces noms, nous avons indiqué les industries où leurs titulaires exerçaient leur profession :

Lord Aberconway (charbonnages, forges, constructions navales);

Sir Herbert Austin (automobiles);

M. Bernhard Baron (tabac);

M. Henry Bond (charbonnages, banques, caoutchouc, teintures);

M. David Davies (député aux Communes, charbonnages, banque, chemins de fer);

Sir Arthur Dorman (charbonnages, forges);

Sir Rorbet Hadfield (forges);

Sir Hugo Hirst (constructions et distributions électriques);

Dr. K.-G. Humphries (minoterie);

M. Kenneth Lee (coton, banque);

Lord Londonderry (charbonnages);

M. Mannaberg (forges);

Sir Edward Manville (forges, automobiles, assurances);

Sir Frederick Mills (charbonnages, produits chimiques);

Sir W. Peter Rylands (textiles, charbon, forges, assurances et banque);

Sir Josiah Stamp (chemins de fer, produits chimiques);

Lord Weir (constructions mécaniques; Président de la Confédération Nationale des employeurs);

Colonel J. Vernon Willey (textiles, assurances, banque).

A ces noms il faut ajouter ceux de Lord Ashfield (transports londoniens, charbonnages, produits chimiques, teintures, banque), de M. S. Courteault (soie artificielle, soie) et de M. Gilbert Vyle (constructions mécaniques; Président de l'Association des Chambres de Commerce), qui ne figuraient pas parmi les signataires primitifs de l'invitation dont Sir A. Mond avait pris l'initiative.

L'offre que cette invitation contenait présentait quelques caractères qu'il est nécessaire de souligner.

Il s'agissait, en premier lieu, d'une offre individuelle, émanant de personnes privées. Bien que s'adressant à un corps constitué, cette offre n'était l'œuvre que de particuliers qui prenaient il est vrai, le titre de « groupe représentatif des employeurs ». Les associations professionnelles auxquelles ces particuliers adhéraient, et par suite leurs membres, n'étaient pas liés par cette offre. Elle ne liait que ses propres auteurs. Nous aurons l'occasion, dans le chapitre suivant, d'examiner les raisons pour lesquelles ni la Confédération nationale des Employeurs ni la Fédération des Industries Britanniques ne la contresignèrent.

En second lieu, l'objet de la proposition dont était

saisi le Conseil Général des Trade-Unions avait un caractère original. Jusqu'ici, comme nous l'avons montré, les ouvriers et leurs représentants, les sections d'unions, n'avaient rencontré les patrons que pour discuter les problèmes relatifs aux taux des salaires, aux conditions du travail, au règlement des conflits; ils n'avaient jamais été conviés à examiner les questions concernant l'organisation générale de l'industrie et la nature des relations industrielles.

Enfin, c'était au Conseil Général des Trade-Unions, considéré comme un organe représentatif de la classe ouvrière que l'offre de Sir Alfred Mond et de ses collègues était adressée. Le Conseil Général, et par suite le mouvement trade-unioniste tout entier, voyait donc son autorité consacrée d'une manière effective.

SECTION II.

L'ÉTABLISSEMENT DES RELATIONS ENTRE LES TRADE-UNIONS ET LE GROUPE REPRÉSENTATIF DES EMPLOYEÛRS.

A la suite de la proposition de Sir Alfred Mond, le Conseil Général des Trade-Unions se réunit et décida d'accepter d'entrer en relations avec lui et ses collègues. Une première réunion eut lieu, le 12 janvier 1928, à Burlington House, entre les représentants unionistes et les délégués du groupe représen-

tatif des employeurs. Une comité mixte fut nommé pour élaborer le programme qui devait servir de base aux futures discussions. Ce comité se mit à l'œuvre et adopta un certain nombre de rapports qu'une Conférence plénière du groupe représentatif des employeurs et du Congrès des Trade-Unions, tenue le 4 juillet 1928, adopta. Cependant, les hésitations qui s'étaient fait jour dans les milieux unionistes tendaient à disparaître.

*A) L'acceptation de la proposition
de Sir Alfred Mond et de ses collègues.*

Le Conseil Général des Trade-Unions, saisi de l'offre qui lui était faite, se réunit, spécialement, le 30 décembre, à l'effet d'examiner l'attitude qu'il devait observer. Seule une petite minorité, dirigée par le secrétaire de la Fédération des Mineurs, M. A. J. Cook, qui devait mener une campagne extrêmement violente contre la Paix Industrielle dans le pays, se prononça pour un refus. Malgré son opposition, le Conseil Général décida d'accepter l'invitation patronale. Bien que celle-ci n'émanât pas d'une des grandes fédérations d'employeurs, elle provenait de 24 industriels représentant un milliard de livres de capitaux et dirigeant 159 compagnies, et elle méritait d'être prise en considération. Un sous-comité, composé de MM. Ben Turner (président), E. Bevin (Union des travailleurs Généraux et des Travailleurs des Transports), A. Pugh (Confédération des indus-

tries du fer et de l'acier), G. Richards (Fédération des Mineurs), J. M. Thomas (Membre de la Chambre des Communes), W. Thorne (Membre de la Chambre des Communes), Walter Citrine (secrétaire général du Congrès des Trade-Unions), fut nommé afin d'étudier la procédure qui devait être suivie.

Cependant l'Union Amalgamée des mécaniciens envoyait, le 22 décembre 1927, par l'intermédiaire de son secrétaire, M. Smeethurst à M. Walter Citrine, secrétaire général du Congrès des Trade-Unions, une lettre par laquelle elle lui demandait de préciser en vertu de quel article de ses statuts le Conseil Général se croyait autorisé à entrer en pourparlers avec le groupe représentatif des employeurs. A cette lettre M. W. Citrine répondit par une autre où il exposait les pouvoirs que possédait, selon lui, le Conseil Général. Cette lettre offre un intérêt particulier en raison de la preuve qu'elle apporte à l'appui de ce que nous avons avancé sur le pouvoir coordinateur qu'avait acquis, au lendemain de la guerre, cet organe. M. W. Citrine s'y exprimait notamment ainsi : « J'ai reçu des instructions en vue de vous montrer que, sans se référer à un article spécial de ses statuts, le Conseil Général se considère lui-même comme le corps représentatif du Congrès et estime qu'il possède le pouvoir discrétionnaire d'agir en son nom pour s'occuper des questions intéressant les intérêts du mouvement de la classe ouvrière. Vous vous rappellerez qu'en 1924 le Conseil Général a obtenu du Congrès le pouvoir de modifier ses statuts, et que dans

le rapport qu'il fit à cette occasion il a été établi que la question ne se posait plus de la même façon qu'au temps où le Congrès annuel se réunissait, adaptait une certaine politique et chargeait le Comité parlementaire de le suivre. Le rapport dont il s'agit montre que le Conseil Général est appelé à traiter plusieurs questions où il doit faire preuve d'initiative, en se conformant aux directives données périodiquement par le Congrès ».

Le Sous-Comité, nommé par le Conseil Général, se réunit le 6 janvier et décida de lui faire les recommandations suivantes qu'il adopta :

a) la première question étudiée devait être celle de l'autorité et des pouvoirs des parties en présence;

b) aucune discussion ne devait être entreprise qui dépassât les pouvoirs existants des Trade-Unions et des syndicats d'employeurs;

c) les discussions auraient lieu sans préjuger de l'avenir;

d) leur objet devrait consister dans la révision des principes généraux relatifs à la situation économique et aux questions communes à l'ensemble de l'industrie.

B) La première conférence plénière avec les employeurs et les travaux du Comité Mond-Turner.

Le 12 janvier 1928 eut lieu la première conférence plénière entre les membres du Conseil Général et le groupe des employeurs. Cette conférence se tint à Londres, à Burlington House, dans les apparte-

ments de la Société Royale. Sir Alfred Mond la présida.

Il prit le premier la parole, afin d'expliquer le but et les caractères de l'offre qu'il avait faite avec ses collègues au Conseil Général. Il expliqua pourquoi cette offre avait un caractère individuel, aucune des organisations patronales existantes n'étant susceptible d'examiner les questions couvrant le champ entier de la réorganisation et des relations industrielles. Il montra les avantages que son groupe trouvait à discuter avec les représentants du Travail organisé. Il se défendit d'avoir l'intention qu'on lui prêtait de détruire le mouvement trade-unioniste. A titre d'exemple, il cita les matières suivantes comme étant de nature à être étudiées d'une manière commune par des délégués patronaux et unionistes :

- a) Rationalisation et fusion des entreprises;
- b) Sécurité et Statuts des Ouvriers;
- c) Habitation, Hygiène et Assurance Chômage;
- d) Enseignement professionnel;
- e) Effet des impôts sur l'industrie;
- f) Conseils d'Usines;
- g) Participation financière des ouvriers au bénéfice des entreprises;
- h) Recherche sur les causes des conflits industriels;
- i) Création d'un comité Permanent.

M. Ben Turner, président du Général, répondit à Sir Alfred. Il se déclara d'accord avec lui, pour écarter du domaine des discussions futures, les questions particulières à chaque industrie. Il exprima

l'opinion que la Conférence devait être « un mouvement fait par des hommes et des femmes responsables pour préserver les industries de la Nation, chercher les voies et moyens de sortir du présent chaos industriel et restaurer la prospérité des affaires et le niveau de vie d'avant guerre ». Il insista sur le fait que les deux parties en présence participaient à la Conférence sans préjuger de leur conduite future et sans abandonner les principes qu'elles considéraient comme fondamentaux à leur action. Il mit en relief également qu'en aucun cas les délégués des employeurs et des Trade-Unions ne dépasseraient les pouvoirs qui leur étaient propres.

M. A. J. Cook se désolidarisa complètement de M. Ben Turner et des autres membres de la Conférence. Il protesta contre les mises à l'index dont avaient été victimes les mineurs. Il déclara que la Conférence ne pourrait faire du bon travail et ne pourrait que gâcher son temps, qu'au reste le Conseil Général et les employeurs n'avaient aucun mandat, et que l'objet des conférences projetées n'était autre que la destruction des unions.

M. M. J. Brownley (Union des mécaniciens), Ben Tillett (Union des Travailleurs Généraux et des Transports), Tom. Richards (Fédération des mineurs), E. Bevin (Union des Travailleurs Généraux et des Travailleurs des Transports) se félicitèrent, au contraire, de la proposition de Sir Alfred Mond.

La Conférence décida finalement de constituer un comité mixte, chargé de continuer les conversations

et de présenter à l'une de ses futures réunions, les résultats de ses travaux.

Le Groupe Représentatif des Employeurs désigna immédiatement des membres appelés à faire partie de ce comité. Les membres qui furent ainsi nommés furent : Lord Melchett, Lord Ashfiel (Transports londoniens), Lord Londonderry (Charbonnages), Sir Hugo First (Constructions et distributions électriques), Sir David Milne Weston (Eclairage au gaz), Lord Weir (Constructions mécaniques), l'honorable Colonel Vernon Willey (textiles, assurances, banque), et, en qualité de membre adjoint le Dr. H. E. Humphries (minoterie).

Le 24 janvier 1928, le Conseil Général nomma de son côté : MM. Ben Turner (Président du Conseil Général), E. Bevin (Union des Travailleurs Généraux des Transports), Walter Citrine (Secrétaire Général du Congrès des Trade-Unions), J. H. Thomas (membre de la Chambre des Communes, Union des Cheminots), A. Pugh (membre du Conseil Général, Confédération des industries de l'Acier), T. Richards (Fédération des Mineurs de Grande-Bretagne), W. Thorne (membre de la Chambre des Communes) et W. G. Hicks à titre d'adjoint. M. J. Conway Davies et M. W. Milne-Bailey furent désignés, respectivement, comme secrétaires, par le groupe patronal et le groupe ouvrier.

Le Comité ainsi formé se mit à l'œuvre. Sir Alfred Mond et M. Ben Turner le présidèrent alternativement. Ce comité devait, nous le rappelons, étudier

toutes les questions intéressant la réorganisation et les relations industrielles. Il avait pour fonction de rechercher les solutions que comportaient les grands problèmes qui se posaient au pays, la restauration de l'industrie et l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière. Ce qu'il fit, en premier lieu, ce fut de dresser le tableau des questions qu'il se proposait d'examiner. Il convient de reproduire, ici, le programme qu'il se traça. Ce programme montre, en effet, l'étendue des problèmes que pour la première fois les Unions étaient appelées à traiter sur un pied d'égalité avec les patrons. Il met, ainsi, en relief, d'une manière saisissante ce que la proposition de Sir Alfred Mond comportait d'original, et le nouveau rôle assigné par elle au Trade-Unionisme. Le voici :

1. L'organisation des Relations industrielles.

a) Reconnaissance des Trade-Unions.

b) Contrats collectifs.

c) Sécurité et Statuts. L'étude des moyens d'accroître la sécurité de l'emploi et d'élever le statut des travailleurs manuels, y compris les nouveaux modes de computation des salaires.

d) Mise à l'index des employés et des employeurs.

e) Réglementation légale des heures de travail.

f) Rapports de la direction et des travailleurs.

g) Conseils d'ouvriers.

h) Information. Le rassemblement de la documentation, concernant les faits de l'industrie par ceux qui y sont engagés.

i) Enquêtes préliminaires. L'application des en-

quêtes préliminaires sur les causes virtuelles des conflits industriels, avant leur déclaration.

j) Extension des fonctions des Cours Industrielles.

k) Législation des fabriques.

l) Assurance maladie et assurance chômage (Nationale et Industrielle).

m) Etablissement d'un mécanisme permettant les suggestions et les critiques constructives.

n) Maintien des relations personnelles.

II. *Le Chômage.*

III. *La distribution des bénéfices.*

a) Politique des Hauts Salaires.

b) L'examen des plans de participation de toutes les personnes intéressées à une industrie, à sa prospérité et à ses bénéfices, y compris les plans de participation aux bénéfices et aux déficits.

c) Paiements des salaires d'après les résultats.

d) Principe du salaire minimum.

IV. *L'organisation, la technique et la direction de l'industrie.*

a) Rationalisation. Les avantages qui peuvent être retirés de l'organisation scientifique de la production, de l'administration, des procédés et de l'outillage, de la standardisation des produits, de l'élimination du gaspillage des matières premières et de l'énergie, etc., l'usage le plus utile des machines et de leur puissance. La tendance vers le groupement des industries en grandes unités; le caractère dési-

nable de cette tendance pour l'accroissement de l'efficacité industrielle. Les effets temporaires et définitifs de la Rationalisation sur les Travailleurs, et les moyens par lesquels ces effets peuvent être combattus d'une manière satisfaisante, par des arrangements mutuels. L'interchangeabilité et l'élasticité des conditions des travailleurs, leur déplacement, les indemnités d'accidents du travail et les pensions.

b) Les effets d'une compétition intense inutile.

c) Industries protégées et non protégées contre la concurrence.

d) La distribution.

V. *Finance.*

a) Technique monétaire. Système et politique bancaire et de crédit.

b) Financement de l'industrie.

c) Taxation et impôts locaux.

VI. *Problèmes constitutionnels.*

a) Conseil National Industriel. La création d'un Comité permanent chargé de se réunir périodiquement pour examiner les questions intéressant l'industrie.

b) La coordination des mécanismes existants et, en cas de nécessité, futurs, pour enquêter d'une façon permanente sur les conditions industrielles.

VII. *Problèmes internationaux.*

a) Concurrence des pays dont les salaires sont moins élevés.

b) Conventions et accords internationaux.

c) Conférence économique internationale.

a) Habitations.

b) Problèmes d'hygiène.

c) Enseignement; voir à quel point les méthodes d'éducation en vogue aujourd'hui peuvent être adaptées aux nouveaux besoins de l'industrie.

d) Enseignement professionnel (y compris l'apprentissage).

e) Recherches.

L'établissement de ce programme n'avait pas été sans soulever quelques résistances du côté patronal. On comprend facilement, en effet, la répugnance qu'éprouvèrent un certain nombre d'employeurs à discuter avec les représentants des Trade-Unions de sujets dont l'étude avait été jusqu'alors leur apanage. Le matin même de la réunion, l'un des industriels convoqués par Sir Alfred Mond, Sir Harold Bowen, publiait dans le Times une lettre dans laquelle il exprimait la crainte que le programme envisagé ne fût trop vaste et ne permit d'aboutir aux résultats que l'on pouvait espérer. Il eut été plus raisonnable, selon Sir Harold Bowen, de s'en tenir à l'examen des trois revendications essentielles formulées par les travailleurs : un salaire approprié à leur travail, la sécurité, et une part dans le contrôle de l'industrie.

Son programme fixé, le Comité Mond-Turner se mit à l'œuvre. Il adopta le 4 avril 1928 un rapport sur la reconnaissance des trade-unions et le 19 avril un rapport sur la mise à l'index. Il étudia également le problème de la réserve d'or et de l'industrie sur

lequel il publia un mémorandum qui reçut l'approbation des Trade-Unions et du Groupe représentatif des Employeurs et qui fut soumis au Chancelier de l'Echiquier. Ce mémorandum ne fut pas étranger, ainsi que nous le verrons, lorsque nous l'étudierons, à la passation du « Bank-notes and currency Bill » de 1928. Enfin le 21 juin, le comité adopta un rapport sur la nationalisation et un autre sur l'établissement d'un Conseil national industriel. Une Conférence plénière du groupe représentatif des employeurs et du Conseil général des Trade-Unions, ratifia le 4 juillet, ces dicérents rapports.

*C) Les dernières hésitations unionistes
et la Conférence plénière du 4 juillet 1928.*

Tandis que le Comité Mond-Turner poursuivait ses travaux, de vives discussions s'élevaient parmi les rangs unionistes au sujet de la participation qu'y apportait le Conseil Général.

Ces discussions s'élevèrent au sein même du Conseil et dans tout le pays.

Le 24 janvier 1928, le Conseil Général se réunit pour discuter l'attitude qu'il devait observer à la suite de la première rencontre avec les employeurs. M. A. J. Cook, secrétaire de la Fédération des Mineurs, se prononce à nouveau contre la poursuite des négociations; malgré son opposition la continuation des pourparlers en cours fut votée par 22 voix. 5 membres du Conseil s'étaient abstenus, les 5 autres

s'étaient rangés aux côtés de M. A. J. Cook. L'on décida de tenir au courant les diverses unions, par la publication des rapports qui seraient adoptés. A cette réunion, enfin, les représentants trade-unionistes à la Conférence Mond-Turner furent désignés, comme nous l'avons déjà précédemment exposé.

Cependant, l'opinion ouvrière, travaillée par la campagne que menait dans le pays le secrétaire de la Fédération des Mineurs contre la Paix Industrielle se saisit d'un interview donné par Sir Alfred Mond, le 11 mai, à Rome et qui avait été interprété comme un éloge du fascisme. Sir Alfred Mond, auquel des explications furent demandées, écrivit le 21 mai une lettre à M. Walter Citrine, pour se disculper. Il y disait notamment que l'interview par lui donné l'avait été en Anglais à un journaliste italien, et qu'une fausse version en avait été télégraphiée à Londres. Il niait avoir déclaré que le Fascisme tendait à la réalisation de ses idées politiques; il renvoyait, d'ailleurs, aux idées qu'il avait exprimées dans son livre « *Industry and Politics* » et faisait état de la différence des stades de l'évolution syndicaliste en Grande-Bretagne et en Italie. Il revendiquait, enfin, pour les membres du Comité Mond-Turner, le droit d'exprimer librement leurs opinions politiques.

Le Conseil Général des Trade-Unions s'estima satisfait de ces explications. Le 21 juin, il repoussa, en effet, une motion déposée par M. A. J. Cook et conçue dans les termes suivants :

« Le Conseil décide que les conversations, avec ce

qui est connu sous le nom de groupe Mond, soient immédiatement interrompues, comme étant, à notre avis, devenues complètement inutiles et que le groupe Mond en soit informé. En même temps nous déclarons notre volonté de voir s'engager des discussions avec les employeurs représentatifs de Grande-Bretagne sur les questions intéressant l'industrie ».

Le 4 juillet put, enfin, avoir lieu la 2^e Conférence plénière du Groupe représentatif des Employeurs et du Conseil Général. Cette conférence se réunit, sous la présidence de M. Ben Turner (président du Conseil Général). Elle fut saisie des différents rapports du Comité Mond-Turner; elle les adopta et ses membres décidèrent de les soumettre, malgré l'opposition de M. A. J. Cook, à leurs organisations syndicales respectives.

SECTION III. .

LA COLLABORATION DES TRADE-UNIONS ET DES SYNDICATS PATRONAUX.

Le Congrès des Trade-Unions, qui se tint à Swansea du 3 au 8 septembre 1928, examina les différents rapports adoptés par la Conférence plénière du 4 juillet. Il les approuva, après une vive discussion et autorisa le Conseil à poursuivre les négociations engagées.

De leur côté, les deux confédérations d'employeurs,

la Fédération des Industries Britanniques et la Confédération nationale des Organisations patronales furent saisies des mêmes rapports. Elles furent embarrassées et adoptèrent une attitude dilatoire. Elles se décidèrent enfin à répondre aux Trade-Unions, le 13 janvier 1929 : elles rejetaient les rapports qui étaient soumis à leur appréciation, mais offraient de participer à une conférence destinée à éclaircir leur attitude. Le Conseil Général fut assez déçu de cette réponse. Cependant, il ne refusa pas de rencontrer les représentants des organisations patronales. Des pourparlers s'engagèrent alors, qui se poursuivirent pendant toute l'année 1929. Ils aboutirent, enfin, au début de 1930, après que le Congrès des Trade-Unions de Belfast eût confirmé en septembre 1929 les résolutions de celui de Swansea. Les confédérations d'employeurs finirent par accepter d'entrer en relations permanentes avec le Conseil Général des Trade-Unions, ce à quoi elles s'étaient jusqu'alors obstinément refusées.

*A. Le Congrès des Trade-Unions de Swansea
(septembre 1928)
et le Congrès de Belfast (septembre 1929).*

Le Conseil Général des Trade-Unions présenta au Congrès de Swansea, le premier qui eut lieu depuis le début des pourparlers avec le groupe représentatif des employeurs, et l'avènement du second ministère travailliste au pouvoir, un rapport aux fins d'approbation de la politique qu'il avait entreprise. Dans ce

rapport, il insistait particulièrement sur la nécessité d'approuver les conversations en cours et d'autoriser la poursuite des négociations avec Mond et ses collègues. Les ouvriers, y était-il déclaré, peuvent s'engager dans trois voies différentes. Ils peuvent adopter une politique révolutionnaire pour provoquer le renversement du régime actuel : ce qui ne conduirait qu'à la misère et à des effusions de sang, sans avantage pour la classe ouvrière. Ils peuvent se tenir à l'écart des employeurs et lutter seulement pour obtenir des avantages locaux et partiels : ce qui serait un aveu d'impuissance de la part des Unions qui demandent pour le salarié un statut nouveau dans l'organisation industrielle. « La troisième solution est pour le mouvement trade-unioniste, de déclarer, hardiment, que non seulement il est intéressé à la prospérité de l'industrie, mais qu'il cherche à faire entendre son opinion sur la manière dont elle est dirigée de façon à exercer une action sur son évolution ».

M. Walter Citrine, Secrétaire Général des Trade-Unions, défendit lui-même le rapport du Conseil Général. Après avoir fait l'historique de la Confédération Mond-Turner, il fit valoir que cet organe n'avait agi que dans les limites de ses pouvoirs. Il montra les dangers qu'aurait constitué un refus brutal opposé aux employeurs et les possibilités que pouvaient retirer les Trade-Unions de leur initiative. M. J. F. Brownlie (Union amalgamée des mécaniciens) contesta la constitutionnalité de l'action du Conseil Général lequel avait, selon lui, outrepassé les droits qu'il te-

nait de ses statuts. M. A. B. Swales (Union Amalgamée des Mécaniciens) appuya son point de vue, tandis que M. Georges Hicks (Travailleurs du Bâtiment) critiquait l'alliance conclue avec les employeurs, dont il essayait de montrer que la politique était dirigée, en matière de rationalisation notamment, contre la classe ouvrière. M. A. J. Cook (Secrétaire général de la Fédération des Mineurs) attaqua violemment, comme il avait déjà eu l'occasion de le faire, l'action du Conseil Général, action qui, selon lui, allait à l'encontre du but du Trade-Unionisme : la destruction du régime capitaliste. M. Hebert Smith (Président de la Fédération des Mineurs) exposa que l'opinion exprimée par M. A. J. Cook représentait la sienne propre, et non celle de la Fédération des Mineurs qui était favorable, en ce qui le concernait, à la « Paix Industrielle ». Après que M. A. G. Tomkins (Association des industries de l'ameublement) eût repris les critiques déjà adressées au rapport du Conseil Général, et que M. A. J. Thomas (Union des Cheminots, membre de la Chambre des Communes) en eut montré l'inanité, M. Ernest Bevin (Conseil Général) défendit l'œuvre commencée, et insista sur son caractère fécond. L'on passa alors au vote. La motion que M. J. F. Brownlie avait déposée, au nom de l'Union amalgamée des Mécaniciens, en vue de soumettre pour avis aux dirigeants des diverses unions la question de la poursuite des négociations, fut rejetée par 2.921.000 mandats contre 760.000 et le rapport du Congrès Général approuvé par 3.075.000 contre 566.000.

Le Congrès terminé, le comité Mond-Turner reprit ses travaux, et adopta un rapport sur le Chômage, qu'une Conférence plénière du groupe représentatif des employeurs et du Conseil Général des Trade-Unions approuva le 17 mars 1929. Cependant, des négociations étaient engagées entre les Trade-Unions et les organisations patronales en vue d'essayer d'établir entre elles un lien de coordination permanente.

Pendant leur durée se tint à Belfast, en septembre 1929, le Congrès annuel des Trade-Unions. Ce congrès repoussa une motion de M. A. G. Tomkins (Association nationale amalgamée de l'Ameublement) analogue à celle qu'avait présentée, l'année précédente, M. J. F. Brownlie, après des débats qui furent loin d'avoir l'ampleur de ceux du Congrès de Swansea.

B. L'adhésion des syndicats patronaux.

La Fédération des Industries Britanniques, et la Confédération Nationale des organisations patronales, qui sont les deux grandes confédérations d'employeurs en Angleterre, la première étant compétente en matière de questions économiques, la seconde l'étant en ce qui concerne les problèmes d'ordre ouvrier et social, reçurent les rapports qu'avaient adoptés la Conférence plénière du 4 juillet 1928 et que le Congrès des Trade-Unions de Swansea avait approuvés. La Fédération des Industries Britanniques déclara qu'elle prendrait les recommandations de la

Conférence en « très sympathique considération ». La lettre de la Confédération Nationale des Organisations Patronales au Conseil Général ne fut qu'un simple accusé de réception.

Cette attitude dilatoire des confédérations patronales révèle les hésitations qu'avaient fait naître chez les employeurs la politique de collaboration préconisée par Sir Alfred Mond. Nous examinerons, dans le chapitre suivant, les raisons de ces hésitations.

L'opinion publique, à laquelle l'arrivée des travailistes au pouvoir avait fait comprendre l'importance du mouvement trade-unioniste était cependant favorable à la Conférence « Mond-Turner ». Aussi, l'attitude patronale fut-elle fortement critiquée. Dans le N° du 9 novembre 1928, le Times présentait ainsi la situation : « La question se pose de savoir si la coopération industrielle sera le mot d'ordre des organisations d'employeurs comme elle est celui du T. U. C. La coopération est trop désirable pour qu'on la repousse, si elle est réalisable ». Le rédacteur du Times allait même jusqu'à proposer une refonte des organisations patronales, si celle-ci était nécessaire pour arriver au but que l'on se proposait d'atteindre.

Le 11 octobre 1928, M. Baldwin lui-même se réjouissait, dans un discours, du succès de la Conférence, et il ajoutait : « les leaders des unions ont compris qu'une politique de guerre industrielle est dangereuse, tant pour le pays que pour les ouvriers qu'ils représentent. Les patrons, de leur côté, ne doivent pas perdre de vue leurs énormes responsabilités. Le

patron qui néglige les intérêts de ses ouvriers est coupable d'un crime contre la communauté parce qu'il engendre la méfiance qui mène fatalement au malaise industriel ».

Cependant l'Association des Mécaniciens Britanniques s'élevait contre les conversations engagées avec les Trade-Unions et contestait au Conseil Général le droit de parler au nom de la classe ouvrière. Elle bravait, ainsi, l'opinion publique.

Les Confédérations patronales, qui jusqu'alors s'étaient renfermées dans leur silence, durent en sortir. Les Conseils des deux Confédérations, réunis séparément, le 13 janvier, nommèrent des délégués qui se rencontrèrent, le même jour, pour s'entendre sur une réponse commune. Cette réponse n'a pas été rendue publique; on sait seulement qu'elle déclinait l'offre de créer un Conseil Industriel, et rejetait les conclusions des rapports du comité Mond-Turner. Toutefois, en même temps que cette réponse, la lettre suivante était envoyée au Conseil Général pour l'inviter à prendre part à une nouvelle conférence.

« La Confédération Nationale des Organisations Patronales et la Fédération des Industries Britanniques accueilleraient avec plaisir l'occasion de conférer avec votre Conseil Général; elles pourraient examiner la possibilité d'une consultation commune de la Confédération avec votre Conseil Général d'une part et de la Fédération avec votre Conseil Général, d'autre part, dans les limites de leur compétence res-

pective, afin d'envisager les questions présentant un intérêt commun pour l'industrie britannique.

« A cette conférence, les deux organisations pourraient expliquer les difficultés qui s'opposent à une consultation avec votre Conseil, par l'intermédiaire d'un Conseil National Industriel, tel que le propose le rapport « Melchett-Turner » du 4 juillet dernier.

« Comme vous le savez, la Confédération et la Fédération constituent deux organes distincts, la Confédération s'occupant de questions de travail, et la Fédération, de questions économiques et commerciales. Après un examen extrêmement minutieux du Rapport de la Conférence, chaque organisation est arrivée, dans la sphère de sa compétence, à la conclusion qu'elles ne pourraient accepter ce rapport.

« Au cours de l'examen général auquel elles se sont livrées, la Confédération et la Fédération ont pris conscience de l'importance qu'il y aurait à faire tout ce qu'il y a en leurs pouvoirs pour développer la paix industrielle dans l'Industrie Britannique. L'invitation cordiale, qui est adressée à votre Conseil Général de rencontrer les représentants de la Confédération et de la Fédération, est faite dans l'espoir que les discussions seraient de nature à aider à une meilleure compréhension mutuelle dans l'industrie en général.

« La Confédération et la Fédération espèrent donc que votre Conseil fera ce qu'il pourra pour accepter cette invitation et proposent qu'une réunion des trois

organismes soit fixée à la date la plus convenable pour tous ».

Cette lettre était signée pour la Fédération par M. J. B. Forbes Watson et pour la Confédération par M. Roland Nugent, leurs directeurs respectifs.

Le Conseil Général examina cette lettre dans une réunion spéciale tenue le 26 janvier 1929. Il fut assez désappointé du rejet qui lui était opposé. Cependant, il décida d'accepter l'invitation qui lui était faite.

Le 23 avril, il réaffirma les principes qu'il avait posés lors des premières négociations en ce qui concerne la ligne de conduite que devaient observer ses représentants. Le même jour eut lieu, à l'Hôtel Métropole à Londres, une conférence entre ceux-ci et les délégués des Confédérations patronales. Cette conférence se tint sous la présidence de Sir H. Wedgwood (Confédération Nationale des Organisations Patronales) qui souhaita la bienvenue aux membres unionistes qui y participaient. M. Lennox Lee, président de la Fédération des Industries Britanniques, M. Ben Tillett (Président du Conseil Général pour l'année 1929), et le président exposèrent les compétences respectives des organisations qu'ils représentaient. M. Ben Turner, Ernest Bevin, J. Beard, J. H. Thomas, membres du Conseil Général, dirent la déception que leur avait causée la décision de la Fédération et de la Confédération; ils exprimèrent l'espoir qu'il serait possible d'aboutir à un accord. La Conférence s'ajourna au lendemain pour que les parties respectives puissent examiner la question de la nomination

d'un comité mixte, chargé « d'étudier les meilleures méthodes de consultation et de coopération entre les trois organismes et de faire un rapport à la prochaine réunion de la Conférence ».

Le lendemain, le 24 avril, le Conseil Général charge son Comité Industriel d'examiner la situation. Ce comité se réunit le 15 mai, et le Conseil Général décida de nommer un comité chargé de rencontrer les représentants de la Fédération et de la Confédération pour rechercher des méthodes possibles de consultation. Ses membres furent autorisés à s'entendre avec les représentants des organisations patronales pour fixer la date d'une réunion. Le 27 juin, le Comité Mond-Turner vota une motion où il se félicitait de la tournure des négociations et s'ajournait jusqu'à ce qu'elles fussent terminées.

Le 27 juin, le Conseil Général avait désigné les personnes qui devaient faire partie du Comité chargé d'étudier avec les représentants des confédérations patronales les modes possibles de consultations communes. Le comité tint sa première réunion le 21 juin et renvoya à un sous-comité (où MM. Ben Turner, A. Pugh, E. Bevin, George Hicks, Walter Citrine, représentaient les unions) l'étude des questions qui lui étaient soumises.

Ce sous-comité se réunit en novembre et décembre. Il adopta un plan de l'opération intersyndicale que ratifièrent le Congrès des Trade-Unions, la Confédération nationale des organisations patronales et la Fédération des Industries britanniques. Ce plan éta-

blissait, pour la première fois, un lien de coordination effective entre ces organisations. Il ouvrait ainsi une ère nouvelle dans l'histoire de relations industrielles en Angleterre, les syndicats ouvriers n'ayant jamais été appelés, jusqu'alors, à collaborer avec les syndicats patronaux et à étudier avec eux les questions générales intéressant l'industrie et les relations industrielles.

Une grosse difficulté d'ordre pratique avait failli faire échouer les efforts tentés en vue d'établir cette collaboration; cette difficulté naissait des compétences respectives de la Fédération des Industries Britanniques et de la Confédération nationale des organisations patronales, et de l'impossibilité où se trouvaient ces institutions d'empiéter sur le domaine l'une de l'autre.

Elle fut résolue ainsi : on décida que le T. U. C., la Confédération et la Fédération auraient la faculté de proposer l'étude des questions rentrant dans leurs compétences respectives, qu'un Comité nommé par les organisations patronales désignerait celle d'entre elles qui était particulièrement compétente tout en laissant au T. U. C. et à l'organisation ainsi désignée le soin de régler les détails de procédure. Au cas où l'un des syndicats refuserait d'examiner une question qui lui aurait été soumise par un autre, il devrait lui faire connaître les motifs de son refus. Enfin, à titre indicatif, les sujets suivants étaient désignés comme rentrant dans les cadres d'étude du futur Comité mixte.

- I. Chômage.
- II. Industrie et finances. Comité Mac Millan.
- III. Taxation et industrie.
 - a) Effets généraux des impôts sur l'industrie.
 - b) Imposition des actifs et des réserves et questions analogues.
- IV. Service social. Coordination.
- V. Enseignement professionnel. Conseils « Shaftesbury » et « Elgin ».
- VI. Pouvoirs délégués du gouvernement. Comité « Donaghmore ».
- VII. Conférence inter-impériale. Conférence impériale et Conférence Economique impériale.
- VIII. Commerce international.
 - a) Propositions de trêve douanière.
 - b) Propositions d'accords commerciaux.
 - c) Traitement de la nation la plus favorisée.
 - d) Conventions tendant à la restriction des importations et exportations et problèmes analogues.
- IX. Facilités de commerce.
- X Assurance des crédits à l'exportation.
- XI. Questions de travail international.
- XII. Statistiques industrielles et commerciales.

Le premier problème auquel s'attaqua le nouveau comité mixte fut celui du commerce inter-impérial, auquel la future Conférence Impériale de novembre 1930 donnait un intérêt particulièrement aigu. Un rapport fut adopté, qui fit l'objet de vives discussions

au Congrès annuel des Trade-Unions de Nottingham de 1930.

Le Comité mixte poursuit actuellement ses travaux; trois questions sont à son ordre du jour : celle du commerce impérial, que le Comité désire reprendre, celle des effets des impôts sur l'industrie, et celle du chômage (1).

(1) Au moment de corriger les épreuves de ce livre, nous apprenons que le Congrès annuel des Trades-Unions, réuni à Bristol, vient de repousser (8 septembre 1931), par 2.810.000 voix contre 160.000, une motion de l'Union des Mécaniciens et Chauffeurs de chemins de fer, demandant le rejet de la politique de collaboration, suivie par le Conseil Général depuis trois ans comme ne répondant plus aux intérêts de la classe ouvrière ! On avait pu craindre, à un moment, que l'attitude adoptée par le Labour Party et les Unions à la suite de la démission du cabinet travailliste et de la constitution du gouvernement d'union nationale, présidée par M. Ramsay Mac Donald, n'eut un effet funeste sur les négociations actuellement en cours. Il semble, heureusement, que les craintes étaient mal fondées.

CHAPITRE II.

L'attitude de la classe patronale et de la classe ouvrière à l'égard de la Paix Industrielle.

La proposition de Sir Alfred Mond et de ses collègues, et les négociations auxquelles elle donna naissance provoquèrent les réactions les plus diverses et les plus opposées dans le monde patronal et le monde ouvrier. Elles soulevèrent, de part et d'autre, un très vif enthousiasme et des critiques extrêmement acerbes. On voulut voir, en effet, dans la Paix Industrielle un abandon par les organisations professionnelles de leurs principes fondamentaux et une étape décisive vers la réalisation de ces mêmes principes.

L'accueil qu'elle reçut dans les milieux patronaux britanniques montre qu'en Angleterre comme en France, les employeurs éprouvent une extrême défiance à l'égard des syndicats ouvriers et une répugnance certaine à collaborer avec eux. Celui qui lui fut fait par les organisations unionistes prouve combien les membres de ces organisations diffèrent entre eux d'opinion sur l'attitude qu'ils doivent observer vis-à-vis du régime capitaliste existant. Il est à remar-

quer, d'ailleurs, que les polémiques qu'engendra la politique de Paix Industrielle des Trade-Unions priront fin, lorsque les syndicats patronaux eurent consenti à adhérer à l'action du groupe représentatif des employeurs.

L'étude de ces diverses réactions permet de saisir les nuances de la pensée syndicale anglaise contemporaine. Il n'est donc pas inutile de l'entreprendre.

SECTION I.

L'ACCUEIL PATRONAL.

Nous ne possédons, malheureusement, sur l'accueil que firent les milieux patronaux à la proposition de Sir Alfred Mond que peu d'éléments d'information.

Fidèles à la méthode, adoptée traditionnellement, en Angleterre et à l'étranger, par les organisations d'employeurs, la Confédération Nationale des Organisations patronales et la Fédération des Industries Britanniques, ne rendirent pas publiques leur attitude et les raisons qui la leur avaient dictée. Ce fut le Conseil Général des Trade-Unions qui se chargea, afin de justifier sa propre conduite aux regards du monde ouvrier, de publier les documents relatifs aux négociations dont nous avons fait l'historique, et les rapports de la Conférence Mond-Turner. Il est d'autant plus difficile de scruter les raisons de l'attitude patronale que celle-ci revêtit, pendant longtemps, un

caractère dilatoire. Avant que les organisations d'employeurs eussent fait connaître leur décision, leurs membres se refusèrent à tout interview qui eût été de nature à préjuger de cette décision ou à les obliger à se déjuger par la suite. L'attitude de la Confédération et celle de la Fédération une fois fixées, elles se bornèrent à s'y tenir, sans donner d'explications susceptibles d'éclaircir les motifs de leurs hésitations.

L'initiative de Sir Alfred Mond avait cependant recueilli immédiatement l'adhésion d'un certain nombre d'industriels et celle du public. Sir Stanley Baldwin, qui, après la grève générale et la grève des mineurs de 1926, avait prêché dans le pays la réconciliation de la classe patronale et de la classe ouvrière, y était tout acquis ainsi que nous avons eu l'occasion de le voir.

Malgré l'appui qu'il lui accorda, les deux organisations centrales du patronat anglais firent longtemps la sourde oreille. Invitées à donner leur adhésion aux rapports approuvés par la Conférence du 4 juillet 1928, et notamment à celui prévoyant l'institution d'un Conseil National Industriel, elles attendirent le 13 février 1929 pour faire connaître leur réponse. Ce long délai nous instruit assez sur leurs hésitations et leur incertitude. Elle nous renseigne d'autant mieux que l'opinion publique s'irritait d'un trop long silence. Le journal libéral « Star » déclarait en effet : « le grand public sera écœuré d'apprendre que les discussions de la Conférence (Mond-Turner) sont retardées par l'obstination de quelques groupes de pa-

trons ». Et le « Times », dans un article en date du 3 novembre 1928, invitait les patrons à accepter l'offre dont ils étaient saisis. « La question, exposait son correspondant, se pose ainsi : la coopération industrielle sera-t-elle le mot d'ordre des organisations d'employeurs comme elle est celui du Congrès des Trade-Unions ? La coopération dans l'industrie est trop désirable pour qu'on la repousse, si elle est réalisable ». Dans son article, le correspondant du « Times » allait jusqu'à demander aux employeurs de se grouper au besoin en une organisation syndicale unique, si cela était désirable pour parvenir au but que l'on se proposait d'atteindre.

L'une des principales objections que faisaient valoir, en effet, les deux organisations patronales contre la politique préconisée par Sir Alfred Mond était que ni l'une ni l'autre n'était compétente pour connaître de l'ensemble des questions dont on sollicitait l'examen. La Confédération nationale des Organisations patronales, qui a été constituée, après la guerre, pour représenter les intérêts des employeurs britanniques auprès de l'Organisation du Travail International à Genève s'occupe exclusivement de questions d'ordre ouvrier ou social. La Fédération des Industries Britanniques constitue l'organisation centrale du patronat anglais, pour l'étude des problèmes d'ordre économique. Fondée en 1916, elle groupe plus de 200 associations, réparties en 16 groupes locaux, et est dirigée par un Grand Conseil dont les 23 membres sont élus, chacun, par les représentants d'un groupe

ou d'une branche d'industrie. Elle publie une revue mensuelle, « *British Industries* », qui donne des informations sur la situation industrielle et commerciale de l'industrie anglaise. Chacune de ces organisations a une sphère de compétence propre et ne peut, en vertu de ses statuts, empiéter sur celle de l'autre. Nous avons vu comment l'on était arrivé à tourner la difficulté résultant de la distinction de ces compétences, en instituant un comité mixte chargé de désigner l'organisation patronale devant prendre part aux discussions des questions dont le Conseil Général des Trade-Unions demandait l'examen.

A vrai dire ce n'était pas uniquement en se plaçant sur ce terrain constitutionnel, que la Confédération nationale des organisations patronales et la Fédération des industries britanniques repoussaient la proposition de Sir Alfred Mond et celle des Trade-Unions. Ces organisations estimaient que cette proposition était non seulement irréalisable, étant donné leurs statuts, mais inacceptable. L'Association des Constructeurs Mécaniciens, dans un de ses bulletins, paru à la fin de janvier 1929, nous donne les raisons de leur opposition. « Le Conseil Général des Trade-Unions est, suivant elle, constitué et spécialement fait pour traiter ce qu'on appelle, en termes généraux, les questions du travail; par exemple celles intéressant les salaires, les heures, et les conditions de travail. Il n'est pas nécessairement compétent pour s'occuper de la vaste série des questions industrielles, économiques, commerciales et financières indiquées

dans le rapport de la Conférence Mond-Turner comme sujets appropriés de discussions et d'investigation ». Il suffit de se reporter aux statuts du Conseil Général et du Congrès des Trade-Unions pour s'apercevoir que cette objection n'est pas fondée. Selon ses statuts, en effet, le Conseil Général doit gérer les intérêts unionistes dans l'intervalle des Congrès, et celui-ci a pour fonction de seconder les intérêts des organisations qui lui sont affiliées et d'une manière générale d'améliorer les conditions économiques et sociales des travailleurs. L'on se demande comment le Conseil Général pourrait s'acquitter de sa mission, s'il négligeait l'étude des questions industrielles; de la solution de ces questions dépend, en grande partie, sinon en totalité, le sort de ceux qu'il a pour rôle essentiel de défendre.

Non seulement, pour l'Association des Constructeurs Mécaniciens, le Congrès des Trade-Unions n'était pas compétent pour traiter avec les syndicats patronaux des questions intéressant l'organisation de l'industrie, mais il ne pouvait être regardé comme un corps représentatif de la classe ouvrière. A l'appui de cette objection, deux arguments étaient présentés. Le premier était que le Congrès ne groupait que 4 millions de membres sur 12 millions de salariés, et le second que les Trade-Unions ne pouvaient être « dissociées du Labour Party et du programme officiel de ce dernier ». Ces deux arguments ne sont pas plus valables l'un que l'autre. Un corps ne perd pas son caractère représentatif parce qu'il ne groupe pas

tous ceux dont il a fonction de défendre les intérêts. Il ne le perd que lorsqu'il agit à l'encontre de ses statuts, ou en dehors de la sphère de compétence qui lui est propre. Adhérer à un parti politique ne peut avoir pour effet de priver une association professionnelle du droit de remplir ses fonctions que si cette adhésion vicie ou paralyse son activité. Or tel n'est certainement pas le cas des Trade-Unions dont l'organisation est distincte du Labour Party.

A ces objections de principe mises en avant par l'Association des Constructeurs Mécaniciens, il faut en ajouter une autre qui, bien qu'inavouée, permet peut-être mieux de comprendre l'attitude de la Confédération Nationale des Organisations Patronales et celle de la Fédération des Industries Britanniques. Cette objection n'est autre que la crainte que la concession d'une part de la direction de l'industrie aux Trade-Unions n'entraîne ou n'implique leur immixtion dans la comptabilité des entreprises et les calculs servant à l'établissement des salaires et des bénéfices. Cette crainte est celle qui a toujours fait reculer les patrons devant des propositions en vue d'assurer aux travailleurs une part dans la direction de l'industrie.

Malgré ces objections et les résistances qu'elles engendrèrent, les deux organisations centrales du patronat britannique acceptèrent, comme nous l'avons vu, après de mûres réflexions, d'entrer en relations avec le Conseil Général des Trade-Unions. Leur décision leur fut dictée par la peur de l'opinion pu-

blique, qui s'était irritée de leur silence, et qui était acquise aux idées de pacification industrielle. Elle leur fut également dictée par des considérations d'ordre pratique, la nécessité notamment de recourir à de nouvelles méthodes, pour essayer de résoudre la crise économique qui s'était abattue sur l'Angleterre depuis la fin de la guerre et qui menaçait de ruiner sa puissance économique.

C'est ce qu'exprimait, notamment, M. Lennox B. Lee, président pour 1929 de la Fédération des Industries Britanniques, à la 13^e assemblée annuelle de cette association, dans les termes suivants : « J'ai, dit-il, au début de ce discours, abordé la question de la nécessité de la coopération entre les représentants du capital et du travail. C'est seulement grâce à cette coopération qu'il sera possible d'arriver à une production standardisée, d'obtenir un meilleur rendement, d'effectuer la rationalisation de l'outillage et de la main-d'œuvre, d'unifier les intérêts et d'atteindre les buts poursuivis. Si, comme je le crois, le salut réside dans la coopération des entreprises de chaque branche de l'industrie entre elles et avec les services de vente de cette même branche, il est également vrai que la coopération des représentants des travailleurs est indispensable à la solution des problèmes que pose l'organisation industrielle ». (Informations Sociales du Bureau International du Travail, 23 juin 1930).

SECTION II.

L'ACCUEIL OUVRIER.

L'accueil que reçut dans les milieux trade-unionistes la proposition de Sir Alfred Mond présente cette analogie avec celui qui lui fut fait dans les milieux patronaux qu'il fut à la fois des plus enthousiastes et des plus réservés. Mais, tandis que les syndicats d'employeurs adoptèrent, en présence des divergences d'opinions de leurs membres, une attitude dilatoire leur permettant de ne pas les dévoiler, les trade-unionistes ne cherchèrent pas à dissimuler les conflits qui les divisaient sur la question de la Paix Industrielle et à les rendre publics. C'est ce qui explique que nous soyons beaucoup mieux renseignés sur leur attitude que sur celle des organisations patronales. Partisans et adversaires de la politique de conciliation du Conseil Général attaquèrent et défendirent cette politique, soit au sein même du Conseil ou du Congrès des Trade-Unions, soit par la voix de la presse ou dans des conférences publiques. Ainsi la proposition de Sir Alfred Mond suscita-t-elle, dans les rangs unionistes de vives controverses dont tout le pays fut saisi.

A. L'opposition.

Les idées de Paix Industrielle rencontrèrent l'op-

position d'un homme, M. A. J. Cook, secrétaire général de la Fédération de Grande-Bretagne, et celle de certaines unions, telle que l'Union Amalgamée des Mécaniciens, celle des Travailleurs du Bâtiment et l'Association nationale amalgamée de l'Ameublement. La position que prirent ces unions et M. A. J. Cook trouve son explication dans des causes variées.

M. A. J. Cook, secrétaire général de la Fédération des Mineurs, depuis 1925, est une forte personnalité. C'est un adepte du marxisme. C'est un idéaliste, plutôt qu'un esprit constructif. Son tempérament est naturellement violent. Sa popularité parmi les mineurs est immense et il a su s'acquérir la sympathie de tous, même celle de ses adversaires. C'est lui qui conduisit les mineurs à la grève de 1926 et qui détermina le Conseil Général à décider la grève générale, grèves qui devaient se terminer par l'échec que l'on sait. Bien qu'il soit d'opinion très avancée, il s'est toujours défendu d'être bolcheviste. Il manifesta son opposition à la proposition de Sir Alfred Mond, et à l'attitude des dirigeants des Trade-Unions, non seulement au Conseil Général et aux Congrès, mais par divers conférences et articles et deux brochures « The Mond's Moonshine » et « The Mond's Manacles », « la vétille de Mond » et « les Menottes de Mond » qui furent répandues à plusieurs milliers d'exemplaires et qui sont d'une virulence extrême. Remarquons d'ailleurs, que depuis un an M. A. J. Cook est devenu beaucoup moins violent. Depuis que les syndicats patronaux ont consenti à négocier directement

avec les trade-unions, son opposition à la Paix Industrielle s'est transformée en quasi-approbation, et il s'est montré beaucoup moins farouche dans les grèves qui éclatèrent à la suite de la mise en application de la loi minière du 1^{er} août 1930 qu'il ne l'était en 1926.

Les résistances, dont fit preuve l'Union Amalgamée des Mécaniciens à l'égard de la conférence Mond-Turner, ont pour cause les idées avancées des membres de cette union, dont nous avons eu l'occasion de voir un témoignage à propos des grèves de la Clyde de 1915. Celles de l'Union des Travailleurs du Bâtiment et de l'Association Nationale amalgamée de l'Ameublement s'expliquent par les raisons qui ont présidé à la naissance de la Guilde du Bâtiment : l'indépendance de leurs membres, le sentiment qu'ils ont de la puissance de leur syndicat et de la possibilité d'organiser par eux-mêmes l'industrie.

Les adversaires de la Paix Industrielle attaquèrent l'attitude qu'avait adoptée le Conseil Général pour des raisons d'ordre constitutionnel, le Conseil Général ayant, selon eux, outrepassé les pouvoirs que lui conféraient ses statuts. Ils l'attaquèrent également pour des raisons de fond : l'offre de Sir Alfred Mond étant, suivant leur opinion, un piège et incompatible avec les principes du mouvement trade-unioniste.

Nous avons déjà fait allusion à la lettre que M. A. H. Smeethurst, Secrétaire Général de l'Union amalgamée des Mécaniciens avait adressée à M. Walter Citrine, le 22 décembre 1927 (p. 132) pour lui deman-

der en vertu de quel article de ses statuts, ou de quelle décision du Congrès le Conseil Général s'était considéré comme habilité pour entrer en relation avec le Groupe Représentatif des Employeurs; nous avons également vu la réponse que M. Walter Citrine avait faite à M. A. H. Smeethurst. Cet échange de lettres eut son écho au Congrès de Swansea (Septembre 1928). MM. J. F. Brownlie et A. B. Swales, qui appartenaient tous deux à l'Union Amalgamée des Mécaniciens, reprirent à leur compte l'objection du secrétaire général de cette Union. Le premier contesta que le Conseil Général ait reçu du Congrès d'Edimbourg (Septembre 1927) le pouvoir d'agir, comme il l'avait fait. « Au Congrès d'Edimbourg, dit-il, des pouvoirs furent donnés au Conseil Général, afin qu'il agisse comme corps chargé de coordonner l'activité et la politique des Unions. Le Conseil Général n'a pas reçu de pouvoirs pour créer de sa propre initiative une politique pour les unions, encore moins pour créer une politique d'alliance avec les employeurs, moins encore pour entrer en négociation, en vertu de cette politique, avec des employeurs qui ne sont représentatifs de personne, sinon que d'eux-mêmes. L'on a jamais eu l'intention que le Conseil fasse davantage que d'agir conformément aux instructions des unions. Dans son action, le Conseil Général n'a consulté ni les unions ni tenu compte des conditions industrielles. L'effet de l'action entreprise est de rendre odieux tous les leaders qui, pour une raison constitution-

nelle ou une autre, jugent nécessaire de faire entendre des critiques. Eu égard à la publicité donnée à l'action du Conseil Général et des rapports eux-mêmes du Conseil Général, on ne peut soutenir que cette action n'ait pas causé de préjudice au mouvement trade-unioniste et à ses chefs (1).

A la réponse qu'avait adressée M. Walter Citrine à M. Smeethurst, M. A. B. Swales répliqua : « Le 13 janvier, le Conseil Général répondit en appelant l'attention de mon union (l'union amalgamée des mécaniciens) sur le Congrès de 1924 et sur les pouvoirs qu'il avait obtenus de ce Congrès de modifier à nouveau ses statuts. Il lui exposa que les temps avaient changé depuis ceux où le Congrès adoptait une certaine ligne politique et chargeait le Comité Parlementaire de s'y conformer, dans son activité. Il montra également que « le Conseil Général était appelé à traiter plusieurs questions à propos desquelles il devait exercer une initiative propre, tout en se conformant aux principes établis périodiquement par le Congrès ». Mon union ne fit pas d'objection à ce que le Conseil Général agisse, en suivant les principes établis par le Congrès périodiquement, mais ce qu'il affirme, c'est qu'en entrant dans les négociations en cours son action n'est pas conforme aux principes qui ont été ainsi établis. C'est ce dont nous nous plaignons » (2).

Mais ce n'était pas seulement sur un terrain constitutionnel que se plaçaient les adversaires des pour-

(1) The sixtieth general congress Swansea, 1928, report, p. 418.

(2) Ibidem, page 424.

parlers engagés avec le Groupe représentatif des Employeurs. Ces pourparlers leurs paraissaient dangereux et les Unions n'avaient rien, selon eux, à y gagner. M. G. D. H. Cole, dans la 7^e édition de son livre « *Self-government in Industry* » parue en 1928, après avoir exprimé l'opinion que les conseils d'usine ne devaient pas se composer d'un comité mixte, mais de deux comités distincts, se réunissant séparément, et dont l'un, le comité ouvrier, conserverait son caractère propre et agirait en accord avec l'organisation unioniste, mettait ainsi en garde les dirigeants des syndicats : « l'attitude doit être la même en ce qui concerne les propositions tendant à une action combinée des employeurs et des employés sur une aire plus grande qu'une simple usine. Les propositions en vue d'établir des Parlements industriels et des comités mixtes, ayant à la fois un caractère national et local, sont courantes. Les Trade-Unions doivent se garder de participer avec les employeurs à la conduite de l'industrie et par-dessus tout d'acquiescer un intérêt au maintien de l'industrie capitaliste » (1).

(1) P. 283, M. G. D. H. Cole devait être amené par la suite à modifier ses opinions. Dans son livre « *The last ten years in British social and economic policy* » (mars 1929), il conseillait aux leaders unionistes d'entrer en relations avec le groupe de Lord Melchett, afin de se rendre compte de la sincérité de ses intentions. « En tous cas il serait sot, leur disait-il, de refuser de parler à un homme parce que vous en avez peur. Si vous le faites, il parlera tout simplement, par dessus vos têtes, à ceux que vous êtes censés représenter, et s'il dit quelque chose qui vaut la peine d'être écouté, il sera entendu. La marche à suivre est d'écouter Lord Melchett et de le confronter avec ses propres réponses... Le capitalisme ne mourra pas demain, et en attendant nous devons vivre avec lui... On ne peut plus parler de rapports

La méfiance qu'inspiraient les propositions de Sir Alfred Mond et les négociations qui en découlèrent a plusieurs causes : la conception que se faisaient certains chefs des buts du trade-unionisme, l'incompatibilité qu'il y avait, selon eux, entre ces buts et ceux que devait poursuivre la classe patronale, les mesures de mise à l'index dont avaient été victimes un certain nombre de mineurs après la grève de 1926, la crainte d'une rationalisation effectuée à l'encontre de la classe ouvrière, la peur, enfin, du fascisme.

Les pourparlers engagés entre le Groupe représentatif des employeurs et les Trade-Unions supposent l'existence d'intérêts communs entre le monde patronal et le monde ouvrier. Or, précisément, c'est ce que contestaient les adversaires de la Paix Industrielle. Dans un manifeste que M. A. J. Cook publia, le 22 juin 1928, dans le *New leader*, en collaboration avec M. Maxton, président de l'Independent Labour Party, qui est le groupe avancé du Parti Travailleiste, nous lisons, en effet : « Comme socialistes, nous ne pouvons représenter les intérêts du capitalisme. Le socialisme et le capitalisme n'ont rien de commun ». Cette irréductibilité des buts du socialisme et du capitalisme n'était pas, pour M. A. J. Cook et ses adeptes, une simple affirmation théorique, elle était une réalité vivante « Les conditions n'ont pas changé. La richesse et la luxure se pavanent à la figure de ceux qui

de patrons à ouvriers dans telle ou telle branche d'industrie, les rapports du travail et du capital devant être envisagés dans leur ensemble. Comme il serait fou de recommencer une grève générale, il est préférable de recourir au Mondisme ».

sont harcelés par la misère et qui les créent. Nous vous demandons de vous joindre à la lutte contre un système qui rend ces conditions possibles » (ibidem).

L'objet du trade-unionisme n'est pas, selon M. A. J. Cook, de consolider le régime capitaliste qui est en pleine décadence, mais de le détruire. Ainsi s'explique l'attitude qu'il a prise : « J'ai adopté, écrivait-il, avant le Congrès de Swansea (1), une position définie, fondée sur la connaissance des principes marxistes, et sur mon expérience de l'organisation internationale des mineurs. Je vois le capitalisme tomber en ruine, et respirer avec peine, ce même régime capitaliste qui a créé tant de pauvretés, qui a persécuté les travailleurs et les a fait lutter même pour manger et avoir le droit de vivre. Je vois les chefs des Trade-Unions essayer de rendre vie au monstre. Je comprends qu'il est impossible de changer la condition des travailleurs en un jour. Je comprends les difficultés inhérentes à une période économique transitoire. Mais ce que je comprends également, c'est que ce n'est pas mon devoir, ni celui d'un autre chef trade-unioniste, d'accepter les conditions présentes comme inévitables mieux encore, d'essayer de les stabiliser par des plans de copartnership, ou tout autre plan de coopération avec la classe capitaliste qui ne peut vivre que de rente, d'intérêt et de profit ».

Si le trade-unionisme n'a pas pour rôle de venir au secours du capitalisme, c'est que celui-ci poursuit

(1) *The Labour Monthly* The issue before the Swansea T. U. C. (Septembre 1928).

sa destruction. « L'événement essentiel aujourd'hui est la lutte du Capitalisme britannique contre les conditions de son déclin et en particulier contre la révolution des classes laborieuses et des forces révolutionnaires croissantes de l'Etranger ». (Labour Monthly N. D. L. R. août 1928) « La Fédération des Industries Britanniques et la Confédération nationale des Employeurs sont logiques dans leurs décisions. Elles savent qu'il ne peut y avoir de paix dans l'industrie. Ayant désarmé leurs adversaires, elles cherchent maintenant à achever leur œuvre » (Sunday Worker, 17 janvier 1929). On reconnaîtra là l'influence des idées maîtresses des partisans de la théorie de la lutte des classes, chères aux communistes et aux marxistes.

A l'appui de leurs théories, les adversaires de la politique de Paix Industrielle du Conseil Général rappelaient les mesures de mise à l'index prises au lendemain de la grève de 1926, contre des mineurs du Yorkshire. Le groupe représentatif des employeurs dans le rapport sur la mise à l'index, s'était bien engagé à ne pas recourir à nouveau à cette politique; mais que signifiait leur promesse, demandait, dans un article de la Labour Monthly (1), le rédacteur en chef de cette revue, M. H. Politt « L'emploi des travailleurs va désormais dépendre de leur soumission aux Trade-Unions et au Conseil Général, c'est-à-dire que les travailleurs vont être forcés, sous la menace du fouet de leurs employeurs, d'obéir au Conseil

(1) Septembre 1928.

Général contre le désir déclaré de leur majorité. C'est là l'essence de l'alliance avec Mond. Il est encore plus évident qu'il en sera de même pour la mise à l'index. Les employeurs promettent de ne plus mettre à l'index les travailleurs en raison de leur « activité syndicale légitime ». Or, qu'est-ce qu'une « activité syndicale légitime » ? C'est l'une de celles précisément qui sont autorisées et par le Congrès des Trade-Unions et par le Conseil Général. Or toute action de militant est condamnée par le Conseil Général comme illégitime et en dehors de la sphère laissée à l'activité syndicale ». Ainsi le mondisme aurait corrompu le Conseil Général des Trade-Unions et aboutirait à condamner toute initiative syndicale qui tenterait de se substituer à la sienne.

Comment, d'ailleurs, pouvoir faire confiance à ceux qui essayent de rationaliser l'industrie, sans tenir compte des aspirations de la classe ouvrière ? Or, les intérêts des travailleurs et ceux de la classe bourgeoise sont loin d'être les mêmes, dans la rationalisation. « Du point de vue des ouvriers, disait M. A. G. Tomkins (association de l'ameublement), au Congrès de Swansea, la rationalisation ne signifie pas simplement le développement de l'industrie, la possibilité pour notre pays de s'emparer des marchés du monde, et de faire flotter partout le drapeau de l'Union Jack (le drapeau anglais) ou toute autre chose analogue ; la rationalisation signifie pour notre classe, non pas pour les dirigeants officiels du Trade-Unionisme (dont je suis pour le moment), mais pour le peuple

qui travaille dans les usines, une augmentation du chômage et une diminution nécessaire du niveau de vie des ouvriers. Un accord entre ces deux points de vue est impossible et le rôle du trade-unionisme n'est pas de soutenir celui du capitalisme qui est défaillant ». Voici ce que M. J. T. Brownlie (Union amalgamée des mécaniciens) disait à ce sujet au Congrès de Belfast : « Je suis un de ceux qui reconnaissent que le régime social et économique actuel va rapidement vers sa fin. Les historiens d'esprit scientifique nous apprennent que la race humaine a fait plus de progrès ces derniers 150 ans qu'elle n'en avait fait pendant la période de 500.000 ans qui la précédait, ce qui est attribuable aux inventions scientifiques qui se sont progressivement développées depuis la fin du XVIII^e siècle, de sorte que nous arrivons à un moment où un nouvel ordre social est sur le point de naître. Mond est le représentant du régime économique et social actuel. Il reconnaît que les changements dont j'ai parlé sont intervenus, et comme un homme intelligent et un capitaliste conscient de ses intérêts de classe, il désire employer toutes les forces possibles nécessaires au maintien de l'état de la société qui est profitable pour lui et ses compères » (2).

Que servirait, dans ces conditions, pour des travailleurs, d'entrer dans un Conseil National Industriel ? Le Conseil National Industriel, tel que le pré-

(1) L'exemple de ce qui s'est passé aux Etats-Unis ne peut que confirmer, selon M. J. T. Brownlie, cette opinion.

(2) The Sixty-first Annual Trade-Union Congress, Belfast 1929, p. 381.

voit le rapport de la Conférence Mond-Turner, fait partie du plan de rationalisation; sans doute dans ce conseil, les ouvriers auront-ils le droit d'exposer leurs revendications; mais le dernier mot appartiendra aux patrons et les travailleurs seront leurrés.

La Paix Industrielle, pour ses adversaires, serait donc, selon l'expression de M. A. J. Cook, une « parole futile ». Elle signifierait une « reddition abjecte » de la politique traditionnelle du Trade-unionisme. « Celui-ci est fondé, selon la Vétille de Mond, sur un fait : celui de l'état de dépendance des travailleurs sur le marché du travail. Le mondisme constitue un abandon de ses principes. Il implique qu'il n'y a plus à lutter contre les classes patronales ni à entretenir de soupçons sur ses institutions ». L'adoption du Mondisme ne mènerait à rien d'autre qu'à préparer l'avènement du fascisme en Angleterre. Il impliquerait, en effet, une communauté d'intérêts des classes patronales et ouvrières et par là même la subordination de ces soi-disant intérêts communs à l'intérêt général, c'est-à-dire, en définitive, à l'Etat. Or, le fascisme est, de l'aveu même de ceux qui font bon accueil à la Paix Industrielle, contraire à l'essence du Trade-Unionisme.

Quels sont donc les arguments que font valoir ces derniers en sa faveur ?

B. L'acceptation.

Si les adversaires de la politique de Paix Industrielle adoptée et suivie par le Conseil Général atta-

quait celui-ci, pour des raisons d'ordre constitutionnel, c'est qu'ils estimaient que le Conseil avait outrepassé les droits qu'il tenait de ses statuts, en acceptant de converser avec Sir Alfred Mond et son groupe. Les partisans de ces conversations faisaient valoir, au contraire, qu'en y entrant, les membres du Conseil Général n'avaient fait que se conformer aux principes généraux du trade-unionisme. L'on ne pouvait, tout d'abord, leur reprocher d'avoir entrepris, comme on l'avait fait, des pourparlers avec de simples individus, et non les syndicats patronaux. L'avantage de ces pourparlers étaient de rendre plus faciles les discussions; celles-ci pouvaient avoir un caractère plus libre, puisque ceux qui y participaient n'engageaient qu'eux-mêmes. En outre, ce que réclamaient les Trade-Unions, depuis la guerre surtout, c'était d'avoir une voix dans l'industrie. La Conférence Mond-Turner était précisément de nature à satisfaire cette demande. « Nous sommes, écrivait en octobre 1928 (1), M. Walter Citrine, secrétaire général du Conseil Général des Trade-Unions, en accord avec le développement mondial du Trade-Unionisme, qui réclame actuellement que la voix des travailleurs dans l'administration et la direction de l'industrie soit entendue par les patrons; parler de diriger l'industrie sans rencontrer ces derniers ne peut être que pure imagination. Nous ne pouvons attendre la chute du capitalisme pour essayer de contrôler les entreprises. Si ce contrôle est l'un de nos buts

(1) « Truth about Turner-Mond Talks » in Labour Magazine (Oct. 1928).

spécifiques, nous avons assez de chance de le réaliser, en voyant un groupe d'employeurs, en essayant d'obtenir de lui qu'il accepte nos revendications (d'autant plus que ce groupe, suivant les termes de notre rapport, a déclaré qu'il n'excluerait aucun objet des discussions envisagées); et en essayant d'aboutir à un arrangement. Je le dis en y insistant, le Conseil a fait avec courage et sagesse un pas en avant que le Congrès ratifiera à une majorité écrasante ». Ces quelques lignes nous prouvent que les trade-unionistes avaient abandonné complètement, en 1928, la tactique révolutionnaire chère au socialisme de Guilde, qu'ils en étaient revenus à une appréciation plus raisonnable de leur force et de leur capacité d'action, et à une attitude dans l'action analogue à celle des socialistes fabiens. Elles nous montrent, également, que ce que leurs chefs considéraient comme essentiel en tant qu'objet à atteindre, ce n'était plus, ainsi que M. Sydney et Mme Béatrice Webb l'avaient cru, une amélioration des salaires et des conditions de travail, mais une participation importante des ouvriers au contrôle des usines. On ne peut mieux résumer à notre avis cette attitude qu'en disant que les unionistes partageaient, au moment où Sir Alfred Mond fit sa proposition, des conceptions guildes dont ils avaient tempéré le caractère révolutionnaire par l'adoption d'une tactique fabienne. C'est ce qui fit justement, auprès d'eux, le succès des Conférences Mond-Turner.

L'effet de ces conférences était de donner à la

classe ouvrière un rôle nouveau et important dans l'organisation industrielle. C'était ce à quoi visaient les Trade-Unions. M. Ben Tillett, président du Congrès des Trade-Unions pour l'année 1928, définissait ainsi (1) par suite des devoirs qui incombaient à leurs chefs : « Les Trade-Unions devront jouer un rôle beaucoup plus important dans l'organisation économique à l'avenir, et les futurs chefs des Trade-Unions seront contraints d'entreprendre une étude approfondie des rouages industriels de comprendre les liens qui unissent le « régime du salariat » au fonctionnement du système. Il n'existe pas d'école capitaliste, ni de métier d'économiste, ni de corps expérimenté de capitaines d'industrie qui puisse expliquer les ressorts compliqués de l'économie actuelle; il n'existe pas également de ministère susceptible d'embrasser et de traiter l'ensemble des problèmes appartenant au vaste domaine de l'industrie et du commerce ». L'un des mérites des Conférences Mond-Turner, et non l'un des plus négligeables, était, selon leurs partisans et M. Walter Citrine, de permettre aux dirigeants des unions de prendre conscience des problèmes qu'ils devaient être amenés à traiter dans l'avenir. On sait en effet que l'un des principaux obstacles qui s'opposent à la réalisation des idées tendant à l'institution d'un contrôle ouvrier, est le manque de préparation des chefs syndicalistes. Empressons-nous, d'ailleurs, d'ajouter que cet obstacle est beaucoup moins important en Grande-

(1) V. *Industrial News*, 20 novembre 1928.

Bretagne qu'en France; en Angleterre, en effet l'éducation ouvrière est beaucoup plus poussée et le sens des réalités et des nécessités économiques beaucoup plus aigu, parmi les masses, que chez nous.

C'est ce goût des réalités qui avait fait écarter par le peuple anglais successivement les théories marxistes, les théories syndicalistes, et qui lui avait fait repousser au lendemain de la guerre les conceptions guildes et bolchevistes. Ce qui constituait l'un des attraits de la Paix Industrielle était certainement, à ses yeux, son caractère constructif. Et ce caractère s'imposait aussi bien à la classe patronale qu'à la classe ouvrière. M. Walter Citrine s'efforçait, ainsi, de le prouver (1) : « Les discussions Mond-Turner ont suscité un intérêt considérable. Je ne doute pas que ces discussions aient en même temps suscité de l'hostilité parmi les employeurs et les trade-unionistes. Pour les premiers, elles représentent un empiètement sur des matières réservées aux patrons; pour les autres, elles constituent « un reniement du passé et la consolidation du capitalisme » par les représentants des Trade-Unions. Aux employeurs qui pensent ainsi je dirais : « réfléchissez à vos responsabilités; l'alternative de la coopération est la guerre. Si vous rejetez l'occasion d'utiliser les cerveaux et les capacités de vos ouvriers et de reconnaître franchement et sans réserve leurs syndicats, vous risquez de provoquer un très grave conflit ». Ce type d'employeur a sa contre-partie dans les trade-unionistes

(1) Labour Magazine, décembre 1928.

qui contestent que ce soit la fonction de notre mouvement de nous occuper de la prospérité de l'industrie. Ce qui doit seul nous intéresser, disent-ils, c'est de fortifier nos forces pour combattre les employeurs, afin d'améliorer notre condition. Ils croient, d'une façon assez paradoxale, qu'aucune amélioration sensible n'est possible aussi longtemps que le capitalisme vivra. A ceux-là je dirais : « Le mouvement doit traiter des problèmes actuels. Il ne peut retarder ses efforts en vue d'améliorer notre sort, jusqu'à la venue d'un autre ordre social ».

Ainsi la Paix Industrielle permettait-elle aux Trade-Unions de réaliser d'une manière concrète les fins qu'elles se proposaient. Elle donnait, également, à la classe ouvrière l'occasion de desserrer les liens qui l'asservissaient et d'acquérir cette liberté à laquelle elle aspirait si profondément. « Le fardeau de la plainte du travailleur, nous expose un pamphlet publié par le Congrès des Trade-Unions et le Labour Party, en 1924 (1), est que le régime industriel en fait un esclave. Le statut désiré est celui d'un homme libre. Le statut d'esclave a deux origines distinctes, et nous ferons bien de ne pas les confondre comme elles sont souvent confondues. En premier lieu l'artisanat dans la plupart des industries est mort ou en train de mourir... La seconde sorte d'esclavage à laquelle nous faisons allusion est celle qui résulte de la subordination des individus à l'organisation industrielle, et ceci est essentiellement un résultat du ré-

(1) The Waste of Capitalism. p. 100,

gime capitaliste. L'organisation de chaque branche d'industrie a jusqu'ici, surtout depuis la naissance des entreprises très importantes, été fondée sur le principe de la discipline militaire. Le travailleur individuel est devenu, dans la plupart des cas, un simple rouage de la machine, un pion mû de ci de là par une autorité qui met en exécution une politique que le subordonné n'aide non seulement pas à déterminer mais dont la nature et les vrais buts lui sont cachés... L'employé moyen d'aujourd'hui a peu d'intérêt sinon aucun, à son travail ou à fournir un rendement maximum, en partie parce que son travail est une corvée souvent sans intérêt, en partie aussi parce qu'il voit que dans l'organisation où il travaille c'est quelqu'un d'autre que lui qui a déterminé la qualité et la quantité des biens qu'il doit produire, c'est quelqu'un d'autre qui établit le mode de fabrication, c'est quelqu'un d'autre qui règle ses conditions de travail, et tout cela pour que quelqu'un d'autre en profite ! On ne lui demande pas d'employer sa propre intelligence ou son jugement, son habileté propre et son sens artistique, ses méthodes propres et ses théories. On ne lui demande pas de formuler des suggestions d'ensemble pour son travail et jamais il ne possède une fraction ou une part du pouvoir de décider si une suggestion doit être appliquée. La politique manufacturière, la politique commerciale, la politique financière, autant de territoires qui lui sont interdits. Sa seule part dans l'entreprise où il travaille est d'être un esclave des propriétaires, de faire ce qu'ils

lui commandent, sous peine de marcher dans les rues comme un chemineau. Pour tous ceux qui croient à la valeur humaine, c'est là que réside la condamnation du système ». On ne saurait être insensible à la beauté de cette protestation contre le régime commun existant et contre l'état de servage qu'il crée. Elle nous indique les aspirations de la classe ouvrière anglaise, qui demande à avoir une part de plus en plus importante dans la direction de l'industrie, afin de satisfaire les besoins d'humanité de ses membres. « Laisser le libre jeu à l'initiative et au jugement, à l'intelligence et à la personnalité, si nous continuons à nous fier au pamphlet que nous venons de citer, est la seule solution. Ici encore, nous devons distinguer deux sortes de demandes. Est-ce que les travailleurs réclament seulement le droit de déterminer ses conditions de travail, les règles destinées à assurer sa santé et sa sécurité, l'arrangement des intervalles de ses repas, la rémunération des heures supplémentaires de travail, ou autres questions analogues ? Ou réclament-ils aussi une part de décision dans les questions plus importantes telles que celles de la politique commerciale, le rendement du travail, les questions financières ? Aujourd'hui on fait droit souvent aux premières de ces demandes, tout au moins en reconnaissant le droit des travailleurs d'avoir une certaine part dans la détermination des facteurs qui sont en jeu. Les Conseils d'usines, les Conseils Whitteys, notamment, ont pour objet de fournir l'occasion et les moyens de régler, par

des conventions mutuelles une multitude de questions intéressant la santé et le bien-être des travailleurs, telles que la distribution des repas, les cantines d'atelier, la ventilation, l'éclairage et le chauffage des lieux de travail, les approvisionnements pour les repas, etc. De tels « corps mixtes » ne font pas droit aux réclamations des travailleurs, car les patrons gardent toujours par devers eux le droit de décider en dernier lieu. « Le contrôle mixte », ainsi qu'on l'appelle est simplement (dans les conditions présentes) un contrôle patronal auquel s'ajoute un avis ouvrier qui peut être ou ne pas être suivi. On ne peut attendre des travailleurs qu'ils prennent un intérêt quelconque à la production, aussi longtemps qu'on leur refuse le droit élémentaire de déterminer, avec la coopération de leurs camarades d'ateliers, les conditions dans lesquelles ils travaillent.

« Mais une telle sphère est trop étroite pour satisfaire tous leurs besoins légitimes. Ils sont sous la dépendance, non seulement pour leur confort et leur « *standard of living* », mais même pour leur existence; de la politique commerciale et du rendement de leurs entreprises. Comme nous l'avons déjà montré, ils peuvent être jetés à la rue par suite de la sottise ou de la politique à courte vue de leurs employeurs. Leurs gains peuvent être réduits, leur travail rendu, sans raison plausible, pénible, et leur santé atteinte, parce que l'outillage et l'équipement industriel de leurs patrons sont surannés, ou leur organisation sans efficacité. La politique des employeurs,

dans ses moindres manifestations a des conséquences directes ou indirectes immenses pour les ouvriers. Aucune solution n'en sera en conséquence, satisfaisante, si elle ne donne aux travailleurs un pouvoir de contrôle sur tous les facteurs de la production. Qu'il s'agisse de travailleurs manuels ou intellectuels (pour utiliser une distinction courante mais très superficielle), d'artisans ou de travailleurs journaliers, de techniciens ou d'employés de bureaux, personne ne peut prendre pour son travail l'intérêt souhaitable et garder quelque enthousiasme, si la direction des entreprises lui est complètement étrangère ».

La proposition de Sir Alfred Mond et les négociations qui la suivirent apparurent à la classe ouvrière comme un pas vers la conquête de la liberté et comme un moyen de retrouver cette joie au travail dont la privation la faisait tant souffrir. La Paix Industrielle semblait, ainsi, à ses membres, capable de dissiper leur complexe d'infériorité sociale, pour recourir au langage d'Henri de Man.

Tout d'abord elle consacrait, dans l'économie britannique contemporaine la place des Trade-Unions, et c'était là une importante victoire de ces organisations professionnelles. « Aujourd'hui écrivait le 20 novembre 1928 (1), M. A. Pugh, secrétaire général de la Confédération des industries du fer et de l'acier, les syndicats font partie intégrante du régime économique, et c'est là une extension significative de leur influence dans le domaine de l'industrie ». L'histoire

(1) In Industrial News.

des luttes que les syndicats ont dû soutenir pour se faire reconnaître en France et en Angleterre, les difficultés auxquelles ils se heurtent actuellement aux Etats-Unis, pour obtenir cette reconnaissance, les attaques dont ils sont encore l'objet chez nous, peuvent seules nous permettre de comprendre le caractère révolutionnaire de la proposition de Sir Alfred Mond, son originalité, et ce qu'elle apportait de nouveau aux Trade-Unions.

En second lieu, ce qui constituait l'un des principaux mérites de cette proposition aux yeux des ouvriers anglais, c'était de leur avoir permis d'envisager, sur un pied d'égalité avec les patrons, les problèmes vitaux à l'organisation et aux relations industrielles, et de jouer un nouveau rôle dans l'économie nationale. Voici les termes dans lesquels M. John Beard (Union des Transports et des Travailleurs généraux) se félicitait, dans son allocution présidentielle, au Congrès des Trade-Unions de Nottingham, de la politique poursuivie par le Conseil Général depuis 1927 (Septembre 1930). « Tout d'abord, j'aimerais vous rappeler le discours de notre président au Congrès tenu à Edimbourg en 1927. « Nos Trade-Unions, disait M. Hicks, n'ont pas encore atteint les limites de leur développement, — pratiquement rien jusqu'ici n'a été fait pour établir un mécanisme pratique de conférences mixtes entre les organisations représentatives susceptibles de parler au nom de l'industrie dans son ensemble —. De tels échanges de vue entre les représentants des grands corps organisés, qui sont

responsables de la conduite de l'industrie, et qui connaissent ses problèmes de première main, auraient une signification beaucoup plus grande que la suggestion qui a été faite, dans certains milieux, d'une conférence nationale de spectateurs qui, sous les auspices du gouvernement, ou de tout autre corps discuterait de vagues aspirations vers la paix industrielle ».

Dans quelques milieux, ces conférences entre patrons et ouvriers ont été mal vues ou critiquées, comme constituant, comme elles auraient pu l'être, le point de départ d'une nouvelle politique unioniste. Aucun changement dans la politique unioniste n'a eu lieu. Le mouvement Trade-unioniste a, depuis ses premiers jours, non seulement cru aux discussions et aux négociations avec les patrons, mais combattu d'une manière effective pour obtenir le droit de siéger à leur table afin de conclure des accords relatifs aux conditions industrielles. Les progrès qui nous ont été rapportés annuellement depuis 1927, ne sont autres qu'une extension, et une extension appréciable de notre politique traditionnelle. Jusqu'ici, nous avons été confinés à des discussions sur les salaires, les heures de travail et autres questions semblables, bien que nous ayons depuis plusieurs années insisté, sur notre droit de discuter avec les patrons des problèmes beaucoup plus vastes. L'industrie moderne est si complexe, que tout examen intelligent du problème des salaires et des heures de travail suppose une vision d'ensemble des questions économiques, nationales et internationales. Dans le

passé cette demande a toujours été rejetée. La satisfaction de cette demande constitue un pas en avant mais non une révolution. C'est simplement l'évolution de notre politique traditionnelle rendue nécessaire par l'évolution de l'industrie elle-même ».

TROISIEME PARTIE

**L'ŒUVRE DES CONFERENCES
DE LA PAIX INDUSTRIELLE**

CHAPITRE I.

**Les rapports de la Conférence Mond-Turner,
sur la reconnaissance des Trade-Unions, la mise à l'index,
le Conseil National Industriel, la Prévention des Conflits,
la rationalisation et la réserve d'or et ses relations avec
l'industrie.**

Le Comité Mond-Turner avait dressé, nous l'avons vu, un programme d'ensemble pour ses travaux (p. 137). Il se mit à l'œuvre dès les premiers jours de janvier 1928. Il entreprit parallèlement l'étude d'un certain nombre de questions intéressant les relations des Trade-Unions et des employeurs et l'organisation industrielle. Il adopta, le 4 avril, un rapport sur la reconnaissance des Trade-Unions et le 19 mai un rapport sur la mise à l'index; le 19 juin, il en entérina deux autres préconisant l'un, l'institution d'un Conseil National Industriel, l'autre, l'établissement d'un nouveau système de règlement des conflits sociaux, qui devaient conférer aux premiers une valeur nouvelle. Le Comité présenta, d'autre part, le 12 avril, au Chancelier de l'Echiquier un mémorandum sur la réserve d'or et ses rapports avec l'industrie, et le 21 juin il adopta un rapport sur la rationalisation.

Une Conférence plénière tenue le 4 juillet 1928 ratifia ces différents rapports et décida de les sou-

mettre aux fins d'approbation, aux organisations syndicales auxquelles appartenaient respectivement ses membres.

Nous allons analyser ces rapports en essayant de dégager les raisons qui ont présidé à leur élaboration et l'influence qu'ils ont pu exercer sur les milieux gouvernementaux.

SECTION I.

LES RAPPORTS SUR LA RECONNAISSANCE DES TRADE-UNIONS ET LA MISE A L'INDEX.

Les deux premiers rapports que ratifia la Conférence Mond-Turner ont pour objet de consacrer officiellement la reconnaissance des Trade-Unions qu'impliquait son existence, et d'en tirer les conséquences.

Si dans la plupart des pays, les syndicats ont été reconnus légalement, ils ne le sont pas encore en fait, par les patrons, dans les relations industrielles. Sans doute, en Grande-Bretagne, les trade-unions ont-elles réussi, dans les métiers organisés, à s'imposer aux employeurs, en raison de leur puissance, en tant qu'organes représentatifs des travailleurs, mais il existe encore bien des branches d'industrie où elles ne groupent qu'une minorité et où les patrons s'abstiennent d'avoir des relations avec elles, s'ils ne les combattent pas. Encore, faut-il noter que là où les trade-unions sont admises à faire valoir au-

près des milieux patronaux les revendications de la classe ouvrière, elles ne le sont qu'autant que ces revendications n'empiètent pas sur certains domaines réservés, englobant la majeure partie des questions intéressant l'organisation industrielle.

La situation des trade-unions en Angleterre est, d'ailleurs, beaucoup meilleure que celle des Syndicats Français et celle des Trade-Unions américaines. La faiblesse organique des syndicats en France, leurs divisions, les conceptions idéologiques de leurs dirigeants, le montant modique des cotisations qu'ils perçoivent, l'absence d'esprit coopératif de leurs membres, permettent d'expliquer la modestie du rôle dont ils ont dû jusqu'ici se contenter. Leurs efforts en vue d'en jouer un plus important, se sont toujours heurtés à une opposition féroce des employeurs. Témoin cette grève du textile qui éclata à Halluin en août 1928 à propos d'une question de salaires, et qui permit à M. Désiré Ley, secrétaire du Consortium de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing (dont on connaît le rôle au sujet de la création de la prime de fidélité, lors de la mise en application de la loi sur les Assurances Sociales) de préciser les conceptions patronales : « Il faut, écrivait-il le 17 août, dans une note confidentielle, il faut absolument faire pénétrer dans l'esprit de tous, commerçants, pouvoirs publics et politiciens, que la période d'après-guerre est terminée. Il faut que tout le monde sache une fois de plus qu'une question aussi importante que celle des sa-

lares ne sera jamais livrée au marchandage. *Ce sont les patrons et eux seuls* qui connaissent la marge que leur laissent les prix de revient... Une augmentation quelconque ouvrirait dès maintenant la voie à tous les appétits et à toutes les fantaisies. Si les patrons n'étaient pas capables de résister aujourd'hui, ils ne résisteraient pas plus demain. Aussi que les meneurs tentent la grève générale ou ne la tentent pas, qu'ils essaient d'exciter les ouvriers ou qu'ils cessent leur agitation, qu'ils forment des grèves partielles ou qu'ils les freinent, le résultat devra toujours être le même : ne rien accorder, ne céder à aucune pression, ne reculer devant aucune difficulté ». L'on voit à quels obstacles se heurte en France la reconnaissance de fait et l'expansion du syndicalisme (1).

Aux Etats-Unis, le mouvement trade-unioniste en a rencontré de beaucoup plus sérieux encore. Les patrons ont formé une association, la National Association of Manufacturers, qui possède deux filiales, le Council of Industrial Defense et l'American Anti-Boycott Association. Cette association, chargée d'établir, dans les rapports entre patrons et ouvriers, la « règle d'or » dont parle l'Évangile, s'efforce de combattre sous toutes ses formes le mouvement syndicaliste. Elle le fait, soit en exigeant le renvoi des ouvriers syndiqués ou en établissant des listes noires, soit en essayant d'agir sur le législateur ou le juge. Elle a, à cet effet, créé des services spéciaux chargés

(1) Au sujet de la grève d'Halluin, voir Angel Marvaud. *Le Conflit du Textile dans le Nord* (Le Musée Social, Février-Mars 1929).

de surveiller les propositions de loi, d'intervenir auprès des membres de la Chambre des Représentants et du Sénat afin d'empêcher le vote de toute législation susceptible de favoriser les groupements ouvriers et d'obtenir des juges une interprétation des lois conforme aux buts qu'elle se propose d'atteindre. C'est ainsi qu'elle a réussi à utiliser contre les unions la loi Sherman contre les trusts qui interdisait « tout contrat en forme de trust ou autrement ou toute coalition tendant à limiter le trafic ou commerce entre Etats » et qu'elle a fait condamner leur activité par la Cour Suprême au nom de cette loi (Cas des Chapeliers de Denbury et cas de la Coronad Coal Company, 1925). Son action a été facilitée par la confusion des fonctions du juge et des fonctions gouvernementales qui sont aux mains des grands industriels (1). Ce n'est que grâce à la ténacité et aux efforts de son président Samuel Gompers que l'American Federation of Labour a pu résister aux attaques dont elle a été l'objet.

La reconnaissance des Trade-Unions comporte, selon le rapport de la Conférence Mond-Turner, la reconnaissance de leur compétence en ce qui concerne les questions intéressant la politique générale et les principes fondamentaux de l'industrie et celles relatives à chaque industrie individuelle. Cette reconnaissance a donc un double caractère. Elle implique d'une part, celle du droit des Trade-Unions de traiter, de plain-pied, avec les employeurs, les diverses

(1) V. A. PHILIP. Le Problème ouvrier aux Etats-Unis, et E. LAMBERT, Le Gouvernement au Pays des Juges.

matières touchant aux salaires, conditions d'emploi, congés,... qui leur était encore quelquefois dénié; elle suppose, d'autre part, admis le rôle qu'aspiraient à jouer les Trade-Unions, depuis la guerre, en tant que porte parole de la classe ouvrière, dans la direction générale de l'industrie. Le rapport de la Conférence consacre donc officiellement la place du Trade-Unionisme dans la vie économique et sociale anglaise que la proposition de Sir Alfred Mond et les négociations qui s'ensuivirent impliquaient en fait. Et c'est ce qui lui donne toute sa valeur.

Le rapport prend soin de préciser que le Congrès des Trade-Unions, qui représente les Unions qui lui sont affiliées, est l'organisation la plus efficace et la seule qui possède et puisse exercer par l'intermédiaire du Conseil Général, l'autorité nécessaire pour discuter toutes les questions rentrant dans le champ de la réorganisation de l'industrie et des relations industrielles. En ce qui concerne les industries individuelles, il reconnaît que la coopération la plus fructueuse sera obtenue par des négociations et des délibérations avec les représentants accrédités des unions affiliées au Congrès et reconnues par le Conseil Général comme trade-union bona fide. Cette expression empruntée aux statuts du Congrès des Trade-Unions sert à désigner les unions qui ont fait parvenir au Conseil Général une copie de leurs propres statuts aux fins d'approbation et qui ont su obtenir son agrément.

Ces précisions ont pour objet de répondre à l'argu-

ment dont les adversaires de la Paix Industrielle s'étaient servi contre le Mondisme, à savoir que celui-ci entraînerait la création de syndicats jaunes. On peut se demander toutefois si elles n'ont pas pour effet de restreindre la liberté syndicale, en assignant à un seul syndicat — comme le fait la loi fasciste du 3 avril 1926 — le droit de représenter une profession ou une branche d'industrie. Il est vrai, et c'est par là que le mondisme diffère essentiellement du fascisme, que les Trade-Unions restent maîtres de faire figurer, parmi les objets de leurs statuts, les revendications qu'elles veulent alors que, selon la loi du 3 avril 1926, les syndicats doivent poursuivre certains buts d'assistance mutuelle, d'instruction et d'éducation, en harmonie avec une certaine conception étatiste et qu'ils doivent présenter des garanties de capacité, de moralité et de patriotisme.

La Conférence justifie, en ces termes, son œuvre :
« Il est reconnu que l'industrie a, dans ce pays, pendant la dernière génération, bénéficié des progrès des négociations qui ont pris place entre les employeurs et les représentants des Trade-Unions et de l'énorme développement du mécanisme de ces négociations, tels que les Conseils Industriels, les Bureaux de conciliation, les Conférences, etc... On peut constater que les employeurs ont maintenant l'habitude de négocier sur toutes les questions relatives aux conditions du travail, qu'elles intéressent les salaires, les heures de travail ou les autres problèmes de l'industrie ou du commerce, avec le Con-

seil exécutif ou les agents des Unions affiliées au Congrès, ou des Trade-Unions bona fide telles qu'elles ont été définies.

« Cette politique et cette procédure se sont avérées dans notre expérience si avantageuses qu'elles doivent être encouragées et développées.

« C'est la raison pour laquelle nous estimons que c'est dans l'intérêt même de tous les membres de l'industrie, que doivent être reconnues les Unions affiliées au Congrès ou les autres Trade-Unions bona fide, qui ont été déjà définies comme des organismes appropriés de discussions et de négociations pour toutes les questions relatives aux conditions du travail, qu'elles intéressent les salaires, les heures de travail ou les autres problèmes qui offrent un intérêt commun à l'industrie ou au commerce.

« Nous estimons, en outre, que les négociations entre les travailleurs et les patrons sont facilitées par l'adhésion des travailleurs à une union bona fide et celle des employeurs à un syndicat organisé ».

*

* *

Le rapport sur la « victimisation » ou mise à l'index en condamnant cette pratique ne fait que tirer les conséquences logiques du principe admis par la Conférence de la reconnaissance des Trade-Unions.

« Parmi les causes de friction et de trouble, il y a ce qu'on appelle généralement, dit le rapport, la mis

à l'index, qu'elle s'applique aux travailleurs ou aux employeurs.

« Il est reconnu qu'il est tout à fait indésirable qu'un travailleur soit renvoyé ou subisse toute autre sanction, en raison de la place officielle qu'il occupe dans une Union ou de son activité quelle soit ou non syndicale, reconnue actuellement juste par les parties en cause, ou qui le sera par elles à l'avenir ».

Les employeurs britanniques, ou tout au moins certains d'entre eux, recourent fréquemment à la pratique de la « victimisation » quelque regrettable qu'elle puisse être. Afin d'épargner à leurs membres d'en supporter les conséquences, quelques Unions affectent une partie des cotisations qu'elles perçoivent, à les indemniser, lorsqu'ils en sont l'objet. C'est ainsi que l'Union Nationale des travailleurs des industries de distribution alloue à ses adhérents lorsqu'ils chôment pendant la durée d'une grève ordonnée par son Conseil exécutif, ou bien par suite d'un lock-out, ou de mesures de « victimisation », des secours s'élevant à 12 shillings ou à 24 shillings par semaine, selon qu'ils n'ont pas atteint ou qu'ils ont dépassé l'âge de 21 ans (statuts de 1924). C'est là une précaution que les Unions ont l'habitude de prendre depuis fort longtemps. MM. Sydney et Béatrice Webb, qui placent au nombre des méthodes du Trade-Unionisme « l'Assurance Mutuelle », c'est-à-dire la constitution d'un fonds de solidarité en vue d'assurer aux membres des unions privés de leur emploi, pour des causes sur lesquelles ni eux ni elles n'ont d'action, ce qui

est nécessaire pour assurer leur entretien, en excluent formellement (1) l'ensemble des dépenses supportées par les unions comme conséquence d'une action volontairement entreprise par elles, tels que le coût des négociations, l'indemnité de « victimisation » accordée aux membres renvoyés en raison de leur agitation ou celle attribuée aux grévistes. De là résulte la preuve que l'octroi d'une indemnité de victimisation était une méthode que les Unions avaient l'habitude d'employer afin de réaliser leurs fins.

Après avoir admis le principe de la reconnaissance des Trade-Unions et avoir condamné par voie de conséquence la pratique de la « victimisation », la Conférence Mond Turner préconise l'institution d'un Conseil National Industriel et de conseils paritaires, auxquels participeraient les Unions et qui auraient respectivement pour objet de prendre la direction de la production industrielle, et de s'ériger en arbitre des conflits entre patrons et ouvriers.

Une collaboration doit nécessairement s'établir, dans les états modernes, entre les groupements de producteurs et le gouvernement. Celui-ci a besoin afin d'éclairer sa politique économique de prendre l'avis de ceux qui sont directement intéressés à la production, et ceux-ci demandent à ce que leurs voix soient entendues dans les conseils gouvernementaux. Toutefois cette collaboration n'a pu être réalisée d'une façon permanente jusqu'à ces dernières années, en raison des méfiances réciproques des syndicats et du

(1) *Industrial Democracy*, 1920, cd., p. 152.

gouvernement, chacun d'entre eux voyant dans l'autre une force susceptible de lui porter ombrage. Ce n'est que dans des conditions exceptionnelles, ou que sous une forme temporaire qu'elle a pu se produire, à l'occasion de la constitution de commissions d'enquêtes, par exemple, procédé qui est familier en Angleterre. Il en est autrement en Italie, sous le régime fasciste, sous lequel, ainsi que nous l'avons vu, le syndicat est un organe de l'Etat; il est vrai que sous ce régime les syndicats ne collaborent pas avec le gouvernement sur un pied d'égalité, mais en vertu d'un lien de subordination.

Les mineurs avaient été victimes de nombreux actes de « victimisation » à la suite de la grève des charbonnages et de la grève générale de 1926, malgré les termes du contrat collectif qui était intervenu le 1^{er} juillet 1921, pour mettre fin au conflit houiller, entre l'Association minière de Grande-Bretagne et la Fédération des mineurs. Les adversaires de la Paix Industrielle en avaient tiré parti pour mettre en doute la sincérité des employeurs qui s'en étaient fait les apôtres. Aussi la Conférence après avoir reconnu qu'un malentendu s'était produit à propos des événements de 1926 (qu'elle ne veut pas apprécier) condamne-t-elle pour l'avenir le retour de semblables actes. Afin d'arriver à une meilleure compréhension mutuelle, elle recommande que des efforts soient faits « afin de restaurer la situation d'avant 1926 ».

Il convient d'ailleurs d'ajouter que le Munition

War Act de 1915 avait interdit la « victimisation », dans les usines travaillant pour la défense nationale, et qu'elle avait prévu contre les patrons qui enfreindraient son interdiction une amende ne pouvant excéder 10 livres. Les employeurs qui recourent à cette pratique actuellement sont susceptibles d'être poursuivis, pour infraction à la liberté syndicale, et passibles d'amendes.

SECTION II.

LES RAPPORTS SUR LE CONSEIL NATIONAL INDUSTRIEL ET LA PRÉVENTION DES CONFLITS.

En France ce n'est qu'un décret en date du 16 janvier 1925, pris par le ministère Herriot, qui a institué un Conseil National Economique. Cet organisme, qui a reçu la consécration législative, est composé de 150 membres titulaires, librement désignés par les groupements professionnels ou sociaux (la C. G. T. notamment) qui participent sous les formes les plus diverses à l'économie nationale, à la production, aux échanges et à la consommation. C'est un organe de coordination supérieur, chargé d'étudier les grands problèmes économiques intéressant la vie nationale et de préconiser des solutions appropriées. Le rôle du conseil est purement consultatif. Ses membres sont répartis en commissions permanentes et chargés d'examiner les questions relatives à l'agriculture, à

l'industrie, au commerce et aux transports, à l'organisation du travail et aux mesures financières. Les travaux de ces commissions sont coordonnés par un comité permanent, chargé en outre, de procéder aux études urgentes et de veiller au fonctionnement général des services. Les directeurs et secrétaires généraux des ministères peuvent assister aux délibérations du Conseil pour les affaires qui les intéressent.

La Conférence Mond Turner estime qu'il est désirable pour que l'amélioration des relations industrielles et que la réorganisation de l'industrie se poursuivent, qu'un Conseil National Industriel soit formé en Grande-Bretagne; elle recommande qu'on procède à sa création dans le plus bref délai. Ce conseil aurait dû comprendre :

A. des représentants des travailleurs choisis parmi les membres du Conseil Général des Trade-Unions;

B. un nombre égal de représentants des patrons nommés par la Fédération des Industries Britanniques et la Confédération nationale des Organisations Patronales.

Le Conseil National Industriel qui aurait été ainsi composé devait avoir, selon le rapport de la Conférence Mond-Turner, trois fonctions principales :

1° tenir des réunions trimestrielles en vue d'examiner les questions générales intéressant l'industrie et ses progrès;

2° établir un Comité Paritaire Permanent, chargé de nommer des bureaux paritaires de conciliation,

ainsi que le prévoit en détails le rapport sur la prévention des Conflits;

3° établir des organismes ayant pour mission d'effectuer des enquêtes sur les problèmes industriels et diriger ces enquêtes.

Ce devait être à la fois un directeur et un arbitre de la vie économique anglaise. Ce qui le caractérisait, c'est qu'il était fondé sur le principe de la reconnaissance absolue du syndicalisme et qu'il ne devait comprendre que des représentants des groupements d'ouvriers et d'employeurs.

L'idée de la création d'un Conseil National Industriel n'était pas propre aux membres de la Conférence Mond-Turner. Sir William Beveridge, président de la School of economics et auteurs d'ouvrages importants sur le Chômage, l'avait lancée dès 1922, et Ramsay Mac Donald l'avait reprise à son compte personnel. Elle figurait d'ailleurs dans le programme du Parti Travailleiste (1) et celui du Parti Libéral (2).

La conception que s'en faisaient les membres de la Conférence Mond-Turner, nous semble quelque peu sujette à critique. D'après elle, le Conseil National Industriel n'aurait dû comprendre que des représentants des syndicats de producteurs; les consommateurs ne devaient y figurer à aucun titre. Or, il est pourtant certain qu'ils ont des droits supérieurs à faire valoir dans la production. Celle-ci n'a-t-elle pas en effet, pour objet final de leur donner satisfaction ?

(1) V. *Labour and the Nation* (1929), p. 21.

(2) *Britain's Industrial Future* (1928).

Le gouvernement français, en créant le Conseil National Economique, n'est pas tombé dans l'erreur de la Conférence. Le gouvernement travailliste qui, en février 1930, a fondé un Conseil Economique Consultatif (Economic Advisory Council), tout en s'inspirant de son œuvre, ne l'a pas commise également. Le conseil qu'il a institué, et qui a pour objet, rappelons-le, d'étudier les aspects de la vie économique nationale, impériale et internationale, susceptibles d'influencer la prospérité de la Grande-Bretagne, de procéder à des enquêtes, de donner des avis au gouvernement et de lui soumettre des propositions de loi, comprend en effet, outre des ministres qui en font partie de droit, des membres désignés par le président du conseil, au nombre desquels figurent des professeurs, des représentants de la banque, des coopératives de consommation, etc. L'Etat, représentant des consommateurs, a pour rôle, en effet, ainsi que nous le verrons dans notre conclusion, de départager les producteurs et de s'ériger en arbitre des conflits qui pourraient naître entre eux.

*

* *

Lorsque nous avons étudié le mécanisme des relations industrielles en Angleterre, nous avons vu que quel que soit son degré de développement, il était insuffisant, ainsi que le prouve l'histoire de la grève générale et de la grève des mineurs de 1926, pour résoudre les conflits ayant une certaine envergure.

Nous avons également trouvé l'explication de cette insuffisance, dans le fait que le mécanisme existant n'épousait pas assez la forme du trade-unionisme et qu'il n'établissait pas entre les syndicats d'employeurs et les syndicats d'ouvriers de contacts permanents.

La Conférence Mond-Turner estime que quels qu'aient été les résultats donnés par le mécanisme existant des relations entre patrons et ouvriers, il devrait être amélioré et perfectionné. Dans aucun pays constate-t-elle, en se référant au rapport du Comité Balfour, autant d'efforts n'ont été faits en vue de prévenir les grèves et le lock-out. Cependant elle juge que ce fait ne doit pas cacher que dans ces dernières années le mécanisme existant a failli à sa tâche.

Le problème fondamental lui apparaît donc de trouver les moyens d'éviter des conflits qui n'ont pu l'être jusqu'ici. A cette fin, elle pose trois principes :

1° Rien ne doit être fait qui puisse être susceptible de nuire à l'œuvre utile des organisations mixtes de conciliation existant.

2° Ces organismes doivent, partout où cela sera possible, être perfectionnés et consolidés.

3° L'arbitrage obligatoire est inacceptable et impraticable.

Seul le troisième de ces principes appelle quelques commentaires, l'énoncé des premiers suffisant à comprendre que c'est le bon sens qui a amené les membres de la Conférence à les formuler.

L'institution d'un Conseil National Industriel pouvait faire craindre aux membres des Trade-Unions qu'elle impliquât celle de l'arbitrage obligatoire. Or c'est là une institution à laquelle ils sont tous, même les plus modérés, nettement opposés. Elle signifie, en effet, selon eux, l'interdiction du droit de grève; ce en quoi ils ne se trompent pas, ainsi que le prouve la législation syndicale fasciste qui, logique avec elle-même, condamne les lock-out et les grèves, après avoir institué un système d'arbitrage obligatoire. L'accueil favorable qu'a fait la C. G. T. au projet gouvernemental tendant à mettre sur pied, dans notre pays, un semblable système, paraît démontrer que nos dirigeants syndicaux ne partagent pas, en la matière, les mêmes craintes que les chefs trade-unionistes, et peut-être, faut-il l'avouer, sont-ils moins clairvoyants qu'eux. En tous cas c'est pour rassurer les trade-unionistes que la conférence Mond-Turner s'est crue obligée de poser le troisième principe qu'elle a affirmé dans son rapport.

L'ayant fait, elle estime que le meilleur moyen de prévenir les conflits industriels est de fortifier les bonnes relations existantes entre les organisations patronales et les organisations ouvrières, et d'admettre la reconnaissance de leur responsabilité mixte dans la conduite de l'industrie. Elle pense que l'acceptation de cette responsabilité amènerait une diminution considérable des arrêts de travail résultant des grèves et des lock-out. Afin d'arriver à cette fin, elle préconise la création de Bureaux paritaires de concii-

liation composés également de représentants des Trade-Unions et des employeurs.

Voici la manière dont elle prévoit que ces bureaux seront constitués :

Les membres du Conseil National Industriel appartenant au Conseil Général des Trade-Unions et, ceux faisant partie de la Confédération Nationale des Organisations Patronales, choisiront, respectivement, les uns et les autres, dix représentants qui, par leur réunion, formeront un Comité Paritaire Permanent. Le comité nommera à son tour des Bureaux paritaires de conciliation, qui devront comprendre un nombre égal de représentants des employeurs et des travailleurs, et il donnera force exécutive aux décisions de ces bureaux.

Le rapport laisse au Comité Paritaire Permanent le soin de régler le détail de la procédure et des fonctions des bureaux paritaires de conciliation. Toutefois, il indique qu'ils devront s'inspirer des principes suivants :

a) Quand un conflit industriel n'aura pas été réglé, le Comité Paritaire Permanent nommera, à la demande de l'une des parties, un Bureau Paritaire de Conciliation qui fera un rapport sur les questions faisant l'objet du conflit.

Afin de faciliter les travaux de ce bureau, il est désirable que les deux parties se mettent d'accord pour qu'aucune cessation de travail ni modification aux conditions existantes n'intervienne, pendant la rédaction du rapport.

b) Le rapport du Bureau paritaire de conciliation devra être adressé aux parties et au Comité Paritaire Permanent avant d'être publié.

c) Le personnel des Bureaux paritaires de conciliation ne doit pas avoir un caractère permanent. Le Comité Paritaire Permanent devra nommer, à l'occasion de chaque espèce, les représentants les plus compétents et les plus susceptibles, pour chaque industrie, d'examiner les questions faisant l'objet du conflit.

d) Le Comité paritaire permanent devra posséder l'autorité nécessaire pour rejeter les demandes qui lui seraient adressées en vue de procéder à la nomination d'un Bureau paritaire permanent, si selon son opinion, le conflit n'est pas de nature à être porté devant un semblable tribunal.

e) Le Comité Paritaire Permanent devra également fixer la durée pendant laquelle les bureaux paritaires devront procéder à leurs enquêtes et auditions et présenter leurs rapports de façon à ce qu'aucun retard injustifié n'ait lieu.

SECTION III.

LE RAPPORT SUR LA RATIONALISATION ET LE MEMORANDUM SUR LA RÉSERVE D'OR ET SES RELATIONS AVEC L'INDUSTRIE.

La rationalisation consiste dans l'organisation

scientifique de la production. Sous ce vocable, à la mode depuis quelques années, l'on désigne l'ensemble des règles qui se sont imposées à tous ceux qui ont réfléchi, que ce soit Taylor ou Henri Fayol, sur la façon de produire au meilleur coût, etc..., avec le minimum de dépenses et d'efforts.

Depuis la fin des hostilités, sous l'impulsion de l'exemple donné par les Etats-Unis, les principaux Etats d'Europe ont cherché à rationaliser leurs industries, afin de lutter contre les circonstances économiques défavorables résultant de la guerre. Seule la Grande-Bretagne n'a pas suivi le mouvement. L'esprit traditionaliste du patronat anglais, dont les efforts se sont heurtés à une politique de restriction des crédits de la part des banques, politique qui leur était imposée par le souci qu'avait le gouvernement d'assurer le retour de la parité de la livre sterling et du dollar, permet d'expliquer ce fait.

En étudiant l'industrie houillère, nous en avons eu un excellent exemple. Nous avons montré que si le charbon avait tant à souffrir sur les marchés extérieurs de la concurrence des charbons allemands et polonais, et en Grande-Bretagne même, de l'utilisation des nouvelles sources d'énergie de combustion, d'éclairage et de chauffage telles que le pétrole et ses dérivés (notamment dans les transports maritimes et l'industrie automobile, rivale sérieuse du rail), l'électricité et les forces hydrauliques, c'était en raison de la mauvaise organisation de l'industrie. Il suffit ici, de rappeler qu'en Angleterre la propriété

du sol entraîne la propriété du sous-sol et qu'à chaque division de l'une correspondent des divisions de l'autre (d'où ces servitudes — droits de passage ou de drainage, — cette obligation de séparer par des barrières les parcelles appartenant à des propriétaires différents que doivent respecter les compagnies exploitantes). Mentionnons encore, à titre de mémoire, l'anarchie qui règne dans le régime de la distribution, où l'on est loin d'avoir atteint le degré de concentration nécessaire, puisqu'en 1925 (dernière année pour laquelle on possède une statistique) il n'y avait pas moins de 27.000 marchands de détail.

Rationaliser l'industrie, c'est organiser scientifiquement, non seulement les moyens de production, mais aussi les divers facteurs qui y concourent, l'octroi des crédits par exemple. Or les banques anglaises, en raison de la politique de déflation adoptée par le gouvernement, et des mauvaises conditions économiques prévalentes, n'ont pas su toujours à qui elles devaient accorder des facilités financières. D'autre part, les industries textiles qui connurent au lendemain de la guerre une ère de prospérité, qui fut malheureusement pour elles très éphémère, contractèrent de très lourds emprunts qui les écrasent encore aujourd'hui.

La Conférence Mond-Turner estime que la tendance vers une organisation rationnelle de l'industrie et du commerce doit être encouragée aussi loin qu'elle est susceptible d'accroître l'efficacité du rende-

ment industriel et d'élever le niveau de vie des ouvriers.

Elle adopte comme définition de la rationalisation celle qu'avait élaborée la Conférence Economique Internationale qui s'est tenue à Genève en mai 1927, et selon laquelle on doit entendre par rationalisation « les méthodes techniques et l'organisation destinées à assurer le minimum de perte d'effort ou de matériel » c'est-à-dire « l'organisation scientifique du travail, la standardisation à la fois des matériaux et des produits, la simplification des procédés, ainsi que l'amélioration des méthodes de transport et de mise en vente ».

Elle fait siennes les résolutions suivantes qui ont été adoptées par la Conférence Economique internationale de 1927.

« La Conférence considère que l'un des principaux facteurs d'augmentations du rendement, d'améliorations des conditions du travail et l'abaissement des prix de revient, doit être recherché dans l'organisation rationnelle de la production et de la distribution;

« Elle considère que cette rationalisation vise parallèlement :

1° à donner au travail son maximum d'efficacité avec le minimum d'efforts;

2° à faciliter pour une moindre variété de types — là où celle-ci n'offre pas d'avantages évidents — l'étude, la fabrication, l'emploi et le remplacement de pièces en série;

3° à éviter le gaspillage des matières premières et de l'énergie;

4° à simplifier la distribution des marchandises et

5° à la dégager des transports illogiques, des charges financières écrasantes et de la superposition inutile des intermédiaires.

« Elle estime que cette application doit être conduite avec la prudence nécessaire pour ne pas porter atteinte aux intérêts légitimes des travailleurs et que, tout en poursuivant le processus de rationalisation, des mesures appropriées doivent être prises pour le cas où, dans sa première phase, elle entraînerait des suppressions d'emplois ou un travail plus pénible.

« Elle considère, enfin, que cette application exige, d'ailleurs, pour tout ce qui concerne l'organisation proprement dite du travail, la collaboration du personnel, le concours des organisations professionnelles et celui des compétences scientifiques et techniques. »

Ayant ainsi repris, pour son propre compte, les résolutions de la Conférence Economique Internationale de 1927, la Conférence Mond-Turner reconnaît que certaines mesures de rationalisation peuvent avoir pour effet de déplacer les travailleurs ou de modifier d'une façon indésirable les conditions de travail. Afin de parer aux conséquences que ces mesures peuvent entraîner, elle estime que des précautions doivent être prises afin que la classe ouvrière n'ait pas à souffrir de leur adoption. Elle suggère que les employeurs et les Trade-Unions examinent en-

semble d'un point de vue expérimental, les garanties dont il convient de s'entourer.

Le rapport de la Conférence est remarquable en ce sens, qu'il adopte entièrement les vues des dirigeants des Trade-Unions. Ceux-ci, loin de contester en effet, que la rationalisation soit inévitable (comme affectent de le croire les communistes), demandent seulement à ce que les ouvriers soient associés à sa mise en œuvre. Ce qu'ils veulent, avant tout, c'est qu'elle ne soit pas faite sans leur concours, c'est-à-dire contre eux. Ils redoutent que le sort fait à la classe ouvrière aux Etats-Unis et qui les hante ne leur soit réservé. Ils réclament de participer à l'élaboration des mesures de rationalisation, afin que ces mesures ne réduisent pas au chômage une grande partie de ceux qu'ils ont mission de représenter et qu'elles n'en fassent pas des esclaves; ils le font en vertu du même sentiment de dignité qui les poussait après la guerre à revendiquer le contrôle de l'industrie.

M. Walter Citrine, secrétaire général des Congrès des Trade-Unions, précisait en ces termes en 1927, dans un article du Manchester Guardian, les conceptions qu'avaient en la matière ses collègues : « Etant donné les conditions farouches de la lutte internationale pour la conquête des marchés, qui prévalent actuellement, les organisateurs de l'industrie doivent déployer toute leur vigueur pour élever le niveau du rendement, réduire le coût de produc-

(1) *The Next Step in Industrial Relations*. Manchester Guardian Supp., 30 th Nov., 1927, p. 8.

tion et supprimer tout gaspillage dans leurs entreprises. Les trusts, les cartels, et les combinaisons de capitaux qui diminuent la concurrence internationale, la fixation des prix et la délimitation des marchés, l'ensemble des mesures prises pour contracter les approvisionnements en matières premières sont autant de preuves des changements qui ont actuellement lieu; et ces changements affectent les intérêts des salariés de la façon la plus matérielle. Les salariés sont, en fait, affectés par tous les développements de l'organisation industrielle tendant à accroître le rendement, à relever le coût de production et à diminuer le gaspillage. Mais ils sont surtout et vitalement intéressés par ceux qui ont lieu à leurs dépens. Les patrons sont seulement trop enclins à croire que l'efficacité du rendement et les économies sont synonymes de bas salaires, d'allongement de la journée de travail, de rapidité et de ces formes de « scientific management » qui placent le salarié au rang d'un automate, dont tous les mouvements sont réglés sur un mécanisme standard établi d'après des études sur le mouvement et le synchronisme.

« L'introduction de systèmes analogues au système Taylor, faite sans l'avis des représentants des travailleurs, provoque une réaction psychologique inévitable. L'opposition aux procédés nouveaux, aux machines dont le rôle est d'économiser l'effort humain, et aux modifications des pratiques d'ateliers a été très exagérée, et là où l'on s'y est heurté, il est incontestable qu'elle est imputable à l'emploi impitoyable

des méthodes qui du point de vue du travailleur individuel ne lui apportent aucun autre avantage immédiat que l'insécurité et le chômage.

« Aussi longtemps que les travailleurs resteront sous l'impression qu'ils ont peu à gagner, soit matériellement, soit moralement à l'introduction des méthodes et mesures prises en vue d'accroître le rendement et de faire des économies, et qu'ils peuvent même souffrir de leur adoption, tout progrès sera rendu difficile. L'une des principales fonctions des Trade-Unions, si l'on doit recourir à leur aide, doit être de prendre des précautions en vue de s'assurer, que l'ensemble des avantages qui seront retirés des améliorations techniques le soit avec la bonne volonté sincère des travailleurs. Les possibilités d'une semblable coopération qui amènerait un véritable progrès dans l'organisation scientifique, sont nombreuses, mais pratiquement inexplorées.

M. Walter Citrine préconisait, ainsi que devait le faire, nous l'avons vu, la Conférence Mond-Turner, l'institution d'un Conseil National Industriel et de conseils paritaires dans les différentes branches de la production comme moyen de réaliser l'entente patronale et ouvrière rendue nécessaire par l'application des méthodes de rationalisation.

Le point de vue qu'il développait ainsi, se rapproche singulièrement de celui qu'a adopté la Confédération Générale du Travail en France. Celle-ci dans un programme publié par Le Peuple le 15 novembre 1927, demandait que le Conseil National

Industriel dont la création était due, rappelait-elle, à l'initiative du mouvement ouvrier, reçut un statut définitif et une place organique dans le fonctionnement constitutionnel. Elle se déclarait prête à coopérer à la rationalisation de l'industrie à certaines conditions que son programme résumait ainsi : participations des organisations ouvrières à l'élaboration d'un programme général de rationalisation, introduction du contrôle ouvrier, reconnaissance complète du droit syndical.

Il nous a paru assez intéressant de montrer la similitude qui existait entre les revendications du mouvement syndical français et celles du Trade-Unionisme britannique; revendications qui devaient trouver en Grande-Bretagne, grâce à la Paix Industrielle, un commencement d'exécution.

*

* *

L'un des principaux obstacles qu'ait rencontré le patronat anglais, dans ses efforts en vue de rationaliser l'industrie, avait été, nous l'avons dit, la politique de restrictions de crédits pratiqués par les banques, en raison du souci du gouvernement d'assurer le retour à la parité de la livre sterling et du dollar. A propos du rapport de la Conférence Mond-Turner sur le chômage, nous étudierons les principes directeurs de cette politique. Qu'il nous suffise d'indiquer ici que, facilitée par la crise économique de 1921, elle eut pour effet de réduire le pouvoir d'achat

existant entre les mains du public, et d'abaisser par voie de conséquence, le niveau des prix. C'est ainsi que le total des dépôts des Joint Stock Banks qui était de 1826 millions de livres en janvier 1925 n'était plus que de 1653 millions en janvier 1925 (veille de la stabilisation) tandis que celui des bons du Trésor passait de 1057 millions de livres en janvier 1922 à 713 millions en 1923. L'industrie souffrit beaucoup de cette diminution des moyens financiers mis à sa disposition.

Plusieurs plans s'inspirant des théories que Fisher et Cassel avaient mises à la mode, furent présentés en vue de remédier à cette situation. Certains économistes, sous le patronage de J. M. Keynes (1), préconisèrent une politique de contrôle des crédits pour stabiliser les prix. D'autres, Hawtrey notamment (2) recommandèrent d'aboutir à une entente générale entre les banques centrales d'émission pour maintenir la valeur de l'or. Ce dernier projet fut adopté par la Conférence de Gênes de 1922, mais resta lettre morte.

Voici les termes de son rapport :

« Résolution 3.

Les mesures d'assainissement seront facilitées si l'on parvient à développer la pratique d'une coopération constante entre les banques centrales d'émission et les banques chargées de contrôler la politique suivie en matière de crédits dans les divers pays.

(1) Voir J. Keynes. *A tract on monetary Reform* (1919).

(2) Voir A. J. HAWTREY. *Currency and Credit* (1923).

Une telle coopération des banques centrales, qui ne serait pas nécessairement limitée à l'Europe, donnerait la possibilité de coordonner la politique suivie en matière de crédit sans entraver la liberté d'aucune banque. Il est suggéré qu'une réunion des représentants des banques ait lieu à une date prochaine afin d'examiner les moyens les plus convenables pour donner effet à la présente recommandation.

Résolution 4.

Afin de développer la politique d'une coopération constante entre les banques centrales et les banques réglant la politique suivie en matière de crédits dans les différents pays, ainsi qu'il est recommandé à la Résolution 3, cette Conférence émet le vœu que la Banque d'Angleterre soit invitée à convoquer une réunion des dites banques, aussitôt que possible, afin qu'elles examinent les propositions adoptées par la Conférence et fassent des recommandations à leur gouvernement respectif en vue d'adopter une convention monétaire internationale ».

La Conférence Mond-Turner fait deux constatations préliminaires. La première est celle de l'importance qu'a, pour tous ceux qui sont intéressés à la prospérité de l'industrie, la politique financière du gouvernement et des banques, en raison de l'état de dépendance de l'industrie et du commerce à l'égard des facilités plus ou moins grandes de crédits qui leur sont accordés dans les pays ayant atteint leur plein épanouissement économique. La seconde est que l'application automatique du système du gold

standard qui était général avant la guerre entraîne des troubles sérieux dans l'économie nationale et est la source de maux sociaux et industriels graves.

Ayant fait ces constatations, la Conférence justifie les recommandations qu'elle se propose de faire par la crainte exprimée par les experts que l'insuffisance de l'approvisionnement du monde en or ne corresponde à une période de dépression économique, la nécessité pressante pour les industries britanniques de ne pas être gênées dans leurs efforts en vue de sortir de la dépression d'après-guerre, le transfert prochain des Bons du Trésor à la Banque d'Angleterre et la législation qui accompagnera ce transfert, la conviction, enfin, de l'impossibilité de restaurer la prospérité économique sans donner à la monnaie et aux crédits l'élasticité nécessaire afin d'empêcher l'arrêt de la renaissance industrielle au moment précis où un accroissement de production se manifeste.

C'est en se fondant sur ces motifs que la Conférence adopte la triple résolution suivante :

« Nous considérons :

a) qu'étant données les conditions spéciales dans lesquelles le système du gold standard agit actuellement, nous ne sommes pas convaincu qu'il soit pratique ou même désirable que la politique de crédits du pays soit déterminée plus ou moins automatiquement par les mouvements de l'or comme avant-guerre;

b) qu'il n'est pas du tout souhaitable que l'Angleterre soit liée par les dispositions d'une loi sur la

réserve d'or, au point qu'elle soit incapable de coopérer librement et entièrement aux plans adoptés par le pays et le reste de l'Europe à Gènes en 1920, en vue d'établir une coopération internationale pour restreindre l'usage de l'or, régler sa distribution, empêcher les variations de sa valeur;

c) qu'il est par suite essentiel de faire une enquête approfondie sur la meilleure forme de politique de crédits pour le pays, avant que le gouvernement ait pris des mesures définitives ».

La Conférence s'insurge, donc, contre la politique monétaire suivie par l'Angleterre depuis la fin de la guerre, politique qui, comme nous le verrons, avait eu pour objet essentiel le retour de la livre sterling à l'étalon-or.

Son memorandum ne passa pas inaperçu.

Les membres de la Conférence en envoyèrent un exemplaire au Chancelier de l'Echiquier, le 12 avril 1928, avec la lettre suivante :

« Le Groupement représentatif des Employeurs et le Conseil Général des Trade-Unions nous ont demandé de soumettre, à votre examen, un memorandum sur la réserve d'or et ses relations avec l'industrie approuvé par eux et signé par Sir Alfred Mond et M. Ben Turner, les deux présidents des Conférences sur la réorganisation de l'industrie et les relations industrielles.

« Ils vous proposent de publier ce document au début de la semaine prochaine. Si, d'ici là, vous désirez voir Sir Alfred Mond et M. Ben Turner au

sujet du memorandum, ils seront heureux de se tenir à votre disposition.

Le Chancelier de l'Echiquier, qui était alors, rappelons-le, M. Churchill, décida d'insérer dans le projet de loi qu'il préparait, en vue de fondre les émissions de billets et de Bons du Trésor qui avaient été faites pendant la guerre, pour subvenir aux besoins de la défense nationale, des dispositions destinées à accroître l'élasticité des crédits mis à la disposition des banques. Dans ces conditions l'entrevue que les membres de la Conférence avaient envisagée fut jugée inutile.

Le projet de loi déposé par M. Churchill à la Chambre des Communes fut adopté. C'est le Currency and Bank-Notes Act 1928. Cette loi fusionne les billets et les bons du Trésor émis pendant les hostilités. Elle fixe à 260 millions de livres sterling le maximum que leur émission pourra atteindre. Cette limite de l'émission fiduciaire est inférieure de 8 millions à la limite fixée par la loi antérieure, et est supérieure de 5 millions à l'émission fiduciaire existante. La loi accroît donc, légèrement il est vrai, mais accroît, cependant, le montant des disponibilités pouvant être mises immédiatement entre les mains du public. Le memorandum présenté par la Conférence Mond-Turner eut, ainsi, une influence certaine sur sa préparation.

Nous verrons, à propos du rapport sur le chômage dont nous allons entreprendre l'étude, les efforts qui ont été faits dans ces dernières années, pour établir

un contact plus étroit entre la banque et l'industrie, efforts qui ont été marqués notamment par la création de la Banque de Développement Industriel.

CHAPITRE II.

Rapport de la Conférence Mond-Turner sur le chômage.

Le rapport sur le chômage a été adopté par la Conférence Mond-Turner, le 12 mars 1929. Par son importance et son ampleur, il dépasse les autres rapports de la Conférence. Le chômage est l'un des problèmes les plus graves qui se soient posés à l'Angleterre depuis la guerre. Le souci de le résoudre a dominé toutes les autres préoccupations des membres de la Conférence. C'est ce souci qui les a incités à étudier, comme nous l'avons vu, les questions de la rationalisation et celui des rapports de la réserve d'or et de l'industrie. Et sans doute, c'est lui qui a poussé Sir Alfred Mond et son groupe à s'adresser aux Trade-Unions et celles-ci à accepter leur offre.

*

* *

Le chômage constitue une plaie sociale profonde pour la Grande-Bretagne. Depuis la fin de 1920, malgré des oscillations saisonnières et cycliques, le nombre des chômeurs est rarement descendu au-dessous d'un million. Le tableau suivant indique le

pourcentage et le nombre des chômeurs depuis le début de 1921.

1921 janvier	6,4	1.010.000
juillet	15,5	2.508.000
1922 janvier	14,2	2.003.000
juillet	12,6	1.423.000
1923 janvier	13,3	1.511.000
juillet	11,6	1.226.000
1924 janvier	11,9	1.268.000
juillet	9,8	1.025.000
1925 janvier	11,2	1.307.000
juillet	11,2	1.300.000
1926 janvier	11,1	1.252.000
juillet	14,6	1.645.000
1927 janvier	12,1	1.496.000
juillet	9,3	1.054.000
1928 janvier	10,7	1.336.000
juillet	11,6	1.217.000
1929 janvier	12,1	1.453.000
juillet	9,7	1.142.000
1930 janvier	12,6	1.479.000
juillet	17,1	2.070.000
1931 janvier	21,5	2.663.000

La marée montante du chômage, pour employer une expression à laquelle les économistes anglais aiment fréquemment recourir, n'a pas submergé toutes les industries; certaines ont pu y échapper. Celles qui ont été les plus atteintes sont celles du charbon, des constructions navales, des industries mécaniques et métallurgiques, et les industries textiles,

c'est-à-dire celles qui vivent de l'exportation. Encore faut-il remarquer que le centre de la tempête, et avec lui celui de la localisation des chômeurs, a varié suivant les années. En 1921, les industries métallurgiques et mécaniques et celles des constructions navales étaient les plus touchées. En 1925-1926, c'était celle du charbon qui l'était; depuis 1930, ce sont les industries textiles, celle du coton en particulier, qui le sont. Les branches de la production qui ont le moins souffert du chômage sont celles qui ont pour débouché le marché intérieur : les services de distribution, le bâtiment, les industries électriques, hydrauliques et automobiles.

La crise du chômage est donc imputable à une restriction du commerce d'exportation. Celui-ci a baissé d'une façon considérable. Tandis que les exportations britanniques s'élevaient à 525 millions de livres sterling en 1913, elles n'atteignaient que 709 millions en 1927, soit 82 % de leur valeur d'avant-guerre.

Les effets de cette contraction des exportations sur l'emploi des travailleurs ont été aggravés par l'augmentation de la population pendant la guerre, et surtout celle de la population active. Tandis qu'en 1911 le Royaume Uni comptait 40 millions, 8 d'habitants, il en comptait en 1921 42 millions, 8. De 1913 à 1925 la population active passait de 18 millions, 7 à 20 millions, 3, c'est-à-dire qu'elle subissait une augmentation de 8 % (1). Cette population active n'était pas répartie de même façon en 1911 et en 1921. Le ta-

(1) S. D. N. Enquête sur la production 1927. C. E. I. 29 1^{re} série.

bleau suivant montre que ce sont surtout les industries houillères, chimiques et métallurgiques, c'est-à-dire celles dont le fonctionnement avait été essentiel à la conduite des hostilités et qui devaient voir leur activité se ralentir, après la fin de la tourmente, qui ont vu leurs effectifs s'accroître (1).

	1911	1921
	(par 10.000)	
Mines de charbon	596	659
Autres mines	96	90
Industries chimiques	81	115
Industries métallurgiques	931	1237
Coton	386	347
Alimentation	207	220
Papier (impression)	175	198
Electricité	67	95
Voies de communication	692	701
Fonctionnaires	254	377
Domestiques (sauf les hôtels) ...	1506	1117

Diminution des exportations, accroissement de la population, nouvelle distribution du marché de la main-d'œuvre, tels nous apparaissent être les phénomènes liés à la crise du chômage.

La Conférence Mond-Turner, après avoir rappelé, dans son rapport, ses caractéristiques, indique dans les termes suivants l'intérêt qu'il y a à la résoudre.
« Non seulement la prospérité économique de la na-

(1) Committee on Industry and Trade-Survey of Industrial Relations.

tion, mais aussi l'amélioration permanente des relations industrielles sont menacées par la prolongation du chômage. Sans tenir compte de considérations vitales telles que ses effets moraux et physiques sur les travailleurs, le chômage a nécessité de lourds sacrifices financiers de la part de l'Etat et de l'Industrie.

« Le total des dépenses qui ont été supportées, de ce chef, en raison de l'assurance chômage et de l'assistance (donnée aux personnes généralement en possession d'un emploi), par l'industrie et les autorités publiques, se chiffre à près de 50 millions par an, pendant les huit dernières années. On doit donc élaborer et mettre en application sans délai un programme national, afin de résoudre la crise du chômage. Cette crise nous a si préoccupés que nous considérons comme essentielle à l'intérêt du pays l'adoption d'une politique à longue échéance, longtemps mûrie, bien que l'opinion ait été exprimée qu'une amélioration lente mais graduelle s'opérerait d'elle-même. Si l'on se donne cet effort, il n'y a pas lieu de désespérer. Nous croyons que l'activité et la prospérité industrielle de ce pays peuvent être portées à un niveau supérieur à celui du passé, si l'on prend les mesures nécessaires ».

Ayant ainsi précisé la gravité du problème et l'urgence des solutions qu'il convient de lui donner, la Conférence Mond-Turner étudie les causes du chômage et les remèdes qu'elles sont susceptibles de comporter.

SECTION I.

LES CAUSES DU CHÔMAGE.

La Conférence Mond-Turner assigne à la crise de chômage traversée depuis la fin de la guerre par la Grande-Bretagne trois causes : la politique monétaire anglaise, la transformation des conditions économiques mondiales, et les modifications apportées au marché de la main-d'œuvre par l'application des mesures de rationalisation.

*

* *

Afin de subvenir aux frais de la guerre, le gouvernement britannique avait obtenu, de la Chambre des Communes et de la Chambre des Lords, le vote du Currency and Bank-notes Act (6 août 1914) qui l'autorisait à créer des billets sans limite de montant. Ces billets, qui étaient convertibles théoriquement en or, ne l'étaient pas en pratique : le droit d'importer et d'exporter de l'or, ainsi que celui d'en fondre, était, en effet, interdit sous peine de répression sévère. Il pouvait être fait remise de ces billets aux banques, qui en auraient besoin, sans intérêts jusqu'à concurrence de 20 % du total de leurs dépôts et comptes-courants. A la fin de 1919, le total des billets de banque ainsi émis fut de 113 millions (il

s'élevait à 45 millions en 1914), celui des Currency notes fut de 356 millions. Le total des dépôts en banque s'accrut parallèlement; il passa de 1.032 millions fin 1913 à 2.356 fin 1919. Par suite de cet accroissement des signes monétaires et des instruments de circulation, le pouvoir d'achat du public se trouva considérablement augmenté. Cette inflation engendra une dépréciation de la livre sterling dont les effets furent plus sensibles sur le marché intérieur que sur les marchés extérieurs. Sur ces marchés, en effet, le gouvernement put lutter contre eux, soit en recourant à des emprunts bancaires, soit en envoyant aux Etats-Unis les stocks d'or susceptibles de satisfaire les demandes.

En 1918, afin de préparer le retour au régime d'avant-guerre, M. Lloyd George nomma une commission chargée d'examiner les différents problèmes qui surgiraient en ce qui concerne la circulation monétaire et les changes étrangers pendant la période de reconstruction et de faire un rapport sur les mesures nécessaires au rétablissement des conditions normales en temps voulu. Cette commission se réunit sous la présidence de Lord Cunliffe, gouverneur de la Banque d'Angleterre. Elle élaborait un rapport qui préconisait le retour au gold exchange standard. A cet effet, elle recommandait la cessation de l'inflation et la constitution d'un fonds d'amortissement destiné à permettre à l'Etat de réduire sa dette. Elle proposait de fixer à 150 millions de livres la réserve d'or de la Banque d'Angleterre, la circulation étant

gagée, pour une partie par la couverture d'or, l'autre constituant l'émission fiduciaire dont le maximum est fixé légalement. Il s'agissait de réduire cette émission jusqu'à ce que le chiffre adopté fut obtenu. Une fois le retour au gold exchange standard effectué, son maintien serait assuré par le jeu du taux d'escompte.

Le gouvernement fit siennes les conclusions de la Commission Cunliffe et mit à partir de 1920, en œuvre ses recommandations. Il poursuivit une politique de déflation et la restriction de crédits qui aboutit au vote en 1925 du Gold Standard Act qui consacrait le retour à l'étalon-or. L'adoption de cette politique, dont l'application devait soulever parmi les milieux industriels de très vives protestations, avait pour objet de restituer à Londres son rôle de clearing house de l'univers. Ce rôle, elle ne pouvait le conserver si la monnaie nationale anglaise subissait une dépréciation qui eût été de nature à lui retirer son caractère international. Londres était, d'ailleurs, menacée de perdre sa place au profit de New-York, qui devait s'avérer plus tard un centre de spéculation plutôt qu'un centre financier, et elle devait soutenir contre elle une lutte acharnée.

Les mesures qu'entraînèrent la politique de déflation du gouvernement, la restriction des crédits accordés par les banques, la hausse du taux de l'escompte notamment, entravèrent l'activité industrielle et contribuèrent à aggraver sa dépression. Les marchandises anglaises durent subir sur les marchés extérieurs, et en Grande-Bretagne même, la concurrence

des marchandises étrangères dont le coût de production était inférieur au leur, en raison de la dépréciation des monnaies nationales de leur pays d'origine. De là une source de chômage (1).

Le rapport de la Conférence Mond-Turner déclare que la trésorerie et la Banque d'Angleterre n'ont pas suffisamment tenu compte des variations économiques saisonnières et cycliques et n'ont pas cherché surtout à en diminuer les effets. Il condamne la politique monétaire suivie depuis 1919 qui « quelques puissent être ses autres justifications, n'a pas aidé l'industrie à conserver ou à recouvrer un très haut degré de prospérité ». « La manière, dit-il, dont la déflation a été opérée, a empêché et non favorisé la renaissance industrielle ». Toutefois le rapport estime qu'on ne peut attribuer toutes les difficultés, et même les principales, de l'industrie britannique à des causes monétaires. Il annonce, à ce sujet, la publication d'un rapport qui n'a pas encore paru.

*

* *

La transformation des conditions économiques mondiales qui ont amoindri la dépendance des pays les uns au regard des autres et qui ont rendu plus difficiles à l'industrie britannique le maintien des anciens marchés et la conquête de nouveaux débouchés, telle paraît être à la Conférence Mond-Turner la se-

(1) On peut citer en ce sens de nombreux auteurs : R. G. Hawtrey, J. M. Keynes, J. A. Bellerby notamment.

conde cause de chômage contre laquelle il convient de lutter.

La perte des marchés d'outre-mer pour les produits anglais s'explique par le blocus économique résultant de la guerre qui a privé les pays clients de l'Angleterre des moyens de communication qui les reliaient à elle. Ces pays se sont, soit adressés à des fournisseurs plus proches que l'Angleterre, soit mis à créer eux-mêmes les industries qui leur étaient nécessaires. Nous prendrons, par exemple, l'industrie cotonnière. Avant la guerre, la Grande-Bretagne fournissait pour une grande partie en cotonnades les marchés d'Extrême-Orient, d'Egypte, des Etats-Unis et d'Argentine. Depuis 1914, elle a eu à subir, notamment en Chine et dans les Indes Néerlandaises, la concurrence japonaise.

Voici le pourcentage des fournitures anglaises et autres sur certains marchés (1).

	Marché fourni par												
	Inde		Chine		Egypte		Inde		U. S. A.		Argentine		
	G. B.	Japon	G. B.	Japon	G. B.	Italie	Néerlandaise	G. B.	Hollande	G. B.	Japon	G. B.	Japon
							Japon						
1913	37	1	50	23	83	5	36	39	17	81	5	50	24
			(1924)										(1924)
1925	86	13	30	58	61	23	36	29	25	83	5	46	26

Non seulement la guerre favorisa la naissance et le développement à l'étranger d'industries pour lesquelles l'Angleterre n'avait pas, avant 1914, de concurrents sérieux, mais la politique monétaire

(1) Rapport du Prof. Daniels et de M. Jewhes à la « Manchester Statistical Society ».

qu'elle suivit, handicapa lès efforts qu'elle tenta en vue de se débarrasser de ses nouveaux rivaux. Malgré la qualité de ses produits, on leur en préféra, en effet, d'autres dont le prix de revient était sensiblement inférieur. C'est la raison pour laquelle les effets de la guerre eurent dans ce domaine un caractère persistant.

La politique protectionniste que suivirent après les hostilités la plupart des pays constitua également une gêne à la renaissance de l'industrie britannique. On sait que la guerre provoqua une recrudescence générale du protectionnisme. Les nouveaux pays, la Pologne, la Tchéco-Slovaquie, l'Autriche qu'aucune barrière douanière ne protégeait sont passés d'emblée à la limite extrême de la protection. Les vieux pays ont relevés leurs tarifs sous prétexte de les tenir à jour des fluctuations monétaires. En 1921, le gouvernement italien adopta un nouveau tarif nettement protectionniste (tarif Giolitti); en 1925, la Belgique renforça le sien, qu'elle dota d'une nomenclature très détaillée. En 1925, l'Allemagne remplaça son tarif de 1922 par un tarif encore plus protectionniste. Les Etats-Unis, de leur côté, renforcèrent leur protection (Bill Fordney). Quant à la Grande-Bretagne, elle avait été obligée, malgré ses tendances libérales, de suivre le mouvement; elle avait établi en 1915 les droits Mac-Kenna qui frappaient un certain nombre d'objets de luxe; ces droits, supprimés après la guerre, furent rétablis par le gouvernement conservateur qui fit voter en 1921 la loi sur la sauvegarde

de l'industrie. Cette loi établit des droit destinés à protéger les industries clefs. Ses dispositions ont été aggravées par une autre loi de décembre 1926 permettant aux industries non comprises dans la liste des industries clefs de demander à ce qu'elles fussent protégées par elles, dès l'instant qu'elles se trouveraient dans des conditions économiques défavorables dont le Board of Trade était laissé juge.

L'établissement et l'élévation de ces barrières douanières avaient paralysé le commerce britannique. Aussi, la Conférence Mond-Turner demandait-elle à ce que les résolutions adoptées par la Conférence internationale économique de Genève de 1927, et qui visaient, rappelons-le, à la suppression des prohibitions ou restrictions d'exportation, au retour à la clause de la nation la plus favorisée, à l'unification de la nomenclature douanière, à l'insertion dans les traités de commerce d'une clause d'arbitrage obligatoire, et à l'établissement des tarifs, fussent mises en application.

Un obstacle encore plus important au développement de l'économie anglaise a été, selon le rapport de la Conférence Mond-Turner, les difficultés qu'a rencontré la production à s'adapter aux conditions d'après la guerre. « Dans quelques branches d'industries, en Grande-Bretagne, dit-il notamment, ainsi qu'à l'étranger, l'on a compris la nature et la signification du progrès technique et économique dont notre génération est le témoin. Plusieurs autres nations se sont mises à l'œuvre avec une grande éner-

gie, et en utilisant complètement les connaissances administratives et scientifiques de leurs membres, en vue de réorganiser et de rééquiper leurs industries d'une façon moderne.

« Etant sensibles à l'importance de l'organisation rationnelle, de l'outillage et de la technique moderne et attentives à la poursuite des recherches industrielles, elles ont été souvent capables de perfectionner leurs industries de façon à pouvoir garder leur place et même gagner du terrain sur des marchés qui leur étaient ouverts. Le fait que des industries britanniques n'ont pas été capables de se tenir à jour du développement économique moderne est une des causes qui ont le plus contribué à la dépression d'après-guerre et au chômage. Celles qui ont été capables d'adopter des méthodes scientifiques de production et d'organisation sont les plus prospères dans ce pays ». Au rang de ces dernières, nous pouvons classer les industries électriques et chimiques. Elles constituent, à vrai dire, une exception parmi les industries anglaises. Lorsque nous avons étudié le rapport sur la rationalisation, nous avons eu l'occasion d'en voir un exemple à propos de l'industrie houillère.

*

* *

La troisième et dernière cause à laquelle la Conférence Mond-Turner attribue le chômage en Grande-Bretagne est la rationalisation. L'emploi des méthodes

nouvelles de production entraîne, on le sait, au moment de leur mise en œuvre, un chômage partiel des travailleurs. Aussi ceux-ci ont-ils, dans tous les pays, ainsi que nous l'avons vu, demandé à être admis à participer à l'élaboration des mesures destinées à les mettre d'une façon effective en application.

Cette troisième source de chômage n'a pas été, nous dit le rapport de la Conférence, très importante en raison des difficultés auxquelles se sont heurtés les efforts en vue de rationaliser l'industrie. « Il est malheureux, cependant pour ce pays, ajoute le rapport, que l'industrie d'une façon générale, et plus particulièrement quelques branches de l'industrie, aient été incapables, en partie en raison du temps, en partie en raison de considérations fondamentales en dehors de sa sphère de compétence, telles que le manque de facilité de crédit, d'appliquer la rationalisation avec une rapidité suffisante pour le progrès et la prospérité de la nation ». La Conférence prévoyant que la rationalisation entraînera fatalement avec elle des déplacements de travailleurs, demande à ce que des précautions soient prises afin d'en atténuer les conséquences. Il ne semble malheureusement pas que ses conseils aient été entendus, dans l'industrie cotonnière notamment. Les employeurs du Lancashire désireux d'introduire dans leurs usines des métiers automatiques, durent, faute de s'être mis au préalable d'accord avec les Trade-Unions, en vue d'atténuer le chômage susceptible de résulter d'une semblable mesure, renoncer à leur projet (février 1931).

après un lock-out qui immobilisa pendant près d'un mois plus de 250.000 ouvriers tisserands.

*

* *

Le rapport de la Conférence Mond-Turner ne mentionne pas parmi les causes du chômage, la hausse des salaires. Plusieurs auteurs ont crû cependant qu'il existait une relation entre la courbe du chômage et la courbe des salaires, Pigou notamment (1) M. Jacques Rueff aurait réussi à démontrer, si l'on se rangeait à leurs avis, cette loi fondamentale, que tout manque d'adoption des salaires à des prix en baisse, c'est-à-dire que toute hausse des salaires réels entraîne un chômage correspondant. M. André Siegfried explique ainsi que l'industrie n'ait pas profité du retour au gold standard. « Pour que l'industrie profitât de ce retour monétaire à la normale, lisons dans son dernier ouvrage (2) sur l'Angleterre, il eût fallu que les prix intérieurs, toutes les catégories de prix s'ajustassent spontanément et avec élasticité au relèvement monétaire; la livre montant, tous les prix devaient baisser corrélativement. Or, c'est justement ce qui ne n'est pas produit. La revalorisation de la livre a sans doute fait baisser l'indice des prix de gros de 100 en 1924 (veille du pair) à 71,7 durant le troisième trimestre de 1930 soit une différence de presque 30 %. Mais les prix, de détails et surtout les salaires, élé-

(1) *Economic Journal* 1927, p. 355-368. Dans ce sens voir également W. H. Beveridge : *Unemployment* (1930).

(2) *La crise Britannique au XX^e siècle*, p. 38.

ment essentiel du coût de revient industriel sont demeurés en quelque sorte accrochés à un autre niveau; pendant la même période la baisse des prix de détails n'a été que de 100 à 89,3 soit à peine 11 p. cent; quant aux salaires, ils ne se sont tassés que de 100 à 98,2, soit une réduction insignifiante de 1,8 % ».

Il semble cependant que cette opinion ne puisse être adoptée M. H. Clay a pu, en effet, montrer (1) que les industries qui souffraient le plus du chômage étaient celles qui avaient à lutter contre la concurrence étrangère, et dans lesquelles les salaires étaient précisément en raison de cette concurrence, les moins élevés. Voici d'ailleurs le tableau qu'il dresse à l'appui de sa démonstration :

INDUSTRIES	Pourcentage des salaires moyens par rapport à août 1914	Pourcentage des chômeurs (Grande-Bretagne et du Nord) au 26 septembre 1927
Total	170-175	9.3
Bâtiment	197	9.1
Charbon	152	13.1
Industries mécaniques.	149	10.0
Ouvriers qualifiés	182	
— non qualifiés.	182	
Constructions navales .	135	218
Ouvriers qualifiés	191	
— non qualifiés.	168-170	
Electricité	191	5.7
Fer et acier	120-170	
Coton	161	118.324

(1) The Problem of Industrial Relations (1929), p. 108.

INDUSTRIES	Pourcentage des salaires moyens par rapport à août 1914	Pourcentage des chômeurs (Grande-Bretagne et du Nord) au 26 septembre 1927
Lime	180-190	9.3
Bonneterie	158 1/2	6.2
Chaussures	200	5.7
Chemins de fer	200-245	8.2
Docks	190-240	4.6
Imprimerie	207	22.1
Ameublement	184	4.3
Boulangerie	214	4.5
Poterie	151-160 1/4	12.3
Industries chimiques ..	215-215	6.2

Il semble donc que c'est à juste titre que la Conférence Mond-Turner n'ait pas fait état de la hausse des salaires réels comme cause du chômage.

SECTION II.

LES REMÈDES.

Après avoir indiqué les causes du chômage, le rapport de la Conférence Mond-Turner indique les remèdes qu'il convient de lui apporter.

Il estime que ceux que l'on a jusqu'ici employés, assurance contre le chômage, crédits à l'exportation, facilités données au commerce, constructions de routes, plantations d'arbres, mise à exécution sans

délai des contrats gouvernementaux et autres contrats publics, ne sont que des expédients. L'assurance-chômage, ainsi que l'assistance donnée aux chômeurs, grâce aux subsides des Unions, et ceux octroyés, en vertu de la loi sur les Pauvres, ne constituent pas par elles-mêmes, un remède. Elles visent seulement à atténuer des maux résultant du manque à gagner des travailleurs sans emploi.

La Conférence Mond-Turner divise en deux catégories les mesures de nature, selon elle, à remédier au chômage : celles susceptibles d'application immédiate et celles qui, s'attaquant à la racine même du mal, ne peuvent être réalisées que postérieurement.

A. *Mesures immédiates.*

Ces mesures comprennent l'octroi de facilités au commerce, la constitution d'un fonds de développement, l'institution d'un régime de pensions au profit des vieux travailleurs, l'élévation de l'âge de scolarité, l'émigration; et des dispositions spéciales pour l'agriculture et les mines.

I. *Facilités à l'industrie.* — En premier lieu le rapport insiste sur la nécessité d'améliorer progressivement l'organisation et la technique de certaines industries, en particulier celles des industries charbonnières, métallurgiques et de constructions navales. Il constate que les efforts tentés en ce sens se sont heurtés généralement à des difficultés d'ordre financier.

« Les entreprises, dit le rapport, souffrent actuellement des mauvaises conditions économiques. Elles

sont lourdement endettées envers des banques qui ne sont pas disposées à leur accorder indéfiniment du crédit; le public répugne également à leur consentir des prêts; car elles sont déficitaires et ne donnent aucun profit, ou si elles en rapportent, celui-ci est complètement absorbé par les mesures destinées à les réorganiser ». L'industrie cotonnière fournit un excellent exemple à cet égard. Au lendemain de la guerre, l'industrie du Lancashire connut une grande ère de prospérité. Les maîtres filateurs réévaluèrent leur usine en fonction du coût de remplacement de leur outillage, coût qui était extrêmement élevé à cette époque. Cette réévaluation se traduisit sur le marché financier par des augmentations de capital. Cette surcapitalisation grève aujourd'hui encore l'industrie qui est obligée de faire face aux intérêts d'une dette obligatoire considérable. Le dividende moyen payé par les filatures non recapitalisées était en 1926 de 9,5 % tandis que celui payé par les filatures recapitalisées n'était que de 2 % (1). On conçoit les hésitations du public et des banques à investir, dans ces conditions, des capitaux dans des entreprises dont le revenu s'avérait si peu rémunérateur.

La Conférence Mond-Turner préconise l'intervention du gouvernement dans la rationalisation de l'industrie, afin de redonner confiance aux capitaux.

Il semble que ses suggestions aient été écoutées. En Avril 1929 a été créée en effet la « Banker's Industrial Development Company » ou banque de développe-

(1) Tattersall's Cotton Trade Review, 1926.

ment industriel. Cette banque n'a qu'un capital de 6 millions de livres sterling. Ce capital est divisé en 45 parts « A » et 50 parts « B », les parts « A » étant souscrites par les banques anglaises et les institutions financières de premier ordre, les parts « B » l'étant par un organisme, le « Security Management Trust ldt » qu'a créé spécialement à cet effet la Banque d'Angleterre. Les directeurs de cet établissement sont les directeurs des principales institutions bancaires (M. Montagu Norman, directeur de la Banque d'Angleterre notamment). Le rôle de la banque est d'engager les institutions de crédit à subventionner les plans de rationalisation de l'industrie, que ses directeurs ont au préalable examinés et approuvés (ce qu'elle ne peut faire elle-même en raison de l'insuffisance de ses capitaux). Depuis 1929 la Banque de Développement Industriel a pris une part active à la reconstruction de l'industrie cotonnière du Lancashire. Son action a été critiquée (V. *The Economist*, 27 septembre 1929) en tant qu'elle tendait à favoriser la fusion des petites entreprises au lieu d'aider les grandes à se rationaliser, seules susceptibles d'être rémunératrices; il semble cependant que cette action ait été assez heureuse.

II. Fonds de développement. — La Conférence Mond-Turner fait figurer, parmi les remèdes susceptibles de guérir l'Angleterre du chômage, la création d'un fonds de développement. Un tel fonds existait en Grande-Bretagne depuis 1906. Aussi ne s'agit-il pas à proprement parler d'une création. Ce qui a

incité les membres de la Conférence à demander l'extension de ce fonds, c'est la vieille idée classique que l'état doit lutter contre le chômage, en mettant à exécution un programme de travaux publics. Cette idée reprise aux Etats-Unis l'a été en France dernièrement, à l'occasion de la crise économique, par le ministère Tardieu, sous la forme d'un programme d'outillage national. C'est également ce remède contre le chômage qu'a préconisé M. Lloyd George dans deux brochures « *We can conquer Unemployment* » (1929) et « *How to tackle Unemployment* » (1930). « Nous pouvons triompher du chômage » et « Comment se débarrasser du chômage » et que le Parti Libéral a adopté comme panacée universelle. Le gouvernement travailliste ne s'est rallié à ce remède que partiellement. Il semblerait qu'il ait eu raison. L'exécution d'un programme de travaux publics ne peut pallier aux effets du chômage que lorsque les travaux envisagés présentent une utilité économique certaine ou que s'ils sont payés grâce aux économies réalisées pendant les années de prospérité. Or, il y a bien longtemps que les réserves ainsi faites se sont évanouies, et l'Angleterre semble dotée d'un outillage national (routes, chemins de fer, canaux) suffisant pour ses besoins.

III. Pensions. — Le chômage résulte de l'impossibilité du marché du travail de satisfaire les demandes d'emploi. Il convient donc d'essayer de restreindre le nombre de ces demandes. A cette fin, la Conférence préconise la constitution d'un régime de

pensions au profit des vieux travailleurs et l'élévation de l'âge de scolarité. De semblables mesures devaient avoir pour effet d'éliminer du marché de la main-d'œuvre un grand nombre de travailleurs, soit trop jeunes, soit trop âgés.

« Rien n'est plus certain, dit le Rapport, que pour accélérer la production industrielle, il faille des forces jeunes et vigoureuses et que, pour arriver à un développement technique avancé, le travail des jeunes ouvriers, qui se prêtent mieux aux conditions nouvelles, peut donner de meilleurs résultats. Cependant, il est incontestable que la connaissance pratique et la sûreté des vieux travailleurs ont une valeur en elles-mêmes. Personne ne voudrait infliger de peine aux vétérans du travail, mais si en leur octroyant des pensions plus fortes que celles qu'ils reçoivent en vertu de l'Assurance sur la vieillesse, on pouvait les inciter, lorsqu'ils ont atteint l'âge de 65 ans, à prendre un repos bien mérité, qui fut de nature à permettre aux hommes dans la force de l'âge de les remplacer, l'on augmenterait sensiblement la productivité industrielle et l'on diminuerait le nombre de ceux qui s'inscrivent aujourd'hui sur les registres du chômage. »

La Conférence Mond-Turner demande, en conséquence, que l'assurance-maladie et l'assurance-chômage soient modifiées de telle sorte que si une partie des classes laborieuses doit recevoir des subsides, en raison du chômage, ce soit plutôt celle constituée par les vieux éléments de la nation que celle formée par

ses jeunes cadres. Elle presse, en conséquence, le gouvernement d'établir un fonds commun comprenant les fonds de l'assurance-chômage, de l'assurance-maladie et de l'assurance-vieillesse et celui correspondant aux lois sur les pauvres. Elle espère montrer, d'après une enquête actuarielle actuellement en cours, qu'aucune dépense ne résulterait de l'octroi de pensions adéquates aux travailleurs âgés de 65 ans. Elle estime à 340.000 le nombre des pensionnés susceptibles de recevoir ainsi une pension leur permettant de vivre et de se retirer de l'industrie.

IV. Elévation de l'âge de scolarité. — Le second moyen recommandé par la Conférence pour diminuer le nombre des personnes en quête d'emploi est d'élever l'âge auquel les enfants doivent quitter l'école et, par voie de conséquence, celui auquel ils peuvent entrer dans l'industrie. Cette mesure permettrait de retirer du marché du travail un nombre considérable de jeunes gens, 500.000, si la durée de scolarité était prolongée de 14 à 15 ans.

Elle aurait en outre pour avantage de renforcer l'éducation de la masse, qui n'est pas indifférente au développement industriel moderne. Les gens sans instruction sont ceux qui produisent le moins, affirme le rapport. Sans doute du fait de la guerre le nombre des personnes qui entreront dans l'industrie dans les années qui vont venir est-il appelé à diminuer, ainsi que le prouve les indices de natalité, mais cette diminution ne sera pas extrêmement sensible. D'où le remède proposé.

A notre avis, la prolongation de la scolarité présente d'immenses avantages. Cependant s'imaginer, comme le fait la Conférence Mond-Turner, que cette mesure réduirait le montant des dépenses incombant aux finances publiques c'est se leurrer. Son seul effet peut être de transférer des fonds de chômage à ceux du Ministère de l'Instruction publique une partie de celles qui lui incombent. On ne peut, en effet, mettre à la charge d'une classe ouvrière qui souffre du chômage les frais nécessaires à l'instruction de ses enfants. Seul l'Etat est capable d'y faire face.

Le gouvernement travailliste, s'inspirant du rapport de la Conférence, avait déposé à la Chambre des Communes un projet de loi portant de 14 à 15 ans la limite d'âge de l'instruction primaire. Il a été obligé de le retirer, et son Ministre de l'Instruction Publique, Sir Charles Treweylan, de démissionner, à la suite d'un vote de la Chambre des Communes tendant à faire bénéficier les parents envoyant leurs enfants dans les écoles professionnelles des allocations prévues par le projet de loi.

V. Emigration. — L'Angleterre ne nourrissant pas sa population, une solution se présente d'elle-même, c'est que les individus qui n'arrivent pas à vivre sur son sol émigrent vers des contrées où ils pourront gagner leur pain. Les Dominions, en raison de leurs nombreuses attaches avec la Grande-Bretagne, paraissent devoir être naturellement les pays où doivent se diriger les émigrants. Ces transports de population se heurtent à de nombreuses difficultés : la répu-

gnance des Anglais même pauvres à émigrer, le coût des transports, et la fermeture des pays d'immigration.

La Conférence constate que les allocations attribuées aux émigrants depuis la guerre ont été tout à fait insuffisantes. La Grande-Bretagne, estime-t-elle, devrait tirer les fonds nécessaires à l'émigration d'emprunts et non de ses revenus; ces fonds devraient être placés sous le contrôle d'un comité présidé par un Ministre et il devrait exister des comités analogues dans les Dominions. Afin que la métropole s'entende avec ceux-ci, un comité mixte où entreraient leurs représentants et ceux du gouvernement de Londres devrait être créé. La conférence préconise, enfin, l'intervention d'accords avec les Dominions, afin de soustraire les nouveaux émigrants au sentiment d'isolement et la distribution, à leur profit, d'avances destinées à faire face à leurs frais d'installation. Elle demande notamment à ce que les sommes qu'ils ont versées au titre des Assurances sociales en Angleterre leur soient remboursées comme prime à l'émigration à leur départ.

Les conseils de la Conférence Mond-Turner ont été suivis. Un « Industrial Transference Board » a été créé en 1929. Cet organisme s'occupe de la distribution des avances consenties aux ouvriers pour subvenir à leurs frais de déplacement, leur accorde des subsides et leur consent des prêts; il a établi des ateliers d'apprentissage où les recrues s'initient à leur nouveau métier; il veille à leur installation dans les pays d'immigration.

Il semble cependant que les efforts tentés en ce sens aient échoué. Nous avons déjà parlé de la répugnance des Anglais à émigrer. Ceux qui seraient le plus susceptibles de le faire seraient des ouvriers des bassins miniers et de l'industrie textile, dont la situation est misérable. Malheureusement, ce dont ont besoin les Dominions, ce sont des agriculteurs, et non des ouvriers. Ceux-ci ne sont pas aptes à remplir les fonctions qui leur sont assignées. L'expérience Canadienne a été concluante sur ce point. D'ailleurs, depuis quelques années, les pays d'immigration se ferment de plus en plus : désireux de maintenir le *standard of living* de leurs populations, ils ont adopté la politique qu'ont inauguré, en cette matière, les Etats-Unis, et ont dressé sur leurs frontières de véritables barrières à l'immigration étrangère.

VI. Agriculture. — En raison de l'importance de l'agriculture en Grande-Bretagne, la Conférence suggère que l'on recherche les moyens d'établir un contact plus étroit entre l'Agriculture et l'Industrie par l'intermédiaire de leurs corps représentatifs, et, à cet effet, elle préconise l'institution d'un Comité permanent dont les syndicats de travailleurs feraient partie, comme il en existe en Allemagne. La répartition de la population anglaise dans l'industrie et l'agriculture a été, on le sait, déterminée par la révolution industrielle au XVIII^e siècle (1). A cette époque, les campagnes se sont vidées au profit des villes; de grands latifundia se sont créés et les pâturages ont succédé

(1) V. MANTOUX. La Révolution Industrielle au XVIII^e siècle.

aux cultures. L'Angleterre ayant actuellement un excès de population industrielle, elle devrait, semble-t-il, diriger l'excédent de sa classe ouvrière vers l'agriculture. Cette réforme se heurte, cependant, à la répugnance des ouvriers à devenir agriculteurs (ce qui explique leurs hésitations à partir pour les Dominions) et à la nécessité qu'elle entraînerait de procéder à un remaniement de la propriété foncière.

VII. Mines. — La gravité du chômage dans les districts miniers mérite, selon la Conférence, d'être étudiée spécialement. On ne peut appliquer à l'industrie houillère des mesures que si l'on se propose d'en prendre pour l'industrie en général. Certains districts étant incapables de nourrir leur population, le gouvernement doit se préoccuper d'en transférer l'excédent dans les districts capables de les employer.

B. Mesures ultérieures.

Afin de résoudre la crise du chômage, la Conférence suggère un certain nombre de remèdes, qui, en raison de leur gravité et de leur importance, sont susceptibles de s'attaquer à la cause même du mal et de le faire disparaître, mais qui ne peuvent être, en raison même de leur vertu, appliqués immédiatement. Ces remèdes concernent la politique monétaire, la réorganisation de l'industrie, le chômage résultant de sa rationalisation, et la constitution d'un fonds de réserve pour le Travail.

I. Politique monétaire. — Le rapport de la Conférence renvoie ici au Mémorandum sur « la réserve

d'or et ses rapports avec l'industrie » que nous avons déjà examiné. Il se contente de rappeler que la politique bancaire que devraient suivre la Trésorerie et la Banque d'Angleterre à l'avenir devra être dictée par des considérations auxquelles les intérêts de l'industrie ne devront pas être étrangers. Il presse enfin la Banque d'Angleterre de mettre en application les recommandations de la Conférence de Gênes de 1922, ce qui implique l'adoption d'une politique financière internationale.

II. Réorganisation de l'Industrie. — L'adoption d'un plan de développement des industries, l'organisation rationnelle de celles-ci en larges unités, le remplacement de l'outillage existant par un outillage moderne auraient, selon la Conférence, placé les industries de base de l'Angleterre, qui subissent actuellement une dépression, dans une position incomparablement plus forte pour lutter contre les nouvelles conditions économiques. Non seulement la rationalisation, mais la politique financière et d'autres facteurs, ont contribué à la prospérité des autres pays.

Cependant la Conférence estime que quelque soit la politique monétaire suivie dans l'avenir par le gouvernement et les mesures prises par lui, la rationalisation, telle que la définit le rapport que nous avons analysé, est essentielle. Sans elle, il serait impossible en effet, que la Grande-Bretagne améliore d'une façon continue sa situation ou élève d'une manière appréciable le niveau de vie de sa population. En ra-

tionalisant, au contraire, tout en sauvegardant les droits des travailleurs, elle peut, si elle suit une politique sensée, atteindre un degré de prospérité qu'elle n'a jamais connu dans le passé.

A propos du rapport sur la rationalisation, nous avons précisé ce qu'entendaient par elle les membres de la Confédération et comment ils envisageaient sa mise en application.

III. Chômage imputable à la rationalisation. — L'application des mesures de rationalisation entraîne fatalement avec elle le licenciement d'un certain nombre d'ouvriers. Le chômage qui en résulte n'a pas été jusqu'ici très important en Grande-Bretagne, en raison de l'absence de rationalisation de l'industrie. La Conférence qui proteste contre cet état de choses et qui demande à ce qu'on y remédie, émet le vœu que des mesures spéciales soient prises afin que les mesures de rationalisation qui seront inévitablement adoptées dans l'avenir n'aient pour effet d'accroître le chômage.

IV. Fonds de réserve pour le Travail. — Comme dernier remède contre le chômage, la Conférence préconise la constitution d'un fonds de réserve pour le travail. Elle recommande aux industriels d'économiser, pendant les périodes de prospérité, des fonds, que devront administrer des personnes indépendantes, et destinées à permettre le renouvellement et la modernisation de l'outillage industriel, ainsi que l'octroi aux membres de la classe ouvrière qui se trouveraient sans travail, par suite de l'application des méthodes

de rationalisation, de subsides pour les aider à supporter la perte temporaire de leur emploi.

La constitution d'un semblable fonds de réserve pour le travail ne peut être naturellement envisagée que pendant la période de prospérité industrielle. Les travailleurs ne doivent, en aucun cas, souffrir de la rationalisation; des efforts doivent être faits pour leur trouver des emplois analogues à ceux qu'ils occupent où pour les transférer dans une partie de l'usine qui les emploie et où ils pourront conserver une place.

La question de la surcapitalisation des entreprises a été, nous dit le rapport, envisagée par la Conférence, mais aucune solution ne lui a été donnée. Il est cependant certain que la politique de la surcapitalisation a entraîné de lourdes charges financières pour l'industrie anglaise; nous en avons vu un exemple à propos de l'industrie cotonnière. La constitution d'un fonds de réserve pour le travail lui est entièrement préférable. Elle l'est de même, à l'exécution d'un programme de travaux publics; elle suppose, en effet, qu'un prélèvement a été opéré, pendant des années de prospérité, sur les bénéfices des entreprises en vue de parer aux effets d'une crise économique éventuelle.

CHAPITRE III.

**Le memorandum de la Fédération
des Industries Britanniques
et du Conseil Général des Trade-Unions
sur les relations économiques de l'Angleterre
et de ses Dominions.**

Nous avons vu comment la Conférence Mond-Turner avait pris fin et fait place à une organisation nouvelle, comportant l'institution de conférences auxquelles devaient participer les représentants des Congrès des Trade-Unions, et, selon la nature des problèmes étudiés, ceux de la Confédération Nationale des Employeurs ou ceux de la Fédération des Industries Britanniques. Jusqu'à présent, un seul rapport a été adopté selon cette procédure. Ce rapport constitue un mémorandum sur les relations économiques de l'Angleterre et de ses Dominions. Il a été présenté au Premier Ministre par la Fédération des Industries Britanniques et le Conseil Général des Trade-Unions le 24 septembre 1930, c'est-à-dire à la veille de la Conférence Impériale qui s'est tenue à Londres l'an dernier. L'étude de ce mémorandum est d'autant plus intéressante qu'elle permet de constater les pro-

grès qu'a fait parmi les classes dirigeantes et des classes ouvrières le protectionnisme en Angleterre au cours de ces dernières années.

La Grande-Bretagne s'était faite, au XIX^e siècle, le champion des théories libre-échangistes, dont Cobden et l'école de Manchester avaient été les apôtres. Sans doute le règne de Joseph Chamberlain (1899-1906) avait-il marqué un recul de ces théories; mais ce recul n'avait été que passager et les élections de 1906 avaient balayé vigoureusement le nouveau protectionnisme. La guerre et l'après-guerre devaient en amener la résurrection. Mais cette résurrection ne s'est opérée que lentement et sous la pression des faits économiques. Voici les termes selon lesquels M. André Siegfried en a décrit les étapes (1) : « Le protectionnisme a pénétré dans la structure britannique à la manière d'une infiltration. En 1914 le libre-échange était encore intact. Le vote même en 1915 des fameux droits Mac Kenna sur les automobiles et les cycles, les instruments de musique, les montres, les films de cinéma — première atteinte sérieuse à ce passé douanier — n'avait pas pour but de protéger ces industries contre la concurrence extérieure, mais seulement de soulager la marine marchande surmenée et de défendre la livre sterling contre la menace d'une balance commerciale anormalement déficitaire. Cependant ces droits ont joué comme un tarif protecteur, et, bien que simple mesure de guerre, ils ont duré. Si la défense instaurée

(1) *La Crise Britannique au XX^e siècle*, p. 138-139.

en 1924 contre le dumping et la concurrence des pays à change déprécié n'a pas été de même maintenue, c'est surtout à cause des difficultés techniques de l'application, mais la protection des industries clés, établie la même année, conformément à une doctrine de guerre, est devenue une des caractéristiques de la politique douanière anglaise; le Dyestuff Act, voté en 1921 également pour une période de dix années et renouvelé pour un an en 1931 a favorisé, pendant cette période, l'industrie des teintures et des colorants d'une prohibition totale; quant au droit sur la soie brute (1925), il constitue une protection de fait pour la soie artificielle; tandis que celui sur l'hydro-carbone, équivalait à une protection analogue pour le benzol synthétique produit en Angleterre ». Indépendamment de ces mesures, il faut citer la procédure de sauvegarde qui a été instituée en 1921, suspendue en 1924 et rétablie en 1925, et qui permet de frapper, à la demande des intéressés, d'un droit temporaire mais renouvelable de 33 % les articles susceptibles de concurrencer les industries-clés, et le Merchandise Work Act de 1926 en vertu duquel certains articles étrangers peuvent subir, à leur entrée en Angleterre ou chez le détaillant, l'imposition d'une marque d'origine.

L'adoption de ces diverses lois a été accompagnée d'un revirement complet des esprits en matière de politique commerciale. En présence de la crise économique le protectionnisme est apparu à beaucoup comme une planche de salut. L'on s'est, à cet effet,

tourné non pas vers l'Europe qui sortait affaiblie de la guerre, mais vers les Dominions dont les productions paraissaient complémentaires de l'activité économique de la métropole. L'idée de former avec eux un bloc économique dont la création serait facilitée par la communauté des liens du sang de leurs membres, la parenté de leur culture et l'identité de leur langage, a fait des progrès notables.

Nous allons examiner les principales manifestations auxquelles elle a donné naissance, avant la Conférence Impériale de 1930, tout d'abord au sein du patronat puis dans les rangs unionistes. Nous étudierons ensuite le memorandum qui a été présenté par la Fédération des Industries Britanniques et le Conseil Général des Trade-Unions au Premier Ministre sur la question et dans quelle mesure la Conférence Impériale a répondu aux désirs qui y étaient exprimés.

SECTION I.

L'ATTITUDE DU PATRONAT BRITANNIQUE A L'ÉGARD DE LA PRÉFÉRENCE IMPÉRIALE.

Les classes dirigeantes sont, en Angleterre, généralement favorables à l'institution d'un régime de préférence impériale. Trois manifestations récentes nous en apportent le témoignage : le manifeste des banquiers du 4 juillet 1930, le référendum de la Chambre

de Commerce de Manchester et celui de la Fédération des Industries Britanniques qui eurent lieu respectivement en juillet et en octobre de la même année.

Le Manifeste des Banquiers est une résolution préconisant l'établissement du libre-échange à travers l'Empire, qui a été adoptée à Londres par quatorze personnes au nombre desquelles figurent dix des quarante-trois banquiers groupés par l'Industrial Development Company, notamment les représentants des « big five », la Banque d'Angleterre, la Midland Bank (1), la National Provincial Bank, la Westminster Bank et la Baring Bank. Ses auteurs s'expriment ainsi :

« Nous estimons que l'adoption de mesures destinées à protéger le commerce impérial, afin d'assurer des débouchés aux produits britanniques et d'étendre leurs marchés à l'intérieur comme à l'extérieur, est urgente. Une expérience cruelle a appris à la Grande-Bretagne que les espoirs mis dans le retrait des barrières douanières européennes, il y a quatre ans, avaient été déçus.

« Les restrictions au développement de son commerce se sont accrues tandis que s'augmentait la vente des produits étrangers sur les marchés britanniques. Bien que nous conservions l'espoir de voir s'étendre le libre-échange à travers le monde, nous croyons que des mesures immédiates nécessaires pour

(1) Le représentant de cette banque était son président M. Mac Kenna, l'auteur des droits de douane célèbres qui portent son nom.

assurer et étendre les débouchés des produits britanniques consistent dans l'adoption d'accords de commerce réciproques entre les nations constituant l'Empire Britannique. A cette fin, la Grande-Bretagne doit conserver son marché ouvert à tous les produits de l'Empire et se tenir prête à mettre des droits de douane sur tous les produits étrangers ».

Ce manifeste eut un effet décisif sur la masse des conservateurs hésitants (1). Beaucoup d'entre eux n'avaient pas encore adhéré à la campagne tapageuse que faisaient dans le pays lord Beaverbrock et lord Rothermere en faveur de l'Empire Free Trade, et dont lord Melchett s'était fait un vigoureux apôtre. A la suite de sa publication, M. Baldwin qui s'était montré jusque là hostile au principe de la taxation des denrées alimentaires en provenance de l'étranger déclara formellement l'accepter. On sait, cependant, qu'il devait être accusé plus tard de la défendre mollement et être en butte aux très vives attaques des membres mêmes de son parti.

(1) Nous devons signaler, pour être impartial, qu'un memorandum en faveur du libre-échange fut publié en réponse au manifeste des banquiers quelques jours après sa parution. Ce document signé par de nombreux hommes politiques, économistes et banquiers, parmi lesquels on doit citer lord Grey, Mr Walter Runciman et Sir Charles Addis, rappelle que les auteurs du manifeste en faveur du protectionnisme s'étaient prononcés en 1926 pour l'abaissement universel des tarifs douaniers et l'extension du libre échange. Il déclare insuffisantes les idées mises en avant pour expliquer cette volte-face et il dément l'assertion que les barrières douanières montent partout. Cette divergence de vues entre les banquiers s'explique en partie par le fait que certaines banques sont chargées d'obligations industrielles anglaises dont la valeur a été atteinte par la dépression, tandis que d'autres sont attachées à des industries plus florissantes.

*

* *

La Chambre de Commerce de Manchester, ayant des doutes sur la politique fiscale qu'entendaient suivre ses membres, leur envoya au mois de mai 1930 le questionnaire suivant :

1° Etes-vous en faveur de la politique généralement désignée sous le nom de libre-échange ?

2° Etes-vous en faveur d'une politique consistant à imposer des droits protecteurs, habituellement désignée sous le nom de sauvegarde ?

3° Etes-vous en faveur d'un tarif protecteur général sur les importations, y compris les matières premières et les denrées alimentaires ?

4° Etes-vous en faveur d'un tarif protecteur général sur les importations, les matières premières exceptées ?

5° Etes-vous en faveur d'un tarif protecteur général sur les importations, les denrées alimentaires exceptées ?

6° Etes-vous en faveur d'un tarif protecteur général sur les importations, les matières premières et les denrées alimentaires exceptées ?

Il était convenu que répondre affirmativement à la première question rendrait inutile toute réponse au reste du questionnaire et que répondre affirmativement à la seconde impliquerait que l'on était hostile au libre-échange, tel qu'on l'entend aujourd'hui, c'est-à-dire au libre-échange à travers l'Empire.

Le résultat du vote fut connu le 31 mai; le nom-

bre des membres de la Chambre de Commerce est de 4.000. Il y eut 2.343 votants et 38 bulletins nuls. Les réponses affirmatives se répartirent ainsi :

A la question N° 1	.....	607	voix
—	— 2	.....	986 —
—	— 3	.....	232 —
—	— 4	.....	196 —
—	— 5	.....	27 —
—	— 6	.....	296 —

c'est-à-dire que 1736 voix se prononcèrent en faveur d'une forme quelconque de protection, et 607 seulement en faveur du libre échange. Sans doute y eut-il environ 1.600 abstentions, mais beaucoup d'entre elles s'expliquent par le caractère ambigu du questionnaire. Le triomphe des protectionnistes n'en est pas moins incontestable, puisque leurs voix représentent les trois quarts de celles qui ont été exprimées. Il est d'autant plus significatif que Manchester est la mère-patrie des théories libre-échangistes (1).

*

* *

La dernière manifestation patronale à laquelle nous avons fait allusion est le referendum auquel la Fédération des Industries Britanniques a procédé parmi ses membres, quelques mois plus tard, en octobre, sur la question du Commerce Impérial. Ce referendum a

(1) Les Chambres de Commerce de Leeds, de Liverpool et de Bradford ont organisé des consultations semblables à celle de la Chambre de Manchester, et ces consultations ont donné sensiblement les mêmes résultats.

été organisé par un comité spécial constitué à cet effet, et composé du président actuel, Sir Jones Lightow, et des anciens présidents de la Fédération. Il avait pour objet de permettre aux membres de ce groupement d'exprimer leur opinion sur les mérites relatifs du Libre-échange, de la Protection et de la Préférence Impériale. 72 % des membres répondirent. L'analyse du vote montre que :

- a) 3,9 % seulement d'entre eux étaient partisans de maintenir le système fiscal de libre-échange actuel;
- b) 96,1 % étaient en faveur d'un changement;
- c) aucune industrie n'était favorable dans sa majorité au maintien du régime actuel.

A la suite de ce vote, le Grand Conseil de la Fédération prit un certain nombre de résolutions préconisant l'établissement d'un régime fiscal préférentiel et déniaient tout caractère politique à cette recommandation.

Depuis longtemps, les dirigeants de la Fédération avaient affirmé leurs sympathies pour le protectionnisme. Le référendum qu'ils avaient institué ne faisait que confirmer leurs vues. Mais le caractère massif de la majorité qu'il avait permis de se dégager lui conférait une valeur particulière.

SECTION II.

LE MEMORANDUM DU COMITÉ ECONOMIQUE DU CONSEIL GÉNÉRAL DES TRADE-UNIONS SUR LA CONFÉRENCE IMPÉRIALE ET LES GROUPES ECONOMIQUES ET LES DÉBATS DU CONGRÈS DE NOTTINGHAM.

Quelques mois avant l'ouverture de la Conférence Impériale, le Conseil Général des Trade-Unions avait demandé à son Comité Economique d'étudier le problème des relations commerciales de l'Angleterre. A la suite de cette requête le Comité Economique remit au Conseil Général un rapport que ce dernier adopta et décida de soumettre aux fins d'approbation au Congrès annuel des Trade-Unions qui devait se tenir cette année-là à Nottingham.

Le rapport du Comité Economique du Congrès Général des Trade-Unions est un document remarquable non seulement par sa valeur mais par son originalité. Il marque, en effet, un changement complet des idées trade-unionistes en matière de politique commerciale. Alors que les Unions s'étaient jusqu'à ces dernières années montrées favorables au libre-échange, il affiche des tendances nettement protectionnistes.

Ses auteurs reconnaissent tout d'abord l'existence de groupes économiques naturels (par exemple ceux formés par les états européens ou les membres de la Commonwealth britannique). Ils estiment que ces

groupes ne sont pas antagonistes et qu'il serait possible à un état d'entrer dans la composition de l'un d'eux, tout en s'alliant à un état appartenant à un autre. Par groupes économiques, ils entendent simplement, en effet, les groupements de nations ayant l'habitude de conclure des traités de commerce ou de tenir des conférences internationales. Ils opposent leur définition à celle des avocats habituels des groupes économiques. Selon la définition donnée par ces derniers, les groupes seraient constitués par les nations s'alliant entre elles de façon à maintenir autant que possible un équilibre entre les matières premières et les denrées alimentaires des unes et les produits manufacturés des autres, nations qui observeraient des principes libre-échangistes à l'intérieur du groupe et qui seraient protectionnistes à l'extérieur. Ils reconnaissent cependant, qu'il est impossible actuellement, — que l'on se place au point de vue de l'approvisionnement en matières premières, ou à celui de la recherche des débouchés, — d'appartenir à plus d'un groupe économique. La politique qui consisterait à rester isolé n'étant plus praticable, et l'unité économique mondiale constituant un idéal irréalisable pour le moment, la Grande-Bretagne doit faire partie de l'un de ces groupes. Les membres du Comité Économique comparent les facteurs qui militent en faveur de son adhésion au bloc européen, à la Commonwealth britannique et au bloc anglo-américain, et ceux qui s'opposent à ce qu'elle fasse partie de l'un ou l'autre d'entre eux. Ils concluent que l'Angleterre

doit adhérer à la Commonwealth britannique. Voici les raisons qu'ils donnent à l'appui de leur opinion.

La constitution d'un bloc européen serait facilitée par la proximité géographique de ses membres, leur commun héritage d'une situation née de la guerre, et leur crainte commune de l'expansion économique de l'Amérique, elle serait encouragée par l'expérience de la Société des Nations et des autres corps internationaux. Mais la diversité des races et des langues de ses membres, le fait que la plupart des nations qui en feraient partie sont industrielles et ne peuvent se suffire à elles-mêmes, l'opposition par suite de leurs intérêts, rendent sa création impossible. La formation d'un bloc anglo-américain bien que favorisée par la communauté des langues et des races de ses membres, se heurterait à l'opposition de leurs intérêts économiques, à la trop grande distance qui les sépare, à l'idée selon laquelle les Etats-Unis se suffisent à eux-mêmes ou font partie d'une union pan-américaine. Sans doute la séparation géographique des territoires formant la Commonwealth britannique rend-elle son existence difficile, encore que ce soit là un obstacle qui tende à disparaître, mais ce bloc a surtout pour lui qu'il existe à l'état embryonnaire, que les liens sentimentaux qui unissent ses membres comptent dans le domaine des relations économiques, que le groupe se suffit presque à lui-même, qu'on y parle la même langue, qu'il y a de nombreux mouvements de population possibles à son intérieur, que les tarifs douaniers en vigueur, comportent enfin des discrimi-

nations s'appliquant aux Dominions et aux Colonies. Si donc, estime le Comité Economique du Conseil Général des Trade-Unions, la politique qui consiste à former des groupès économiques doit être poursuivie par les nations, le groupe auquel il conviendrait que la Grande-Bretagne adhère serait celui constitué par le Commonwealth britannique, ce qui ne voudrait pas signifier qu'elle devrait pour cela abandonner la Société des Nations, dont l'action a besoin d'être, au contraire, fortifiée, et dont l'objet n'est pas contradictoire avec celui qu'aurait le groupe envisagé.

Le Comité Economique préconise, comme première étape de la formation de la Commonwealth, la tenue tous les trois ou quatre ans de Conférences économiques auxquelles participeraient les représentants de l'Angleterre, de ses Dominions et de ses colonies. Ces représentants seraient nommés par les gouvernements intéressés selon la procédure qui a été adoptée par la Conférence Economique Internationale de 1927, c'est-à-dire qu'ils comprendraient des représentants officiels des gouvernements, des représentants de l'industrie (employeurs et ouvriers), du commerce, des finances, de la marine et de l'agriculture. Les conférences qui auraient lieu ainsi élaboreraient, indépendamment des parties, la politique économique de la Commonwealth. Un secrétariat économique inter-impérial serait, à cet effet, créé sur le modèle de l'organisation économique de la Société des Nations. Ce secrétariat ferait procéder à des enquêtes par des experts nommés par le gouvernement

et payés par l'organisation commune. Il établirait le programme des Conférences économiques et se tiendrait en contact avec le Comité Economique Impérial actuel.

A la demande du Conseil Général, le Comité Economique précisa, dans un appendice au rapport adopté, les considérations dont il s'était inspiré. Il se défendit dans ce document d'avoir été influencé par la campagne menée dans le pays en faveur de l'« Empire Free Trade ». Il expliqua qu'il avait rédigé son rapport à la lumière des événements récents suivants : l'action du Conseil Economique de la Société des Nations, l'adoption par le Comité Exécutif de la Fédération Internationale des Trade-Unions d'un programme préconisant le contrôle des trusts et des cartels internationaux, ainsi que l'abolition des tarifs douaniers, la propagande faite sur le continent en faveur de la constitution des Etats-Unis d'Europe, telle que l'avait conçue M. Briand, la convocation, enfin en septembre d'une Conférence Impériale. Il s'attacha à réfuter l'objection selon laquelle la création de groupes économiques était purement académique. Il montra à cet effet que la formation d'une unité mondiale économique était irréalisable actuellement, que, quel que soit le mérite de la Société des Nations, son œuvre n'avait pas encore un rayonnement suffisant, ainsi que le prouvait l'échec de la Conférence Economique Internationale de 1927, que des groupes économiques existaient, enfin, réellement, la Commonwealth britannique ou le bloc pan-améri-

cain par exemple. Il expliqua l'existence de ces groupes et l'impossibilité pour l'Angleterre de ne pas faire partie de l'un d'eux, par la nécessité de s'assurer des débouchés et de se procurer des matières premières ou des denrées alimentaires. Il indiqua que la formation de groupements économiques impliquait le consentement de prêts financiers aux pays importateurs par les pays exportateurs et l'assurance donnée à ces derniers par les premiers que leurs produits trouveraient chez eux des débouchés garantis. Il affirma, enfin, que tout en étant hostile en principe à l'imposition de tarifs douaniers, ceux-ci pouvaient dans une certaine mesure se justifier, lorsqu'il s'agissait de réorganiser l'industrie ou de mettre à l'abri la main-d'œuvre nationale contre la concurrence des mains-d'œuvre étrangères soumises à des conditions de travail inférieures à celles prévues par les conditions internationales.

Le Conseil Général des Trade-Unions soumit au Congrès de Nottingham (Septembre 1930) le rapport de son Comité Economique. Ce rapport souleva les discussions les plus vives. Dans son discours d'ouverture, le Président du Congrès — M. Béard — avait tenu à préciser que le mouvement syndical britannique n'entendait pas adopter une politique protectionniste, pas plus qu'il ne voulait se faire l'esclave d'une théorie rigide du libre-échange. Il entendait simplement examiner les moyens de répartir avec justice les ressources économiques et le travail dans le rayon le moins restreint qu'il puisse envisager, c'est-

à-dire dans l'Empire Britannique. M. Ernest Bevin présenta la défense du rapport, dont l'objet était de soumettre selon lui au gouvernement travailliste, responsable devant la Conférence Impériale de la situation économique de l'Angleterre, des propositions en vue de l'établissement d'une organisation économique définie. Il lava le Conseil Général du reproche qu'on lui avait adressé d'avoir subi la pression du parti conservateur et de la campagne de Lord Beaverbrook et Lord Rothermere.

Plusieurs orateurs lui succédèrent. Ils attaquèrent le rapport, au nom de leurs unions respectives (l'Union des industries électriques, l'Union Nationale des Employés de Bureau, la Société Londonienne des compositeurs d'imprimerie, l'union des travailleurs des métiers de distribution et celle des employés de locomotives et la fédération des mineurs), unions qui n'étaient pas intéressées directement au développement du commerce impérial, et auquel ce développement pouvait nuire. Ils demandèrent le renvoi du rapport au Conseil Général en faisant observer que ce rapport se prononçait nettement en faveur d'un bloc économique, la Commonwealth britannique, et que, si ce vœu devait se réaliser, une concurrence acharnée s'ensuivrait entre les divers groupes de pays et que des conflits éclateraient fatalement.

M. Ernest Bevin prit la parole pour répondre aux orateurs qui avaient attaqué le rapport. Il déclara que le mouvement trade-unioniste avait

la responsabilité de faire vivre 50 % au moins de la population de la Grande-Bretagne. « L'Empire britannique est, pour sa part, dit-il, le théâtre de deux faits importants : la lutte pour la liberté économique et le formidable développement des ressources en matières premières. Si le Conseil Général n'a pas à se préoccuper de l'évolution politique de l'Empire Britannique, il ne peut se désintéresser de la part qui revient à l'Empire dans les réserves mondiales de caoutchouc, de pétrole, de cuivre et d'autres produits. Pour quelques-unes de ces matières, la Grande-Bretagne jouit d'un monopole; pour d'autres elle détient la majorité des stocks disponibles ou bien elle utilise les ressources des autres pays pour conserver les siens en réserve; les Etats-Unis n'en usent pas autrement... Cependant les Etats-Unis ont thésaurisé récemment le cuivre dont la Grande-Bretagne avait un besoin si pressant que pour s'en procurer elle aurait peut-être entrepris une guerre, si elle avait été en mesure de la soutenir. Auparavant la Grande-Bretagne avait restreint la production du caoutchouc, ce qui avait suscité l'acrimonie des Etats-Unis. A l'heure actuelle, ces matières premières sont exploitées par des promoteurs de sociétés qui ne tiennent compte d'aucune autre considération que le lucre. Le Comité Economique propose de substituer à des luttes anarchiques une politique d'ordre, de prévoyance et d'organisation. Peut-on l'en blâmer ? ».

Le Congrès de Nottingham décida, à la suite de cette intervention, de passer au vote. Par 1.400.000

voix contre 1.878.000, c'est-à-dire à une majorité de 477.000 voix, il refusa de renvoyer à l'examen du Conseil Général le rapport qui lui était soumis. Sans doute la minorité qui s'était prononcée en faveur du renvoi était-elle loin d'être négligeable, mais c'était la première fois, dans l'histoire du trade-unionisme, que le Congrès se ralliait à une forme quelconque du protectionnisme.

SECTION III.

LE MEMORANDUM DE LA FÉDÉRATION DES INDUSTRIES BRITANNIQUES ET DU CONSEIL GÉNÉRAL DES TRADE-UNIONS ET LA CONFÉRENCE IMPÉRIALE DE 1930.

Le memorandum que la Fédération des Industries Britanniques et le Conseil Général des Trade-Unions soumièrent au Premier Ministre le 24 septembre 1930, quelques semaines avant l'ouverture de la Conférence Impériale, ne diffère pas sensiblement du rapport qu'avait adopté le Comité Economique et qu'avait approuvé le Congrès de Nottingham. Comme lui, il préconisa l'institution de Conférences et d'un Secrétariat chargé d'examiner les questions économiques intéressant la Commonwealth Britannique.

« Les possibilités de développement économique de cette Commonwealth, dit le memorandum, sont énormes. Il existe déjà des liens de sentiment et une communauté de traditions qui, bien qu'intangibles,

ont une valeur réelle. A l'intérieur de la Commonwealth il est possible de trouver de vastes ressources de matières premières et de denrées alimentaires, de grands territoires susceptibles de développement. Etant donné l'importance qu'ont déjà les échanges de biens et de services qui se font entre le Royaume Uni, les Dominions et les Colonies, la Commonwealth pourrait voir son commerce intérieur se développer considérablement, si les efforts nécessaires étaient entrepris en ce sens ».

« La politique nécessaire pour accroître le développement économique de la Commonwealth, ajoute le memorandum, se présente sous plusieurs aspects, mais il y a un point d'une importance capitale, sur lequel le Conseil Général des Trade-Unions et la Fédération des Industries Britanniques réunies veulent appeler spécialement l'attention du gouvernement de Sa Majesté, dans l'espoir qu'un sérieux effort sera fait pour régler la question à la prochaine Conférence, à savoir la nécessité de créer un mécanisme adéquat de consultation entre les différentes parties de la Commonwealth. Si un semblable mécanisme n'était pas établi, il serait impossible de faire un examen approfondi des divers problèmes qui se posent, et les gouvernements de l'empire n'auraient pas une conception saine des problèmes économiques, ni les connaissances détaillées qui leur sont nécessaires pour éclairer leur politique ».

En raison de ces diverses considérations la Fédération des Industries Britanniques et le Conseil Gé-

néral des Trade-Unions estimaient que la tâche la plus importante et la plus urgente qui incomberait à la Conférence Impériale serait de mettre sur pied une organisation dont feraient partie les divers états appartenant à la Commonwealth. Cette organisation aurait dû comprendre, selon le memorandum que nous étudions, des conférences et un secrétariat.

Les Conférences, dont la première aurait dû être convoquée à une date aussi rapprochée que possible, n'auraient pas eu de caractère politique. Elles auraient été composées de membres nommés par les gouvernements de l'Empire. Ces membres auraient été :

a) des fonctionnaires, spécialisés dans les questions économiques et commerciales;

b) des représentants patronaux et ouvriers de l'industrie et de l'agriculture;

c) des représentants du commerce, des finances et de la marine.

L'objet des Conférences, qui se seraient ainsi tenues, aurait été triple. Ces Conférences auraient dû :

a) examiner les problèmes du commerce inter-impérial, et essayer de donner une base économique solide à la politique économique de la Commonwealth;

b) considérer dans leur détail l'ensemble des questions rentrant dans les relations commerciales de la Commonwealth;

c) servir d'arbitre aux puissances qui y étaient représentées.

Les Conférences, dont les attributions avaient ainsi été définies, auraient joué pour la Commonwealth le même rôle que les Conférences Economiques Internationales de Genève pour le monde; mais, selon les auteurs du mémorandum, elles auraient été beaucoup plus fructueuses qu'elles, et auraient permis beaucoup mieux d'anéantir les obstacles qui entravent actuellement les relations inter-impériales. « Elles n'auraient pas constitué un effort spasmodique mais auraient été un rouage permanent du mécanisme économique de la Commonwealth et elles se seraient, en particulier, réunies, avant chaque Conférence Impériale, en vue d'étudier les problèmes en suspens et de donner sur eux leur avis ».

Le Secrétariat, dont l'institution était proposée, aurait servi de lien entre les diverses Conférences. Il aurait préparé leur travail, étudié les questions qui se seraient posées dans leurs intervalles, et servi d'agent d'exécution de leurs décisions.

*

* *

On sait que la Conférence Impériale de 1930 qui s'est ouverte à Londres le 1^{er} octobre et qui a pris fin le 15 novembre n'a pas réalisé les espoirs que l'on avait mis en elle. Si elle aboutit à des résultats fort importants au point de vue politique (1), son œuvre économique se traduit par un échec. Saisie le 8 octobre d'une offre de M. Bennett, premier ministre

(1) La Conférence abolit le Colonial Law and validity Act de 1865 qui limitait juridiquement l'action législative des parlements

conservateur du Canada, en vue d'établir un tarif provisoire uniforme de 10 % sur toutes les importations dans l'Empire, afin de permettre l'octroi de préférences mutuelles entre ses parties, elle réunit une conférence qui devait se tenir à Ottawa en juillet 1931 et qui a été reportée à l'an prochain, l'étude des problèmes économiques dont elle était saisie. Le gouvernement travailliste s'engagea bien en effet à maintenir pendant trois ans ou jusqu'à la tenue de la Conférence d'Ottawa les préférences fiscales existantes en faveur des Dominions (vins, sucres, fruits secs, etc...), sous réserve du droit du parlement anglais de modifier les taxes existantes et de favoriser la propagande de l'« Empire Marketing Board » en faveur de la consommation des produits impériaux. Mais il se refusa (M. Snowden notamment) à imposer des droits sur les céréales, droits qui étaient impopulaires en Angleterre, et que le parti travailliste, qui comptait parmi ses membres d'anciens libéraux convertis, fidèles à l'esprit de Cobden, ne pouvait laisser instituer.

des Dominions; elle décida que le gouverneur général des Dominions serait nommé par le roi d'Angleterre, sur l'avis, non plus du gouvernement de Londres, mais sur l'avis du gouvernement du Dominion intéressé; elle posa enfin, malgré l'opposition de l'Irlande du Sud, le principe de l'institution d'un tribunal ad hoc pour juger les différends susceptibles de s'élever entre les membres de la Commonwealth.

CONCLUSION

Quel est l'avenir des négociations en cours entre les représentants du monde patronal britannique et les Trade-Unions ? Il est assez difficile de le prévoir. Il ne semble pas cependant, que la mort récente de Lord Melchett (Janvier 1931) doive leur porter un coup fatal. La collaboration qui s'est établie entre les Trade-Unions et les employeurs, groupés sous l'égide de l'initiateur de la Paix Industrielle, a pris, en effet, un caractère officiel, depuis que la Confédération Nationale des organisations patronales et la Fédération des Industries Britanniques ont accepté de constituer, avec le Conseil Général des Trade-Unions un organisme d'étude, commun. Cet organisme, qui a déjà abordé le problème des relations économiques de l'Angleterre et de ses Dominions, a actuellement entrepris l'examen des questions du chômage et des effets des impôts sur l'industrie. Le rôle qu'il est appelé à jouer dans l'avenir, dépendra sans doute, des circonstances politiques et des conjonctures économiques. L'on peut redouter, d'une part, que la crise que traverse actuellement le monde et dont la Grande-Bretagne ressent particulièrement les effets, ne provoque une rupture des négociations engagées, en remettant au premier plan dans les rela-

tions industrielles, les questions de salaires et en reléguant au second, celles relatives à l'organisation de la production — les divisions qui se sont manifestées récemment au sujet de la réduction des indemnités de chômage, ont montré l'antagonisme profond des conceptions patronales et ouvrières en la matière. L'on peut craindre, d'autre part, que, le succès du mondisme ayant coïncidé avec l'arrivée des Travaillistes au pouvoir, les relations, qui se sont établies entre les Trade-Unions et les Syndicats patronaux, ne subissent les contre-coups de la fortune politique du Labour Party ou de son attitude (l'opposition à un gouvernement d'union nationale par exemple) et que les échecs auxquels celui-ci est exposé ne diminuent l'importance du rôle aujourd'hui reconnu aux Unions par les employeurs.

*

* *

Quelque soit l'avenir réservé à la Paix Industrielle il n'en convient pas moins de se demander — l'expérience que nous avons décrite ayant montré que les syndicats ne sont plus, comme ils l'étaient au XIX^e siècle, de simples organes de défense des intérêts professionnels mais les directeurs de la politique économique nationale — le rôle qu'ils sont appelés à remplir dans l'économie moderne. La conception que l'on se fait de ce rôle dépend nécessairement de celle que l'on a des rapports respectifs des organisations professionnelles et de l'Etat. Elle variera, en effet, selon que l'on estime que l'Etat doit disparaître pour

faire place aux syndicats, que ceux-ci doivent exercer leur activité sur le même pied que lui, qu'ils doivent lui être subordonnés, ou qu'ils doivent assumer leurs fonctions sous leur contrôle.

Selon Karl Marx, l'Etat est un organe d'asservissement d'une classe par une autre. « L'essence de l'Etat, dira plus tard Lénine, dans son ouvrage, *l'Etat et la Révolution*, c'est l'oppression ». L'effet de la révolution sociale doit être d'amputer cette excroissance parasite de la société. « Les classes, écrit Engels, disparaîtront aussi inéluctablement qu'elles sont apparues. L'Etat disparaîtra inéluctablement en même temps que les classes. La société, qui organisera la production sur la base de l'association libre et égale de tous les producteurs, reléguera la machine à la place qu'il convient au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze ». Il semble difficile d'admettre cette conception qu'ont essayé de réaliser mais en vain les Soviets avant l'introduction de la N. E. P. Quelque soit, en effet, l'avenir auquel doivent être appelés les syndicats, il ne paraît pas qu'ils soient aptes par leur nature à régler les multitudes de problèmes qui se posent aux hommes du fait de leur réunion en société. Ce sont essentiellement, il ne faut pas l'oublier, des corps professionnels, et leur compétence s'étendrait-elle à l'ensemble du domaine économique, les autres domaines, où l'activité sociale se manifeste, leur échapperaient encore.

Si les syndicats ne paraissent pas devoir remplacer l'Etat, peuvent-ils du moins prétendre remplir leurs

fonctions sur un pied d'égalité avec lui ? C'est l'opinion qu'a défendue G. D. H. Cole (*Self Government in Industry*, p. 119), opinion qu'il conviendrait de rapprocher de celle de Duguit, tout au moins en ce qu'elle nie la souveraineté de l'Etat. Celui-ci serait, au même titre que les associations, une association géographique et territoriale, ce ne serait que l'instrument d'exécution des buts que les hommes ont en commun du fait de leur voisinage. Si séduisante que soit cette thèse, il est impossible de l'adopter. Qui trancherait, si elle était vraie, les différends entre l'Etat représentant les consommateurs et les syndicats représentant les producteurs ? Personne. Les conflits qui s'élèveraient entre eux resteraient sans juge.

Il faut donc admettre la souveraineté de l'Etat. Celui-ci, dit Esmein (*droit constitutionnel*, p. 1), « est la personnification juridique d'une nation, c'est le sujet et le support de l'autorité publique. Ce qui constitue en droit une nation, c'est l'existence, dans une société d'hommes, d'une autorité supérieure aux autorités individuelles. Cette autorité, qui naturellement ne reconnaît point de puissance supérieure ou concurrente, quant aux rapports qu'elle régit, s'appelle la souveraineté ».

L'Etat étant souverain, quel est le rôle qu'il convient d'assigner, dans son organisation, aux syndicats ? Selon le fascisme « les coopérations sont, de par la loi, reconnues comme organes de l'Etat, les intérêts de la production étant les intérêts de la na-

tion » (art. 6 de la Charte du Travail du 3 avril 1926). Les groupements professionnels seront sans doute, dans cette conception, investis d'attributions considérables dont certaines tiennent du droit public, tel que le droit de fixer le statut des contrats individuels par des contrats collectifs ayant force obligatoire, celui de désigner exclusivement les représentants des ouvriers et des patrons là où cette représentation est prévue par la loi, ou celui d'imposer des contributions à tous les membres de la profession que ceux-ci leur soient ou non affiliés. Mais en contrepartie de ces attributions, les syndicats sont obligés de subir une tutelle gouvernementale rigoureuse qui se manifeste notamment par l'exigence de certaines garanties pour leur reconnaissance, le droit de refuser la nomination ou de prononcer la révocation de leurs membres, celui de les dissoudre, tutelle qui ne nous paraît pas compatible avec leur liberté.

C'est, dans les cadres de l'Etat, ainsi que l'a montré notamment H. G. Hobson, mais sans lui être asservies que les organisations syndicales doivent se développer. Elles sont destinées à jouer un rôle de plus en plus important, dans la cité future, à défendre non seulement les intérêts professionnels de leurs membres, mais à éclairer la politique économique des gouvernements, et à organiser la production selon leurs conceptions et leurs méthodes. L'expérience que nous avons décrite, quel que puisse être le sort qui doive lui être réservé, nous a montré qu'en Grande-Bretagne tout au moins, elles étaient prêtes à assumer ce rôle.

APPENDICE

Ce livre était en cours d'impression lorsque des événements dramatiques se produisirent en Grande-Bretagne : la démission, le 23 août, du Ministère Travailiste qui était au pouvoir depuis le mois de juin 1929, son remplacement dans les vingt-quatre heures par un Gouvernement d'Union Nationale présidé par M. Ramsay Mac Donald, l'adoption de dispositions financières comportant notamment la réduction du traitement des fonctionnaires et des allocations de chômage, la suspension du Gold Standard, la dissolution de la Chambre des Communes, la défaite du Labour-Party aux élections et le triomphe des partis gouvernementaux, favorables dans leur ensemble au protectionnisme, le remaniement enfin du Ministère, conformément aux indications données par le pays. Il ne nous appartient pas de faire l'historique de la crise dont nous venons de rappeler les étapes. Ses origines méritent, cependant, d'être relatées.

L'on doit les chercher dans la crise financière internationale et les difficultés qu'éprouvèrent les banques anglaises à la suite des demandes de remboursement de capitaux dont elles furent l'objet. Les capitaux, empruntés par l'Angleterre à court terme, et prêtés ensuite aux Allemands, aux Autrichiens et aux Hongrois, s'étant trouvés congelés, leurs propriétaires

s'émurent de la situation économique des Etats chez lesquels leurs fonds avaient été placés. Ils voulurent les rapatrier. Les crédits que la Banque de France et la Fédéral Réserve Bank de New-York consentirent à la Banque d'Angleterre furent insuffisants pour prévenir la crise.

Elle fut aggravée par la publication du rapport de la Commission des Economies. Cette Commission avait été instituée, le 11 mars, à la suite d'un vote de la Chambre des Communes intervenu le 17 février, afin d'examiner les moyens de couvrir le déficit budgétaire prévu pour l'année 1932. Elle était composée de 7 membres et présidée par Sir Georges May. Le 31 juillet, elle remit au gouvernement son rapport, que deux de ses membres, MM. Arthur Pugh et Charles Latham avaient refusé de signer. Elle évaluait à 120 millions livres sterling, le déficit budgétaire de l'année 1932. Afin de le combler, elle proposait l'institution de taxes, la majoration de certains droits et la réalisation d'économies importantes. Les économies projetées devaient porter sur le budget social (réduction des indemnités de chômages en particulier) et les autres articles du budget (armée, marine, travaux publics, traitement des fonctionnaires). Ces propositions étaient inacceptables pour la plupart des ministres travaillistes qui étaient liés par des engagements qu'ils avaient pris envers les unions. MM. Ramsay MacDonald, Snowden et J.-H. Thomas crurent cependant pouvoir s'y rallier. La crise financière s'aggravant, le Ministère fut obligé de démissionner. Le Gouvernement d'Union Nationale qui lui succéda et qui com-

prenait des conservateurs, des travaillistes et des libéraux, déposa à la Chambre des Communes, un projet de loi entérinant les propositions de la Commission des Economies. Les exportations d'or continuant, il se vit contraint de suspendre la parité de l'or et de la livre qu'il semblait précisément avoir pour objet d'éviter et de demander au Parlement de ratifier son acte.

Ayant obtenu l'assentiment du pouvoir législatif, il procéda à la dissolution de la Chambre des Communes et à de nouvelles élections dont la date fut fixée au 27 octobre. Il demanda au pays d'approuver son œuvre et de lui donner un blanc seing pour l'achever. Le Labour Party, fort de la réduction du dole et de la diminution des traitements qui venaient d'être opérés, mena une campagne extrêmement violente contre lui. Mais son action fut paralysée par les divergences d'opinion de ses membres sur la question du libre échange et du protectionnisme qui s'étaient manifestées au sein même de l'ancien cabinet travailliste, et qui furent rendues publiques par la lettre de M. Snowden aux candidats travaillistes nationaux. Les déclarations de M. W. Runciman qui révélèrent que l'argent confié aux Caisses d'épargne avait été à deux reprises prêté à la Caisse d'assurance chômage et par suite en danger, lui aliénèrent également une partie de la confiance du public.

Les élections amenèrent aux Communes 553 députés favorables au nouveau gouvernement dont 476 conservateurs; 52 membres du Labour Party furent seulement élus. Si nous nous fions à ces chiffres, nous

pourrions croire que les masses unionistes ont désavoué leurs chefs. Il n'en est rien, en réalité. L'accueil qu'à réservé l'union des cheminots à M. J. H. Thomas suffirait à nous le prouver. Si les travaillistes n'ont conservé qu'un douzième des sièges de la Chambre des Communes, il n'en ont pas moins recueilli près de sept millions de voix, soit un tiers environ des suffrages exprimés.

L'ère de collaboration des classes qui s'était ouverte en Grande-Bretagne il y a quatre ans, approche-t-elle donc de sa fin ? L'on serait en droit de le craindre. Nous allons exposer les raisons que nous avons de croire que la Paix Industrielle peut encore porter des fruits.

*

* *

Ce qui nous le laisse espérer, c'est que les conceptions et les tendances du Gouvernement d'Union Nationale en matière de question monétaire et de politique commerciale, se rapprochent singulièrement de celles que l'on trouve exprimées dans le memorandum de la Conférence Mond-Turner sur les rapports de la réserve d'or et ses relations avec l'industrie et celui de la Fédération des Industries Britanniques et du Conseil Général des Trade Unions sur les relations économiques de l'Angleterre et de ses Dominions.

L'opposition que le ministère rencontra au sein des masses unionistes s'explique non par leur hostilité aux idées qu'il entendait faire prévaloir pour rétablir l'économie nationale, mais par la réforme du dole à

laquelle il avait cru devoir procéder en s'inspirant des travaux de la Commission Georges May, laquelle s'était rangée elle-même aux conclusions que la Commission Royale sur l'assurance chômage avait déposées quelques mois auparavant. Cette réforme avait consisté à réduire de 10 % le taux des allocations, à augmenter de 10 % celui des contributions patronales et ouvrières, à limiter à 26 semaines par an la durée pendant laquelle les chômeurs étaient susceptibles de recevoir une allocation, à subordonner l'octroi de secours de chômage à l'expiration de ce délai à une enquête sur les moyens de subsistance des bénéficiaires éventuels, à limiter enfin la capacité d'emprunt du fonds d'assurance. Les réductions de dépenses ainsi opérées se chiffrent à 35 millions de livres sterling, soit la moitié de celles contenues dans la récente loi de finances.

Il est regrettable, à notre avis, que l'équilibre du budget ait été réalisé au détriment des droits reconnus aux chômeurs. N'est pas, en effet, chômeur qui veut, mais celui auquel les conditions industrielles du pays ne permettent pas de travailler. Socialement, il est injuste de faire retomber, sur ceux qui souffrent les premiers de ces conditions industrielles, le poids des difficultés financières de la nation. Economiquement, diminuer le taux des allocations de chômage revient à abaisser le standard of living, et, par suite, le pouvoir d'achat de la partie de la population qui vit de ces allocations.

*

* *

Les derniers événements qui se sont produits en Angleterre ont marqué un revirement très net de l'opinion publique en faveur du protectionnisme. Sans doute, le congrès du Labour Party qui a eu lieu au mois d'octobre à Scarborough, a-t-il proclamé à nouveau l'intangibilité du dogme du libre échange. Mais le congrès des Trade Unions qui a siégé en septembre à Bristol et qui, comme nous l'avons vu (v. p. 155), a décidé de poursuivre la politique de Paix Industrielle inaugurée il y a quatre ans, a confirmé les vues qui avaient été exprimées en matière de politique commerciale par le congrès de Nottingham. Le protectionnisme apparaît ainsi aujourd'hui comme une planche de salut pour l'Angleterre à toutes les classes de la population. Probablement, la Grande-Bretagne va-t-elle s'engager dans les mois qui vont venir dans la voie de la Préférence Impériale. Encore cette voie est-elle semée de difficultés. Les Dominions ne sont, en effet, disposés à accorder des réductions sur leurs tarifs douaniers à la métropole que dans la mesure où celle-ci leur consentira des avantages réciproques sur son propre marché, pour leurs matières premières et leurs produits d'alimentation. La réponse qu'a faite M. Bennett aux propositions dont il fut saisi à la Conférence impériale de 1930 « Canada first » est très instructive à cet égard,

Quoi qu'il en soit, il est particulièrement intéres-

sant de noter que la Fédération des Industries Britanniques et que le Congrès Général des Trade Unions s'étaient mis d'accord à la veille de la dernière Conférence Impériale pour convenir de la nécessité « de créer un mécanisme adéquat de consultations entre les différentes parties de la Commonwealth (v. page 272). La politique commerciale de l'Angleterre s'inspire donc actuellement des conclusions auxquelles avaient abouti les conférences de la Paix Industrielle.

*

* *

En suspendant l'application du Gold Standard Act de 1925, le ministère d'Union Nationale a également suivi, la nécessité l'y contraignant, les indications que lui avaient données ces conférences. On se rappelle, en effet, que les membres de la Conférence Mond-Turner avaient présenté, le 12 avril 1928, au Chancelier de l'Echiquier, un memorandum sur la réserve d'or et ses rapports avec l'industrie dans lequel ils déclaraient n'être pas convaincus « qu'il était pratique et même désirable que la politique de crédits du pays soit déterminée plus ou moins automatiquement par les mouvements de l'or comme avant la guerre » (v. page 220).

L'établissement du cours forcé en Grande-Bretagne est un acte trop récent pour que nous puissions en mesurer les conséquences. Signalons, toutefois, qu'elles sont considérables. Le principe de la parité de la livre sterling et de l'or qui avait été établi en 1704 et qui n'avait été ébranlé qu'en pleine guerre, en 1797

et en 1914, avait assuré la puissance du marché monétaire international de Londres. Sa violation ébranle la confiance mondiale que l'on avait placée en ce marché. D'autre part, plusieurs pays avaient le sort de leurs monnaies lié à celui de la livre sterling, les Etats Scandinaves, les pays de l'Europe Centrale, la Turquie, par exemple, soit que leurs monnaies fussent basées sur la valeur même de la livre, soit que leur circulation monétaire fût garantie par une encaisse comportant une partie importante de livres anglaises, soit que leur situation économique dépendît de leurs relations avec la Grande-Bretagne ou des capitaux qu'elle avait investis chez eux. La suspension du Gold Standard act de 1925 aura nécessairement des répercussions graves dans ces pays.

Immédiatement, l'abandon du principe de la convertibilité de la livre sterling en or a eu pour effet de déprécier la valeur de la livre sur le marché du change, de stimuler les exportations anglaises, et, par suite, de réduire le nombre des chômeurs. C'est le bienfait qu'en attendaient les membres de la Conférence Mond-Turner, lorsqu'ils s'insurgeaient contre la politique monétaire suivie depuis la guerre et qu'ils réclamaient des facilités plus grandes de crédits pour l'industrie.

*

* *

L'examen des événements récents qui ont eu lieu en Grande-Bretagne nous a permis de constater que le Gouvernement d'Union Nationale s'était engagé

dans les voies qui lui avaient été tracées par les Conférences tenues sous les auspices de la Paix Industrielle. Espérons que la chute du ministère travailliste dont l'avènement avait coïncidé avec leur succès n'entraînera pas leur disparition et que les conservateurs auront la sagesse de ne pas profiter de leur puissance politique pour essayer d'entraver l'évolution du mouvement trade unioniste.

Ce 6 novembre 1931.

BIBLIOGRAPHIE

- ASQUIWTH (Lord). Industrial Problems (1929).
BEER (M.). A History of British Socialism (1929).
BELLERBY (J.). Le contrôle du crédit comme remède du chômage (1929).
BEVERIDGE (W. H.). Unemployment (1930).
CITRINE (W.). The Trade-Union Movement of Great Britain (1926).
CLAY (H.). The Problem of Industrial Relations (1929).
—— The post-war Unemployment Problem (1929).
COLE (G. D. H.). The Word of Labour (1913).
—— Labour in War Time.
—— Guild Socialism.
—— Self-government in Industry (Ed. 1928).
—— Social Theory (1921).
—— A short History of British Working Class Movement (1928).
—— The Next ten years in British social and economic policy (1929).
COOK (A. J.). The Nine Days (The story of the general strike told by the Miners' Secretary 1926).
DELATTRE (Fl.). L'Angleterre d'après-guerre et le conflit houiller (1930).
DELION (M.). Le Trade-unionisme en Angleterre depuis 1914 (thèse Paris 1926).
HOBSON (G. H.). National Guild and the State (1920).
—— The conditions of Industrial Peace (1923).
HAUWTREY (R. G.). Currency and Credit (1923).
KEYNES (J. M.). A tract on monetary reform (1923).
LLOYRD (M.). Trade-unionism.
LASKY (A. J.). A Grammar of Politics (1926).
MELCHETT (Lord). Industry and Politics (1927). Traduction française abrégée de M. et Mme Henri Turot (1930).
—— Imperial Economic Unity (1930).

MONTGOMERY (S. G. de). *British and Continental Labour today* (1920).

MILNE BAILEY (W.). *Trade-Unions Documents* (1929).

ORTON (A.). *Labour in Transition*.

PENTY (A. J.). *The Restauration of the Guild System* (1926).

PHILIP (A.). *Guild Socialisme et Trade-Unionisme* (Th. Paris 1923).

— *L'Angleterre moderne* (1925).

PINI (A.). *Le Trade-Unionisme et ses rapports avec le mouvement ouvrier anglais contemporain* (Th. Paris 1927).

RAFFETY (F. W.). *Copartnership in Industry* (1929).

RAYNAUD (B.). *Le contrat collectif à l'étranger* (1929).

RIST (Ch.). *La déflation en pratique* (1924).

SHAW (G. B. S.). *A guide for an Intelligent Woman* (1929).

SIEGFRIED (A.). *L'Angleterre d'Aujourd'hui* (1924).

— *La crise britannique au XX^e siècle* (1931).

L. URWICH. *The meaning of Rationalisation* (1929).

TROSTKY (L.). *Où va l'Angleterre* (1926).

WEBB (Beatrice and Sidney). *Industrial Democracy* (ed.1920).

— *History of Trade Unionism* (Ed. 1920).

Journaux, Revues et Autres Publications.

The British Worker.

The British Industries.

The Daily Herald.

The Economic Journal.

The Economist.

The Labour Magazine.

The Labour Monthly.

The Manchester Guardian.

The Ministry of Labour Gazette.

The Nation.

The Observer.

The People.

The Statist.

The Times.

Britain's Industrial Future (Programme du Parti Libéral).

Fabian Essays.

Committee on Industry and Trade (particulièrement le volume IV Survey of Industrial Relations).

The Labour Year Books.

The Reports of The Trade Union Congress.

Statistical abstracts of United Kingdom.

Le Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques.

L'Information Sociale.

Les Informations Sociales du Bureau International du Travail.

Le Peuple.

La Revue d'Economie Politique.

La Revue Economique Internationale.

La Revue Politique et Parlementaire.

Le Temps.

Vu : Le Doyen,

H. BERTHÉLEMY.

Vu : Le Président,

William OUALID.

Vu et Permis d'Imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Recteur, l'Inspecteur de l'Académie,

L. BÉNAERTS.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	7
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

L'organisation trade-unioniste et les problèmes industriels contemporains.

CHAPITRE I. <i>Le développement du trade-unionisme depuis la guerre</i>	13
<i>Section I.</i> La collaboration des Unions et du Gouvernement	14
A. Reconnaissance officielle des Trade-Unions .	15
B. Participation des Unions du gouvernement et à l'administration	19
<i>Section II.</i> L'extension et le développement de l'organisation trade-unioniste	25
A. Augmentation des effectifs trade-unionistes .	26
B. Concentration des Unions	29
C. Coordination des Unions	34
<i>Section III.</i> L'évolution de la pensée trade-unioniste .	38
A. Philosophie du socialisme de Guilde	39
B. Tactique du socialisme de Guilde	43
C. Des rapports des syndicats et de l'Etat dans les conceptions Guildes	45
CHAPITRE II. <i>Le mécanisme des relations industrielles en Grande-Bretagne</i>	50
<i>Section I.</i> Les contrats collectifs de Travail	51
<i>Section II.</i> L'arbitrage et la conciliation	62
A. Les tribunaux de salaires	65
B. Les tribunaux industriels institués par voie de contrats collectifs	68
C. La loi sur les cours industriels de 1919	71

<i>Section III. La participation aux bénéfices et la Corporation</i>	74
CHAPITRE III. L'organisation de la production et le problème des relations industrielles	83
<i>Section I. La crise économique de l'industrie charbonnière</i>	85
<i>Section II. L'échec de la grève générale et de la grève des mineurs de 1926 la loi de 1927 sur les Trade-Unions</i>	95

DEUXIEME PARTIE

L'établissement de la Paix Industrielle.

CHAPITRE I. Historique des négociations entre les Trade-Unions et les employeurs	121
<i>Section I. L'offre de Sir Alfred Mond et de ses collègues.</i>	123
A. La figure de Sir Alfred Mond, futur Lord Melchett	123
B. Les caractères de l'offre de Sir Alfred Mond et de ses collègues	126
<i>Section II. L'établissement des relations entre les Trade-Unions et le groupe représentatif des employeurs</i>	130
A. L'acceptation de la proposition de Sir Alfred Mond et de ses collègues	131
B. La première conférence plénière avec les employeurs et les travaux du comité Mond-Turner	133
C. Les dernières hésitations unionistes et la Conférence plénière du 4 juillet 1928	141
<i>Section III. La collaboration des Trade-Unions et des syndicats patronaux</i>	143
A. Le Congrès des Trade-Unions de Swansea, (septembre 1928) et le Congrès de Belfast (septembre 1929)	144
B. L'adhésion des Syndicats patronaux	147
CHAPITRE II. L'attitude de la classe patronale et de la classe ouvrière à l'égard de la Paix Industrielle ..	156

<i>Section I. L'accueil patronal</i>	157
<i>Section II. L'accueil ouvrier</i>	164
A. L'opposition	164
B. L'acceptation	175

TROISIEME PARTIE

L'œuvre des conférences de la Paix Industrielle.

<i>CHAPITRE I. Les rapports de la conférence Mond-Turner sur la reconnaissance des Trade-Unions, la mise à l'index, le Conseil national industriel, la prévention des conflits, la rationalisation et la réserve d'or et ses rapports avec l'industrie</i>	191
<i>Section I. Les rapports sur la reconnaissance des Trade-Unions et la mise à l'index</i>	192
<i>Section II. Les rapports sur le Conseil National Industriel et la prévention des conflits</i>	202
<i>Section III. Les rapports sur la rationalisation et le mémorandum sur la réserve d'or et ses relations avec l'industrie</i>	209
<i>CHAPITRE II. Le rapport de la conférence Mond-Turner sur le chômage</i>	224
<i>Section I. Les causes du chômage</i>	229
<i>Section II. Les remèdes</i>	240
A. Mesures immédiates	241
B. Mesures ultérieures	250
<i>CHAPITRE III. Le mémorandum de la Fédération des Industries britanniques et du Conseil général des Trades-Unions sur les relations économiques de l'Angleterre et de ses Dominions</i>	254
<i>Section I. L'attitude du patronat britannique à l'égard de la Préférence impériale</i>	257
<i>Section II. Le mémorandum du Comité Economique du Conseil Général des Trade-Unions sur la Conférence Impériale et les groupes économiques et les débats du Congrès de Nottingham</i>	263

Section III. Le mémorandum de la Fédération des Industries britanniques et du Conseil Général des Trade-Unions et la Conférence Impériale de 1930. 271

CONCLUSION	276
APPENDICE	281
BIBLIOGRAPHIE	290

